N° 709 — 3 F DU 16 JUILL. AU 2 SEPT. 76 **nouvelle édition** HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

tribune & Socialiste





Direction politique:

• Où va la France? Léo Goldberg,

Maurice Najman
• Injustice : Michel Etienne

• Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
• Luttes en classes : Stéphan Lyllan
• Les choses de la ville : JeanFrançois Thoraval

· Pourtant, elle tourne : Bernard

· Les exclus de l'intérieur : Domini-

que Lambert, Michel Camouis.
• Garde-è-vous-même: Georges

Les armes de la critique : Marion

Lay
• C'est aussi politique : Michel Aci-

Collaborateurs permanents
G. Akoun - C. Bourdet - A. Chataignier
Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay Ch. Guerche - G. Hercet - J. Jullien - R.
Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph.
Marielie - M. Mousel - A. Noël - D.
Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M.
Vadrot - Lila Oppenheim Vadrot - Lila Oppenheim

Dessinateurs:

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin -

Olger.

Secrétariat de rédaction :

Monique Grima

Maquette : Chantal Lender Max Pagis

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Promotion:

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin J.-P. Sallent

Dir. publ. : H. Le Toquin 9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité : 566-45-37

Distribué par les N.M.P.P. Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Composition:

Compo-presse, Paris.

Abonnement: 100 F pour un an; 60 F pour six mois moix. Soutien: 150 F. Pour tout changement d'adresse: joinde 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Notre dossier

Juillet 1976 : états généraux de l'autogestion socialiste:

L'Etape indispensable. M. Mousel On reparlera de Malakoff. M. Echeverry Sortir des sentiers battus. R. Vittot Cadre de vie : l'indispensable cohérence.

A. Caul-Futy

Vivre autrement. H. Bouchardeau

Minorités nationales : partir du « Senti » des peuples.

R. Pevrolles

Des saltimbanques aussi... J. Bertin Etats généraux : du côté de la presse

Commune par commune, un contrat municipal. F. Dalbert

Briser la chaîne

Un circuit pas comme les autres. Y. Sparfel Larzac : empêcher l'isolement. M. Maugat

Fnac : l'esprit fout le camp. Culture : le cynisme.

C'est aussi politique

Les Editions Syros vous proposent. La BD à gogo. M. Acidant Fouillons dans les livres de poche. M.A. Un banquet pour les vieux. G. Fournier
MJC pas mortes. A. Loguillard - Ph. Soufflet

Et pourtant elle tourne

Victoire à la Pyrrhus. V. Fay Hongrie : ma vie pour des colifichets. E. November Guerre et Révolution en Catalogne. M. Najman Dictature du prolétariat et autogestion. V. Leduc Portugal: un bilan officieux. B. Ravenel

Quel sens pour les festivals? D. Nores Festival « Riviera 76 ». M.A.

De Creys-Malville à Naussac. M. Fiant Naussac, morne plaine. 4S.

JO : le Québec saigné. M. Camouis

Tribune Socialiste devait initialement paraître le 12 juillet. Des raisons techniques ont retardé sa parution. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excu-

La Rédaction









immigrés : l'été de l'unité

Alors que Dijoud, secrétaire d'Etat aux Travailleurs immigrés, prépare une nouvelle série d'arrêtés pour réaliser un meilleur encadrement, une plus grande surveillance des travailleurs immigrés, ceux-ci continuent de mener des luttes, sur le lieu de travail, sur le lieu de résidence.

C'est ainsi que la grève des loyers se poursuit dans les foyers de la So-nacotra, organisme hôtelier trou-vant ses fonds sur les sommes revenant normalement aux travailleurs immigrés dans le cadre des lois sociales françaises. Avec l'arrivée des vacances, le départ de nombreux travailleurs vers leur pays d'origine, le mouvement a besoin d'une mobilisation permanente des travailleurs français regroupés dans les comités de soutien.

Malgré les preuves de bonne volonté offertes par la Coordination nationale, la direction de la Sonacotra s'en tient à sa position première : des négociations foyer par foyer. Cette volonté obstinée de diviser pour mieux régner ne peut pas rece-

voir d'autre réponse qu'un renforcement de la coordination grâce à une plus grande représentation des délégués de foyers en lutte dans ses rangs. Malgré aussi un dossier accablant pour la Sonacotra (respect des règlements en matière de construction, de loyers) le gouvernement, qui est bien placé pour ramener dans sa légalité un organisme qui dépend en définitive de lui, ne fait rion since foverier le pour par fait rien, sinon favoriser la peur par des expulsions hors du pays ou hors du foyer (ce qui condamne le travailleur immigré à une expulsion tôt ou tard vers son pays d'origine).

Et que dire de l'attitude de certaines organisations représentatives de la classe ouvrière — PCF et CGT notamment — qui, après avoir tenté

de récupérer la grève en négociant séparément, se glorifient du retour d'un seul des dix-huit délégués expulsés pour les mêmes raisons? Ce sectarisme est bien inquiétant. Il rappelle trop, hélas, ce que disait Georges Séguy, au lendemain de l'emprisonnement de militants syndicaux favorables aux syndicats de soldats: « Nous ne sommes pas des inconditionnels de la solidarité ». Que dire aussi de l'Amicale des Al-gériens qui s'est laissée embarquer dans des combines aussi légères ?

le jusqu'au-boutisme

Certes, des débats - souvent vifs - ont lieu entre les membres de la Coordination nationale. Ce peut être un frein à l'efficacité. Mais c'est surtout la preuve d'une volonté de faire fonctionner démocratiquement, collectivement la lutte sur le

refus de payer des loyers hors de proportion. Ces débats où certaines prises de positions sont utilisées par les organisations de gauche pour dénoncer « le jusqu'au-boutisme », « le gauchisme ». C'est regarder la lutte par le petit bout de la lorgnette. Le dossier est solide : avocats, architectes, expert-comptables ont fait la preuve de cette solidité. Alors, pourquoi dévier des vraies questions? Une victoire globale des résidents

des foyers Sonacotra ne peut que renforcer la lutte contre les pratiques anormales que l'on voit se multiplier dans tous les groupes d'immeubles à propos des hausses de loyer, des charges. L'autoréduction que prati-quent les travailleurs immigrés concernent tous les travailleurs. Malgré les risques qui pèsent en permanence sur leur sécurité, ils défendent vigoureusement cette autoréduction.

Michel CAMOUIS

juillet 76: états généraux pour l'autogestion première étape

Si les camarades qui ont discuté des problèmes du sport ne jugent pas la comparaison trop scabreuse, je dirai que nous venons de gagner, tous ensemble, la première étape. Première étape pour renouer parfois, et (souvent) nouer simplement le dialogue entre tous ceux qui, utilisant ou non le vocable « autogestion », sont à la recherche dans les combats d'aujourd'hui d'un socialisme qui s'identifie au pouvoir populaire. Bien sûr, tout n'était pas parfait, il y avait des insuffisances ; bien sûr aussi, nous avons pu mesurer l'ampleur de tout ce qui reste à faire, à dire, à « creuser ». Mais déjà le fait que nous ayons procédé ensemble à ce constat, c'est un point de départ. Comme est important le fait que ces états généraux n'aient pas été un colloque de sommet, mais qu'à travers la préparation et sa tenue nous ayions tenté de rendre compte de ce que doit être une pratique autogestionnaire. Comme est significatif l'éventail que représentent les participants ici présents.

Plus de 500 délégués ont participé hier aux 16 carrefours que nous tenions. S'y ajoutent, hier comme ce matin dans les forums, un certain nombre de militants qui assument des responsabilités importantes, dans des organisations politiques, syndicales, ou dans des associations qui mènent d'importantes actions dans le cadre de vie. Au total, plus de 700 militants ont participé à ces deux journées.

Le questionnaire qui vous a été distribué donne quelques indications sur ce que nous sommes ici : 60 % de participants venus de province ; un peu moins de la moitié non-membres du PSU ; 40 % militants de la CFDT, 10 % du MAS ; viennent ensuite le SNI et la CGT ; une moyenne d'âge de 28 ans ; enfin, un tiers de femmes. Tout cela montre à la fois les aspects positifs et les progrès qui sont à réaliser.

le socialisme que nous voulons

Tout en mesurant les imperfections, nous pouvons dire que c'est une réussite, qui en tout cas devrait faire réfléchir ceux qui, tout haut ou tout bas, parlaient de « gadget ». En même temps, croyez-en notre expérience, parce que c'est une réussite, les critiques vont pleuvoir. Et nous les attendons de pied ferme. Cela dit, nous prêterions certainement le flanc à une critique justifiée s'il apparaissait que nous avons organisé une rencontre sans lendemains. Il est donc indispensable que nous réfléchissions dès maintenant à la prochaine étape. C'est ce que je voudrais faire en vous disant comment le PSU en entrevoit les possibilités, étant entendu que ces perspectives devront être largement discutées et précisées avec vous tous, avec les groupes qui se sont formés localement comme avec les organisations qui, à des titres divers, ont participé à cette rencontre.

Pour tracer des perspectives, il nous faut d'abord reconnaître le terrain, savoir apprécier dans quel type de situation nous pouvons inscrire nos efforts.



A bien des égards, les débats que nous venons d'avoir ont été marqués par la nature de la situation dans laquelle nous sommes. Il y avait ici comme une sorte de veillée d'armes tant est considérable la bataille qui s'annonce. Considérable à la fois parce que rarement l'affrontement avec la bourgeoisie ne s'est profilé à l'horizon comme aussi décisif; mais considérable aussi en raison de nos propres responsabili-tés dans cet affrontement, de la place que nous aurons à y tenir. Nos recherches ne sont pas en marge du combat politique. De la puissance du courant dont nous ne représentons ici encore qu'une petite partie, dé-pénd dans une large mesure le résultat de cet affrontement avec la bour-

Bien sûr, même si le cinéma en face de cette salle affiche « tout est possible », nous savons que personne n'est actuellement maître du temps et des rythmes des changements qui peuvent se produire; ni de la victoire électorale de 1978, ni des conditions dans lesquelles

défendons, ce n'est pas seulement le « droit à la différence », comme on le dit volontiers à gauche, et qui supposerait un modèle central autour duquel existent des gens différents ; ce que nous défendons, c'est le droit de tous à l'identification individuelle et collective. C'est en ce sens que nous devons répondre à la provocation (verbale) de Chirac disant : « Ce qui est inacceptable dans le socialisme, c'est le collectivisme; mais sans le collectivisme, que reste-t-il du socialisme ? ». C'est à nous de montrer que le collectivisme n'est pas une sorte de monstre, en ce sens que nous voulons une collectivité dans laquelle l'homme cesse d'être, non seulement exploité, mais aussi aliéné, voire mutilé.

un renforcement simultané du cou-

rant que nous représentons ici : à

chaque étape, d'ici 1978, puis face à la politique de rupture avec le système qu'il faudra pratiquer en cas de

victoire électorale; ensuite, pour faire mûrir la situation de « double

pouvoir »; enfin, lorsque nous pourrons engager la transition so-

Au bout du compte, le socialisme

que nous voulons construire est

aussi différent de la direction par un

parti assortie plus ou moins de l'oc-

troi de « libertés », que d'un capitalisme moderne assorti sous le nom

d'autogestion, de structures dites de

concertation et, en fait, de défoule-

ment ou de collaboration de classes.

Pour nous, tous les lieux d'exercice

du pouvoir doivent être placés sous

le contrôle direct des travailleurs et

des couches populaires; il s'agit

d'une démocratie pluraliste, faisant

appel à diverses formes d'organisa-

tion, sûrement pas dans la même di-

versité que dans la démocratie

bourgeoise, mais quand même dans

la liberté de s'organiser et de s'ex-

primer selon son choix. Ce que nous

cialiste vers le communisme [...].

un large accord populaire

De la même façon, que reste-t-il de l'autogestion lorsque, commentant dans le Nouvel Observateur d'aujourd'hui le livre de Pierre Rosanvallon — présent parmi nous — Michel



sonne pas seulement en termes de structures mais aussi en termes d'institution, et qu'à ce titre elle considère comme aussi idéalistes les utopies réformistes sur la généralisation « d'îlots de socialisme » que les mythes révolutionnaires sur la destruction de l'Etat » ?

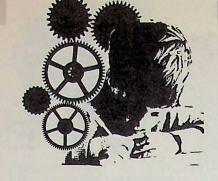
Ce n'est pas seulement que ce genre de littérature donne à certains d'entre nous quelques frissons rétrospectifs, c'est qu'il y a là une inversion complète du sens de l'auto-

genre de littérature donne à certains d'entre nous quelques frissons rétrospectifs, c'est qu'il y a là une inversion complète du sens de l'autogestion. Nous devons affirmer que l'autogestion est le projet socialiste, le seul qui soit en mesure de garantir, et l'établissement d'un Etat socialiste et sa capacité à dépérir.

Cependant, tout cela est bien beau à dire, mais qu'est-ce que cela pèse, si c'est seulement de la fiction politique? Or, c'est de la fiction si nous croyons qu'être autogestionnaire aujourd'hui c'est simplement faire vivre un courant de pensée; c'en est également si nous nous contentons de ce que nous sommes ce soir.

En réalité, il nous appartient de viser très haut, parce que le projet so-cialiste autogestionnaire ne peut exister, ne peut commencer à prendre corps maintenant que s'il s'affirme comme projet à vocation majoritaire ; précisément parce que, comme le disait Piaget, le socialisme que nous voulons suppose un large accord populaire. Cela nous paraît sans doute un peu gros de dire cela aujourd'hui, et c'est d'ailleurs volontairement provocateur; mais, réfléchissez-y bien: partout où apparaît la crise — dans les institutions, dans l'appareil d'Etat, dans l'économie, dans les organisations ouvrières elles-mêmes — c'est autour de l'autogestion socialiste que se dessinent des réponses, même balbutiantes; partout où l'idée et la pratique autogestionnaires pro-gressent, le mouvement ouvrier progresse également; et réciproquement, chaque fois qu'on cherche à réintégrer la démarche autoges-tionnaire dans des comportements classiques, ceux du réformisme ou d'un léninisme étriqué, il y a régression générale du mouvement ouvrier; enfin, le projet autogestion-naire est fondamentalement unitaire. C'est autour de lui que peuvent se nouer les alliances de ceux qui veulent rompre avec le capitalisme. C'est la pratique autogestionnaire qui a montré qu'on pouvait unir ouvriers et paysans exploités, travail-leurs et jeunesse scolarisée, etc. Et surmonter même les divisions qu'on essaye d'entretenir dans la classe ouvrière. C'est sans doute pourquoi on peut dire aujourd'hui que nous représentons l'avenir de ce nouveau travailleur collectif que la révolution scientifique et technologique est en train d'engendrer [...]

Si j'insiste sur cette vocation, c'est pour dire que nous ne pouvons nous contenter de photographier à un instant donné le courant, ses luttes, ses aspirations, ses faiblesses. Il faut dès maintenant nous inscrire sur une trajectoire. Cela ne veut pas dire vouloir



immédiatement tout. Il faut décoller, avec comme perspective la volonté de coordonner tous nos efforts, afin que l'objectif de l'autogestion socialiste, au fur et à mesure des étapes à franchir, apparaisse comme le lieu de rassemblement.

Qu'est-ce que cela veut dire, coordonner nos efforts? Cela veut dire d'abord savoir tenir compte de notre diversité et la respecter. Nous sommes ici des militants politiques et des militants d'organisations de masse. Cette diversité est inhérente au combat autogestionnaire. Non seulement il serait peu réaliste de vouloir la faire disparaître, mais ce serait même un projet erroné dans la mesure où par définition nous avons besoin et de cette diversité, et du respect de l'autonomie réciproque des diverses formes d'organisation. En même temps nous constituons, au moins potentiellement, une force politique — au sens le plus large du terme — ici même, nous pouvons dire que nous l'avons ressenti, dans la mesure où nous avons fonctionné comme un intellectuel collectif capable de rassembler, synthétiser et reformuler en nouvelles proposi-tions tout ce qui émerge des luttes et des aspirations populaires. Et il faut que, politiquement, cette force s'affirme. Or, cela ne veut pas dire la prééminence d'un parti sur l'en-semble des autres forces organisées du courant autogestionnaire; cela veut dire que, premièrement, nous avons à réinventer collectivement les moyens de notre intervention, y compris, mais pas seulement, sur le plan organisationnel; et, deuxiè-mement, que le développement de ce courant revêtira nécessairement un caractère contradictoire, au sens où il y aura des contradictions entre nous, où le respect réciproque de l'autonomie de formes d'organisation entraîne inéluctablement débats et oppositions, et enfin où une tension doit exister entre le développement très large de ce courant et la nécessité de son expression politique organisée.

combler le vide

Cette contradiction, nous ne devons pas la fuir par des artifices qui feindraient de la résoudre. Nous devons, tous, l'assumer pleinement en cherchant progressivement à la résoudre au travers de la poursuite de notre recherche collective et de nos initiatives.

Or, il se dégage de ces journées un certain nombre d'axes de lutte et de travail qui prennent place dans la réalité politique présente, parce qu'ils se situent précisément dans cette zone intermédiaire entre tous les refus et les aspirations manifestées par les travailleurs, et le caractère quasi magique — y compris dans son inquiétant laconisme — de l'union de la gauche. Ce vide énorme entre les aspirations et les réponses, c'est à nous qu'il appartient de chercher à le combler. Non pas parce que nous sommes des inventeurs de propositions, mais en raison du type

de démarche qui est la nôtre : nous appuyer sur la réalité des luttes, favoriser les expériences d'autoorganisation, faire que la politique elle-même soit contrôlée par ceux qu'elle concerne au premier chef. C'est cette démarche elle-même qui fait que nous, ici présents, nous ne sommes pas surpris — et moins pris au dépourvu que d'autres — lorsque éclate un nouveau problème. Plus que jamais nous devons mettre en ceuvre cette démarche autour des quelques axes — non exhaustifs — qui sont apparus ici :

— produire autrement [...]

— prendre en main le cadre de vie et les conditions d'existence [...]

— prendre en main, non seulement la défense, mais la création des libertés[...].

pour une élaboration collective

Tels sont les principaux terrains concrets sur lesquels nous pouvons avancer aujourd'hui et qui doivent fonder notre effort pour chercher une meilleure coordination et rechercher collectivement quels sont,

pratiquement, les moyens que nous pouvons mettre en œuvre, à savoir :

1) A partir des grands axes d'action et de recherches, poursuivre la discussion entre les organisations présentes sur les thèmes et les formes de la mobilisation. Nous souhaitons qu'à l'issue de ces Etats généraux, les contacts soient maintenus afin d'avancer en commun.

2) Comme cela a commencé à se faire lors des Etats généraux locaux, il est nécessaire que sous des formes diverses et selon les possibilités, s'établissent des coordinations locales notamment pour soutenir des campagnes d'actions sur des objectifs de caractère autogestionnaire. Toute avancée de ce travail de base aura des effets positifs sur la poursuite de cette initiative, et éclairera les possibilités de progression, y compris sur le plan politique.

 Selon le degré de mobilisation, il conviendra d'envisager la tenue de rassemblements régionaux et nationaux par secteur, et ainsi renforcer les coordinations qui pourront

être mises sur pied.
4) Tout cela, c'est ce qu'il faut mettre en route dès maintenant. Mais il faut aussi se donner des

perspectives plus globales. Nous es-

timons qu'une nouvelle réunion des Etats généraux doit être envisagée, dans six mois plutôt que dans un an, compte tenu des urgences et des échéances. Nous souhaitons que les Etats généraux n'apparaissent pas comme une manifestation organisée par et pour le PSU, et nous proposons que les thèmes de travail et les objectifs politiques des prochains Etats généraux soient élaborés collectivement par les organisations ici présentes.

Nous avons, tous ici, le devoir d'être ambitieux et audacieux, en même temps que d'apprécier avec réalisme les moyens de parvenir à ces ambitions. Notre plus grand souhait est que cette force potentielle que nous constituons se révèle dans ca capacité à être le moteur du combat pour le socialisme. Aucun effort, tant dans l'audace que dans la patience, qui comme chacun sait est aussi une vertu révolutionnaire, ne devra être ménagé, si nous voulons récolter les fruits de ce que nous avons semé ici, et je crois réellement que nous avons semé de nouveaux espoirs.

Michel MOUSEL

on reparlera de Malakoff

Ce fut d'abord une victoire sur la canicule. Dans les salles surchauffées, les carrefours tantôt sages, tantôt passionnés, n'ont en tous cas jamais défailli, ni abandonné la tâche. Oh! comble, il fut même des heures où le bar était désert.

Ce fut ensuite une confrontation d'une grande richesse. Les militants présents, à quelque organisation qu'ils appartiennent, et quel que soit le niveau de leurs responsabilités, avaient à souci d'engager un dialogue vrai, sur la base des réalités concrètes de la lutte des classes dans la France giscardienne.

Cette confrontation s'appuyait très fréquemment sur les travaux élaborés dans les rencontres qui, dans diverses régions, avaient précédé la réunion de Malakoff. De nouvelles solidarités se sont nouées au cours de ces rencontres. Solidarités qui ne demandent qu'à être prolongées, consolidées, élargies comme l'ont expresément formulé beaucoup de carrefours.

L'ouvrage qui sortira de ces Etats généraux au mois de septembre permettra à chacun de mesurer le niveau des discussions. Sa popularisation permettra en outre d'en faire l'outil nécessaire pour engager de nouvelles discussions plus approfondies, qui débouchent sur une action plus conséquente de l'ensemble du mouvement autogestionnaire.

Si ces discussions ont pu se tenir et aboutir de manière satisfaisante, c'est parce que les conditions avaient été réunies pour qu'il en soit ainsi

les conditions du dialogue

Le PSU avait affiché la couleur. C'est lui qui avait pris l'initiative des Etats généraux. Mais à l'inverse de ce qui s'était déroulé lors des assises pour le socialisme, il n'y aavait aucune arrière pensée, dans sa démarche, aucune visée organisationnelle.

Se refusant à toute manipulation pour son compte, il évitait également d'être manipulé. Si d'aucuns l'avaient rêvé, ils en auront été pour leurs frais. Mais rien dans la tenue des débats ne permet de le supposer.

Pour ce qui concerne les forums, la discussion fut tout aussi franche.

Mais le style même des tables rondes est sans doute à revoir. Il faudra être plus inventif, lors des réunions qui suivront. Il y a toujours difficulté à établir un dialogue entre les « personnalités » qui débattent entre elles et la salle qui assiste à

leur discussion. Cette difficulté surgit dans tous les débats de ce style. Il faudra donc la surmonter.

En revanche, l'attention soutenue avec laquelle fut suivie la séance qui vit cinq rapporteurs, puis Michel Mousel, faire la synthèse des travaux, la chaleur des applaudissements qui ponctuèrent leurs conclusions, marquaient la satisfaction des participants.

Ainsi, donc, plus de 500 militants, appartenant à une quarantaine d'organisations, ont démontré que les convergences autour des thèmes du socialisme autogestionnaire progressent. C'est l'ensemble du mouvement qui est en train de prendre mieux conscience de sa force et de ses objectifs.

Le fait que de grandes organisations de masse aient envoyé des dirigeants dûment mandatés aux Etats généraux, prouve que, loin de se marginaliser, le courant autogestionnaire traverse de plus en plus ces grandes organisations, qui sont du coup obligées de se situer par rapport à lui.

Renforcer ces convergences, créer les structures de discussion et d'action, ce sont ces objectifs que tous les présents avaient en tête, en repartant aux quatre coins du pays.

On reparlera de Malakoff.

Marc ECHEVERRY

emploi: sortir des sentiers battus

Ce rapport, que du reste des contraintes matérielles nous obligent à considérablement réduire, est une synthèse de débats autour de l'emploi, des nouvelles formes de luttes qui se développent aujourd'hui, de l'oppression spécifique des jeunes et des immigrés, de la situation sans cesse aggravée que connaissent les paysans. Nous en reproduisons quelques extraits.

R. VITTOT

Le débat sur l'emploi, pris au sens large du terme, a fait ressortir la nécessité absolue, pour la classe ouvrière et ses organisations, de rompre avec un certain type de luttes, jugées maintenant trop classiques.

L'action doit être développée dans deux directions :

— coordination des luttes (localement, régionalement, enfin nationalement). Les travailleurs attendent beaucoup de ce type d'initiatives. Le pouvoir les redoute. Bien entendu, ce type de coordination doit se faire sur la base d'une nécessaire clarté : savoir ce qu'elles doivent être, ce qu'elles ne doivent pas être.

développement de l'action pour l'organisation des chômeurs. Le système veut en faire des exclus. Les organisations des travailleurs doivent faire en sorte qu'ils deviennent une force : dénoncer concrètement l'institutionalisation du chômage.

Ce débat nous a conduits à discuter de propositions politiques pour les luttes sur l'emploi dans le cadre d'une stratégie autogestionnaire. Selon quatre directions : quel emploi ; quel travail ; quelle vie au pays ; nationalisation sous contrôle ouvrier. Ces différents aspects ont été inégalement discutés. La discussion a essentiellement porté sur : un emploi utile pour tous ; nationalisation sous contrôle ouvrier.

Un emploi utile pour tous (c'est là un mot d'ordre de la CFDT). Que signifie-t-il ? Il permet d'évoquer les problèmes qui seraient à l'évidence posés dans une société socialiste autogestionnaire. Quel type d'emploi ? Pour quoi faire ? Cette problématique se révèle particulièrement féconds par exemple, s'agissant des services publics où l'on peut bien montrer l'articulation entre le développement de l'emploi et la satisfaction véritable des usagers. Autre exemple : dans une société qui prive les travailleurs du pouvoir de décider des investissements, l'emploi est souvent lié à la production d'objets non utiles qu'on pourrait supprimer (ex. : chez Lip, les montres à quartz).

Nationalisation sous contrôle ou-

vrier: distinguer entre deux types de nationalisation: appropriation collective des grands monopoles; nationalisation sous contrôle ouvrier d'entreprises rencontrant des

problèmes d'emploi : réponse à l'incapacité des capitalistes à satisfaire nos exigences en matière d'emploi notamment, ou encore en matière de développement régional. Par ce mot d'ordre, on aborde le problème de la nécessité d'un développement planifié.

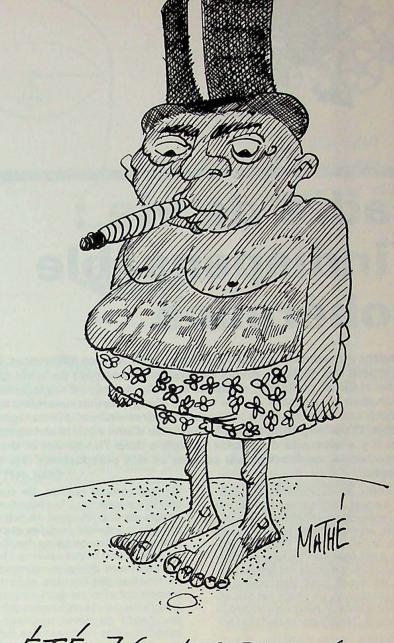
salaires et modèle de consommation

Le débat de la commission salaires-consommation a constaté que les patrons poursuivent actuellement une politique de baisse du pouvoir d'achat, en s'appuyant sur l'indice INSEE, sans avoir revalorisé les bas salaires. Or, cette revalorisa-tion des bas salaires est une priorité pour les travailleurs. Car pour les travailleurs à bas salaire on ne peut guère parler de défense du pouvoir d'achat. Mais la prise en charge de la revalorisation des bas salaires nécessite d'assurer la disparité minimum entre OS du textile par exemple et OS de l'automobile. Elle doit d'accompagner de la suppression de tout lien entre salaire et production (salaire au rendement)

Autre point d'interrogation : l'impact de la hausse des salaires aux différents niveaux de la hiérarchie. Si certains ont défendu le principe de l'échelle mobile, d'autres, combattant cette dernière conception, ont montré qu'elle maintenait l'actuelle division du travail.

De même, on ne peut accepter à priori toutes les formes d'augmentation de salaire (sens différent pour un travailleur par exemple dont le salaire est de 2 000 F ou pour un travailleur dont le salaire est de 4 000 F). Néanmoins, les luttes pour la défense du pouvoir d'achat sont défensives. Il y a nécessité de porter la lutte sur le terrain des prix : contrôle des prix de détail s'appuyant sur une mobilisation populaire ; cette mobilisation n'étant efficace qu'en portant le débat sur le thème : prix à la production/prix à la consommation.

Le problème en fait est de savoir comment articuler politique des salaires et transformation du modèle de consommation. Les revendications de défense de l'emploi, de



ÉTÉ 76: LES PATRONS.

BRONZENT MAL.

pouvoir d'achat, de « vivre au pays », il est des travailleurs qui les formulent toutes ensemble. C'est le cas des paysans et des ouvriers agricoles qui constatent que les conséquences de la sécheresse ne sont pas les mêmes pour tous. Si pour certains c'est pouvoir spéculer et tirer profit de la situation, les conséquences pour d'autres ce sera la baisse du pouvoir d'achat, la perte de leur emploi et l'exode obligé.

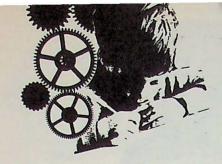
l'inacceptable précarité...

Passons sur l'utilité du secteur agricole. Elle est évidente. Cela dit se pose le problème de la rémunération des travailleurs agricoles comme celui de la production. La rémunération doit-elle être pensée en fonction de la production? La précarité de la situation que nous connaissons répond cyniquement à la question : « tu récoltes : tu payes ; tu ne récoltes pas : tu crèves »

En 1976, la sécheresse va avoir pour conséquences un nombre important de faillites. Conséquence : les paysans vont aller grossir le nombre des demandeurs d'emplois.

Autre problème, la mentalité (individualisme) qu'entretient en milieu rural la petite propriété ne favo-

rise guère la prise de conscience rapide. La commission considère que l'agriculture est un secteur indispensable (nourriture, service public, entretien de la nature) et que ceux qui y travaillent ont droit à une juste rémunération de leur force de travail, qu'ils soient ouvriers ou pay-sans indépendants, cela indépendamment du volume de production qui est lié à des disparités climatiques, à la nature des sols, etc. Pourtant, la mise en place d'un système de péréquation s'impose. Il faut une planification par région et en fonction des besoins alimentaires, et en fonction du maintien nécessaire des équilibres naturels. La solution foncière serait réglée dans les grandes exploitations du massif parisien ou fruitières du sud de la France par peut-être la création de coopératives de production. L'exemple portugais est à cet égard instructif. La remise en cause du droit de propriété (dans la petite et moyenne exploitation) sera difficile. D'où la nécessité d'assurer aux petits et moyens exploitants une plus grande sécurité au niveau de l'emploi et des rémunérations. Les réactions sont dures parmi les partis de gauche en ce qui concerne le droit de propriété. D'où il ressort dès maintenant la nécessité de la mise en place d'une structure syndicale de classe et de masse qui pourra travailler avec les autres structures ouvrières ayant choisi la voie révolutionnaire.



cadre de vie : l'indispensable cohérence

Les luttes du cadre de vie sont multiples et de formes différentes. Elles concernent des secteurs divers recouvrant l'ensemble de la vie quotidienne. Habitat, nucléaire, santé, ce sont des terrains d'exploitation et d'aliénation capitalistes où des formes d'exploitation nouvelles apparaissent. Les organisations autogestionnaires doivent s'interroger sur les objectifs à long terme dans le contexte d'une société autogestionnaire. Il y a nécessité d'articuler les luttes dans l'immédiat et dans le moyen terme, en fonction du constat et des perspectives des trois secteurs.

Le choix du capitalisme est délibéré. Il s'agit d'utiliser le cadre de vie pour restructurer le capital. Le choix est fait, en matière de nucléaire par exemple, en utilisant EDF qui présente à cet égard un certain nombre de garanties. Le choix est fait en matière de santé pour reproduire la force de travail. Le choix est fait en matière d'habitat pour reproduire la division du travail par la division sociale.

Le capitalisme intervient sous des aspects déguisés : en matière d'habitat par exemple, au travers des HLM ou même des municipalités. En matière de santé, par l'appareil technique qui se développe et qui s'est approprié le pouvoir et la détermination des choix à faire pour soigner, prolonger, réparer.

Le capitalisme intervient également dans des aspects vicieux. En matière d'habitat, urbanisme, les travaux groupés ou rapports Delmon, Barre, Guichard, qui préconisent un nouveau type de gestion « participative » dans l'élaboration du cadre de vie. En matière de santé, par la notion de « médicalisation » qui est présentée comme un progrès. En matière de nucléaire, par la popularisation de l'idée de processus de progrès techniques et scientifiques irréversibles.

Le capitalisme enfin intervient en ignorant l'aspect social des données du cadre de vie. Le rapport, la relation locataire-propriétaire est une relation individualisée, personnalisée qui confine le travailleur dans l'isolement et, avec le support de la législation, rend difficile le regroupement, l'expression collective. La maladie, phénomène social plus qu'individuel, est traitée de façon individuelle, en niant l'environnement social dont elle dépend.

le contre-modèle

La lutte pour un autre cadre de vie. Nécessité, pour un autre cadre de vie, d'un contre-modèle de croissance et de développement qui mette fin au mythe de la croissance à tout prix qui a conditionné l'histoire

du mouvement ouvrier. Ce contremodèle passe par : la réduction du temps de travail, avec la prise en compte d'activités sociales et culturelles ; la remise en cause des tâches de production et des salaires ; le développement d'une consommation en fonction des besoins, et le développement des services collectifs; la limitation de la croissance urbaine par l'arrêt du développement des grandes villes en fixant des limites développement des villes moyennes; le fait de poser des jalons en vue d'une répartition des richesses à l'échelle mondiale.

De plus, ce contre-modèle se traduit plus particulièrement au nivêau des secteurs habitat et santé par des aspects sociaux et culturels. C'est notamment : l'instauration d'un droit au logement dont la réalisation suppose en particulier de soustraire le foncier au marché; une réponse à donner à des questions encore ouvertes: droit de propriété et droit d'usage? Forme ou type d'habitat à réaliser? Au niveau de la santé, l'instauration de relations nouvelles entre l'usager de la santé, le corps médical et les institutions aboutissant à une prise en charge par chacun de sa propre santé. Ceci suppose la définition d'une politique de prévention liée à un système de soins. Ceci suppose se substituer la notion de responsabilité à celle d'assistance.

les obstacles au développement des luttes

Dans l'ensemble du cadre de vie, on enregistre au niveau des luttes : une diversité de mouvement difficile à structurer ; une certaine absence de dimension politique et globale ; l'existence de réalités complexes et de groupes sectoriels (habitat) ; des risques de récupération :

Santé: par les institutions (maisons médicales, centres de soins), à considérer comme des outils permettant de mettre en évidence les contradictions du système.

Habitat : par les offres de participation. Le rapport prévoit concrètement la participation des usagers à l'élaboration de leur cadre de vie, notamment par des conventions. Les objectifs de gestion et d'animation sociale confiés à l'UNPF. A cette politique de participation, deux réponses ont été données dans les carrefours : l'une de refus systémati-

que; l'autre d'opposition à cette politique le droit syndical au niveau du cadre de vie.

conditions pour l'efficacité

D'une manière générale, santé : que des luttes s'engagent sur des conditions de travail et de vie, des quelles dépend la santé des travailleurs. Habitat : que les rassemblements s'opèrent et que les luttes s'engagent à partir des problèmes réels des usagers et en fonction d'objectifs politiques précis. Nucléaire : que le processus de clarification politique, engagé sur une plate-forme anticapitaliste, se poursuive ; que la base ouvrière des mouvements antinucléaires soit élargie.

Des objectifs plus précis: nucléaire: deux initiatives, une à caractère syndical par un rassemblement national des mouvements existants, une à caractère politique par une coordination avec pour objectif la définition des bases d'une société sans nucléaire.

Habitat: recherche d'une globalisation des luttes, en particulier en matière d'autoréduction (en cherchant à gagner des positions notamment auprès du PS et de la CFDT); au niveau des municipalités, recherche sur les pouvoirs populaires; par rapport au développement du contrôle social de l'espace caractérisé par la politique de développement des travailleurs sociaux; d'extension du pouvoir policier; de développement des groupements sectoriels, catégoriels, et des privilèges accordés à certains organismes semi-publics (UNAF, INC...).

catalyseur des luttes

Condition impérative : la structuration des luttes.

Moyen: cette opération se situe dans la perspective d'une organisation syndicale du cadre de vie. S'il est vrai que des questions restent posées sur cette perspective, elle apparaît aujourd'hui comme la meilleure issue immédiate à un débouché et à un développement des luttes des travailleurs sur ce terrain, notamment parce qu'elle permet plus d'efficacité immédiate et plus de cohérence, parce qu'elle peut être le catalyseur des luttes et des regroupements, parce qu'elle permet l'intervention des travailleurs en tant que tels sur ce terrain, en posant concrètement la globalité de leur exploitation directe et indirecte dans l'entreprise et dans le cadre de vie, parce qu'elle permet d'unifier les axes des luttes engagées, parce qu'elle doit articuler ces luttes avec celles du travail, assurant ainsi, et plus globalement, les meilleures conditions d'un contrôle populaire.



institutions: favoriser l'intervention des travailleurs

Les différents thèmes que j'aborde ont une caractéristique commune d'être des appareils d'Etat : les uns répressifs (justice, police, armée), les autres de caractère idéologique (école, Eglise, information).

On a essayé de dégager un plan commun d'analyse tout en étant bien conscient que ces appareils avaient des histoires différentes, une situation différente dans la lutte des classes et ne traitent pas des mêmes contradictions.

1. Bilan de la situation actuelle de la crise de ces appareils, situation de la riposte de la bourgeoisie.

2. Axe de luttes pour l'immédiat. Types de liaisons entre les luttes qui mettent en cause les appareils à l'intérieur et à l'extérieur de ces appareils. Autour de quels thèmes, ces liaisons se réalisent. Garder à chaque moment le souci de favoriser l'intervention active des travailleurs dans et hors de l'institution.

3. Axe à moyen terme. Dans la perspective de la transition et dans l'affirmation d'une société autogestionnaire.

bilan de la situation

La nature nouvelle de la crise dans les institutions, leur complexité et leur, importance rendent, selon nous, absolument indispensable une analyse la plus précise possible des contradictions qui se développent à l'intérieur même de ces institutions. En effet la lutte politique pour y être efficace et conséquante nécessite que les cibles à atteindre soient le mieux ajustés possible. Toute erreur tactique dans ce secteur pèse lourd.

L'évolution de ces appareils est

L'évolution de ces appareils est due à deux origines :

la crise économique actuelle,

— le développement de la lutte des classes met en crise ces appareils qui doivent s'adapter ou se substituer à d'autres.

Exemple: Les curés qui assuraient une certaine paix sociale dans les campagnes ne sont plus aptes à remplir ce rôle dans la ville. Il faut aujourd'hui assurer ce contrôle par d'autres appareils: contrôles sociaux, etc.

On trouve les mêmes évolutions dans les autres appareils :

Ecole: Crise dans sa capacité de reproduction pacifique des rapports sociaux aggravée par les luttes internes (luttes étudiantes et lycéennes)

Armée: Le rôle répressif réservé désormais à l'armée française, à l'intérieur et outre-mer, la décadence de rôle nucléaire national de l'armée conduisent à une crise aiguë dans le corps des officiers (cf. articles de l'amiral Sanguinetti du Monde du 30 juin).

Le gouvernement a décidé le maintien d'une armée d'effectifs (avec la dernière loi programme), armée d'effectifs basée sur la conscription. Le gouvernement a poussé l'organisation institution-

nelle des unités et des régions autour d'une fonction de quadrillage régional, d'expéditions de maintien de l'ordre.

Ces deux composantes entraînent le maintien d'une discipline répressive et du surentraînement et créent les conditions objectives favorables à l'approfondissement des luttes de soldats, à l'élargissement du soutien populaire à ces luttes.

Information: On assiste à une concentration et une intervention massive de l'Etat, il y a également une informatisation et une transformation des métiers de l'information

Justice: L'émergence de revendications de droits et de libertés nouvelles se heurte au fonctionnement de l'appareil judiciaire, ce qui suscite des crises en son sein. Crise de la magistrature qui s'interroge sur le rôle qu'on lui fait jouer dans la garantie de la paix sociale. C'est également la crise moindre et ambiguë dans la police.

axes de luttes pour l'immédiat

Quels types de liaisons s'organisent entre les luttes qui mettent en cause le fonctionnement de ces appareils à l'intérieur des différentes branches et à l'extérieur?

Autour de quels mots d'ordre et de quels axes ?

LES TYPES DE LIAISONS

Les cinq commissions ont un accord général pour dire qu'il ne peut pas y avoir de luttes victorieuses à l'intérieur d'un seul appareil:

l'intérieur d'un seul appareil : Ce ne sont pas les officiers, ni même les soldats, qui détruiront

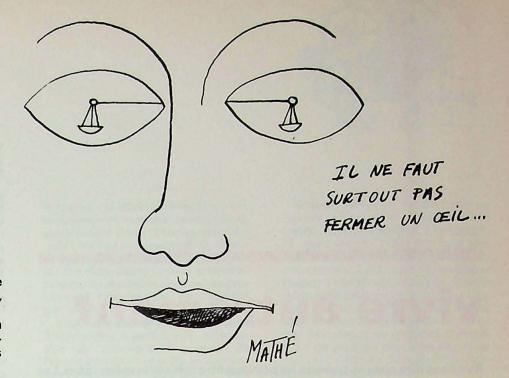
Ce ne sont pas les curés, ni même les chrétiens, qui détruiront l'Eglise.

Ce ne sont pas les professeurs, ni même les étudiants et lycéens qui détruiront l'école.

Ce ne sont pas les magistrats, ni même les policiers, qui détruiront l'appareil judiciaire.

1) Au sein d'un même appareil entre les gens qui travaillent dans l'appareil et ceux qui en sont les usagers, les victimes.

2) Entre les différents appareils: Exemple: police-justice ou encore information-police-justice ou encore d'une manière plus complétée le collectif des travailleurs justice qui regroupe des travailleurs sociaux, des avocats, des policiers, des juges.



3) Le contrôle doit être assuré par l'ensemble des travailleurs et pas seulement par les usagers de ces appareils sur leur fonctionnement. Exemple: L'école: descolarisation des luttes pour une liaison entre lutte interne et lutte externe dans une perspective de contrôle des travailleurs. Exemple: en milieu étudiant, refus de séparer formation et travail, travailleur en formation. D'un autre côte les travailleurs ne se posent le problème de la formation qu'à partir de leur problème de travail ou d'emploi.

LES MOTS D'ORDRE

Au niveau information

— Imposer dans l'information dominante des communiqués qui ne passent pas en temps ordinaire: Exemple: A Millau, boycot de Midi-Libre parce qu'il ne passe pas les informations. Nécessité de l'imposer collectivement.

Soutenir les expériences de création de journaux hebdomadaires dans les quartiers, usines, etc.

Au niveau justice

 Mettre en cause le « secret » : procédure, instruction.

— Utilisation des contradictions de l'Etat bourgeois. Exemple: L'affaire Charette: le fait d'affirmer que le droit de ne pas se faire tuer au travail est plus important que le droit de propriété.

Au niveau école

Autour des problèmes d'emplois.

— Pour le personnel de l'Education nationale : maîtres auxiliaires mais aussi agents de services et administratifs.

 Par rapport à la situation qui attend les jeunes eux-mêmes à leur sortie de l'école.

Importance de cet axe central permettant de poser l'axe travail-formation.

Au niveau armée

En matière de lutte contre la militarisation, le court terme et le moyen terme sont très étroitement liés. Les participants n'ont pas toujours réussi à jeter un pont entre trois discours parallèles :

luttes contre la militarisation de la société,

lutte des soldats, lutte non violente.

Cependant, un certain nombre de mots d'ordre ont été proposés.

Le mouvement autogestionnaire doit prendre position :

Pour la sortie de la France de l'Alliance Atlantique.
Contre les formes généralisées

 Contre les formes généralisée de militarisation de la société. Pour la syndicalisation, la libre élection de délégués, la démocratisation dans l'armée.

et puis à moyen terme...

Dans la perspective de la transition et dans l'affirmation d'une société autogestionnaire sont importantes :

Les nouvelles revendications affirmées par un rapport de force collectif, toujours imposé par les luttes des travailleurs.

— Ce sont les luttes de travailleurs qui remettent en cause l'appareil judiciaire en affirmation de nouveaux droits: droit au logement par rapport au droit de propriété de la bourgeoisie, droit à l'expression politique et syndicale dans l'entreprise.

— Ce sont les luttes de soldats qui doivent être maintenues pour faire entériner les droits acquis dans l'armée même sous un régime de gauche.

 Dans l'école, c'est un triple droit à revendiquer et à affirmer : droit pour tous à la formation et au travail, droit à l'enfance.

— Dans l'information, affirmer le droit à l'expression réelle de tous les courants d'opinion.

Partout apparaît l'idée que les formes d'exercice de liberté par les masses populaires sont conditionnées par la remise en cause de la division sociale du travail.

Partout on remet en cause la hiérarchie qui vise à imposer la spécialisation et la parcellisation des taches et des rôles sociaux :

 Ecole et division du travail, titre même du carrefour.

— Pour l'information, on ne peut éviter de poser le problème du statut du journaliste, préposé privilégié à la production de l'information.

 Pour l'armée, on ne peut ne pas poser le problème de l'armement populaire et de briser le monopole des officiers sur l'élaboration de la stratégie de défense.

En conclusion, les principaux points, que j'ai essayé de mettre en évidence, n'ont pas la prétention de rendre la diversité des débats qui ressortira des comptes rendus écrits de chaque carrefour.

Notamment en ce qui concerne le problème Eglise, dont je n'ai pratiquement pas rendu compte.

Henri BOUYOL secrétaire du Bureau National du mouvement chrétiens critiques

vivre autrement

Il va sans dire que ces travaux ne peuvent être mis sur le même plan. Les deux premiers carrefours s'attachaient en effet à des « domaines » de luttes, alors que le troisième concernait un mouvement qui aujourd'hui est pleinement « acteur » dans les luttes. Le contenu de ces carrefours était donc de nature différente. Cependant, ils avaient en commun ceci, qui est un choix : considérer comme « politique » ce qui est, d'ordinaire, conçu comme étant du domaine de la « vie privée ». Ce refus de dissocier le « politique » du « privé » ne correspond nullement à quelque volonté impérialiste d'organiser le bonheur ; mais parce que nous savons trop quels impérialismes idéologiques recouvre cette division et combien une politique dite « avancée » peut se satisfaire de cette coupure, nous la récusons.

Les jeunes de Lip écrivant *Lip au féminin* ont écrit en titre, en parlant de la vie privée : « Cette vie privée, d'autres i'ont organisée pour nous. »

C'est bien cela, le point de départ de ces carrefours. Cette vie privée, elle est organisée par d'autres, pour nous, idéologiquement et politiquement, sur des bases que nous devons discuter.

Aussi, être révolutionnaire autogestionnaire, c'est vouloir :

1) La fin de la division sociale du travail, et notamment, certains ont dit qu'elle était la première manifestation de la lutte des classes, la fin de la division sociale du travail entre hommes et femmes.

2) Le refus des formes subtiles de l'aliénation d'autrui, à travers la sexualité par exemple (ex. : la manière dont la femme vit sa sexualité dans un rapport de dépendance à l'égard de l'homme).

3) Possibilité pour les individus d'exister. D'une part, dans le choix de l'organisation de la vie quoti-dienne, d'autre part, dans des formes différentes de sexualité, enfin, dans la création, au sens large du terme, rendue possible au plus grand nombre.

morale, sexualité, mode de vie

Dans la commission, le débat a porté sur deux points :

famille/communauté;

— luttes sur la liberté sexuelle.

A l'égard de la famille, on note deux types de discours :

L'un, valorisant la famille, insistant notamment sur la sécurité affective qu'elle représente. A cet égard, toute une partie de la gauche s'interdit de poser le problème de la famille autrement que pour la défendre.

— L'autre, caractéristique de l'extrême gauche, volontiers « destructeur », décrit la famille comme un lieu de violence sociale, de l'autorité de l'homme sur la femme et des parents sur les enfants ; lieu d'appren-

'Huguette BOUCHARDEAU ■

tissage de la hiérarchie et de la soumission.

S'agissant des communautés, il est vrai qu'elles peuvent reproduire les mêmes valeurs que la famille traditionnelle. Néanmoins, elles peuvent aussi permettre une socialisation des tâches en imposant, puisque les rôles dits « naturels » ne vont plus de soi, une autre organisation du travail, d'autre part un repérage des problèmes qui à ce moment-là peuvent être dits, et non plus seulement supposés ou vécus, enfin la possibilité de faire éclater un certain nombre de contradictions. Cependant, la commission s'est gardée de vouloir prôner une quel-conque solution institutionnelle; elle a seulement souligné que les rapports de répression ou d'oppression qui se jouent ou dans les familles ou dans les communautés ne sont pas des problèmes secondaires mais des problèmes centraux.

Quant aux luttes sur la liberté sexuelle, les travaux ont souligné le fait que l'interdit jeté sur le problème de la famille, de la sexualité, de la vie quotidienne est, même pour les militants d'organisations révolutionnaires, de moins en moins tolérable, ne permet aucun changement en per-pétuant les rôles sociaux. La commission s'est félicitée que les homo-sexuels posent le problème de la reconnaissance du droit à des formes diverses de sexualité et que les femmes refusent la dépendance à l'égard de la sexualité masculine. La révolution socialiste se prépare par la réflexion et l'action sur ces questions et le soutien que peuvent accorder les autogestionnaires particulier — à ces luttes révolutionnaires.

La commission femmes, à travers des débats assez riches et complexes, a insisté essentiellement sur deux aspects :

1) Le développement d'un mouvement déjà existant qui est le mouvement autonome des femmes ; 2) La détermination nécessaire d'objectifs pour ce mouvement.

Certes, il y a eu dans le carrefour des divergences sur la nature du mouvement des femmes, sur son développement. Cependant, un très large accord s'est manifesté à propos des aspects suivants :

• La nécessité d'un mouvement des femmes qui ne se définisse pas seulement par son rattachement explicite au mouvement de libération des femmes mais qui comprenne également les nombreux groupes « informels » existants (ex. : groupes ruraux, groupes exerçant leurs activités dans le cadre des universités, des lycées, etc.).

• La volonté de ne pas cloisonner ce mouvement par un langage et des pratiques réservés à un petit nombre de privilégiés (ex. : effets contradictoires de certaines manifestations qui par leur côté spectaculaire attirent l'attention indéniablement sur le problème des femmes mais qui, dans le même temps — en partie d'ailleurs par l'écho scandaleux répercuté par une certaine presse — reste sans effet sur les femmes travailleuses en particulier).

• La nécessité de la permanence de ce mouvement en s'efforçant de ne pas le limiter à des apparitions spectaculaires. Les femmes sont encore ici dépendantes de l'image que le monde masculin se fait d'elles en présentant les manifestations sous un jour spectaculaire et scandaleux. Ce qui nous importe ce n'est pas de multiplier les grandes manifestations dont la presse s'empare — en s'en gaussant d'ailleurs — mais d'élaborer patiemment un mouvement avec des groupes qui puisse durer.

• Enfin sur la nécessité de faire communiquer l'expérience des groupes de femmes en tant que tels et les mouvements de masse dans lesquels les problèmes spécifiques des femmes peuvent être posés, que ces mouvements se donnent des objectifs précis (planning familial, MLAC), ou qu'ils concernent le cadre de vie, les commissions syndicales féminines.

femmes

Pour ce faire, il faut que s'élaborent des pratiques liées sans cesse à des réflexions et des débats. On a trop tendance jusqu'ici à opposer des groupes qui seraient tournés vers l'extérieur, vers l'action, et d'autres groupes dont la vocation serait de réfléchir.

Nous pensons qu'il est très important que les groupes de femmes tiennent compte de la réalité que vivent les femmes actuellement; aussi doit-on sans cesse s'appliquer à réduire l'écart qui, de fait, existe entre la prise de conscience « avancée » de certains groupes de femmes où s'élabore « la théorie » et la situation où se trouvent en particulier les femmes cantonnées chez elles par la division actuelle du travail qui n'ont, et c'est le drame, que très peu de contacts avec l'extérieurs

peu de contacts avec l'extérieur. C'est au mouvement autogestionnaire tout entier qu'est posé le problème de la prise de conscience des femmes dans la mesure où elles ont été — et sont — les plus opprimées sur le plan idéologique, dans la mesure où elles sont les proies les plus faciles des menées contrerévolutionnaires (comme on l'a vu au Chili par exemple).

Par ailleurs, le mouvement des femmes offre des perspectives intéressantes dans la mesure où il met en cause la hiérarchie par exemple, dans la mesure où les femmes exigent, la plupart du temps quand elles se réunissent, une réelle démocratie (en dénonçant la répression et l'autoritarisme dont elles sont l'obiet)

Il y a nécessité pour les militants, non seulement de s'investir dans le mouvement des femmes en tant que tel, mais aussi dans le mouvement politique qui doit être porteur des revendications de ce combat et de son sens, dans le mouvement de masse plus large (organisations de parents d'élèves, organisations de type familial). C'est sur ces trois fronts que nous pensons devoir nous engager.

Le mouvement des femmes, en dépit de l'oppression commune dont ces dernières sont victimes, est traversé par des contradictions dues notamment à l'existence, au sein du mouvement, de couches sociales différentes. La réponse paraît rési-der dans la recherche d'un certain nombre d'objectifs qui, tout en étant liés à la lutte des classes et au mouvement des travailleurs, remettent en cause tout l'édifice idéologique de la division des rôles dans la société. Militer pour l'emploi des fem-mes ne peut être seulement une revendication de type syndical. C'est aussi remettre en cause le rôle qu'on veut leur faire jouer traditionnellement (rôle de mère, par exemple, comme rôle essentiel et unique).

Donc, nous pensons essayer d'élaborer, à la suite d'un certain nombre d'expériences, un texte de base sur l'emploi des femmes — d'où nous dégagerons un certain collectif d'initiatives (avec des militantes syndicalistes, des organisations de masse, des organisations politiques, du mouvement des femmes) — texte qui formulerait un certain nombre de revendications précises (ex.: nombre de postes à dégager dans les centres de formation professionnelle), mais également texte d'accord idéologique sur les droits des femmes face à l'emploi, à la formation, et aux loisirs.

(1) Ont contribué à cette commission le Groupe de Libération Homosexuel Politique et Quotidien (G.L.H.P.Q.). Il a été également versé au dossier une contribution sur le corps.

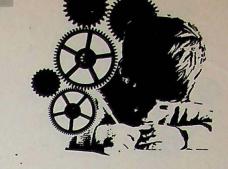
Stage d'initiation à la vidéo légère

Par le collectif vidéo de Liaisons directes

du 2 au 6 août vie communautaire dans la maison d'un camarade du parti.

(près de Gordes, Vaucluse). Prix 350 F, plus frais de nourriture (15 F par jour environ), camping.

Pour tous renseignements: C. Philippe, 11, rue du Général-Blaise, 75011 Paris.



minorités nationales : partir du « senti » des peuples...

Les applaudissements très chaleureux de l'Assemblée générale des Etats généraux, à la suite du rapport fait sur les discussions qui ont eu lieu au carrefour des « minorités nationales », ont montré que les problèmes posés par celles-ci, retiennent de plus en plus l'attention des organisations du mouvement ouvrier. Mais aussi et surtout, la réaction de l'Assemblée manifestait qu'elle approuvait le pas qui venait d'être franchi par les représentants de nombreuses organisations, dans la définition de nos tâches, dans l'articulation indispensable entre le vécu des militants nationalistes et les traductions politiques (au sens organisationnel du terme) qui y correspondent.

lci comme ailleurs, nous n'entendons pas en rester là. Les initiatives prochaines que nous prendrons, mais pas tout seuls, vont sans aucun doute permettre d'aller beaucoup plus loin, et de poser dans toute sa dimension (économique, sociale, culturelle, donc politique dans l'acception pleine du terme) le problème posé par les minorités nationales.

Christian GUERCHE

 Le problème des minorités nationales ne peut être renfermé sous le thème générique du simple droit à l'identité (comme peut l'être le problème des femmes ou celui des immigrés). Il s'agit-là d'un problème spécifique lié à la nature même de l'Etat socialiste souhaité. En effet, le problème des minorités nationales embrasse le champ de toutes les organisations politiques existantes.

une sensibilité grandissante

 A l'intérieur de ce qu'il est convenu d'appeler l'hexagone français se développe une sensibilité grandissante, depuis 1968, autour de ce problème. Cette sensibilité n'a pas trouvé pour autant sa traduction politique définitive, du moins en termes organisationnels. Aussi, un des problèmes auxquels les Etats généraux pour l'autogestion socia-liste doivent apporter un commencement de réponse est-il le suivant : comment envisager une articulation entre des revendicat • De ce point de vue, il convient de rappeler que nous sommes confrontés à la fois à un Etat jacobin centralisateur (qui a peur de sa propre réforme régionale) et à une gauche qui entend s'opposer à cet Etat non pour le détruire, mais simplement pour l'investir (quitte à y ajouter un peu de décentralisation).

Autant dire que la substance même des problèmes posés par les minorités nationales de l'Etat français échappent pour l'instant aussi bien à l'Etat bourgeois qu'au plus grand nombre des organisations du mouvement ouvrier français.

Cependant, nous devons envisager la possibilité d'une récupération des mouvements nationalitaires par l'Etat bourgeois français. Significative de cette tentative a été la mission Libert Bou en Corse (même si M. Poniatowski l'a provisoirement fait échouer).

Nous savons que des cercles technocratiques envisagent froidement une telle récupération. Elle pourrait se réaliser à partir de deux

directions

le développement d'une mentalité d'assisté (qui n'est pas contradictoire, tout au contraire, avec des explosions poujadistes),

— le retour à des traditions cultu-

relles figées comme au bon temps du maréchal Pétain.

Le seul moyen d'échapper à ce danger est de partir de la réalité de ces minorités. Il s'agit d'envisager un mode de jonction de ces mouvements avec le mouvement ouvrier afin d'éviter le dérapage dans un na-

tionalisme petit bourgeois. De ce point de vue, il nous faut être extrêmement conscient du fait que nous ne sommes pas en face de deux réalités différentes que seraient le mouvement nationalitaire d'une part et le mouvement ouvrier

d'autre part. En effet, la base sociale et militante des grands partis traditionnels de la classe ouvrière est elle-même traversée par les différentes prises de conscience nationalitaires.

une nouvelle forme historique

· C'est pour cela que nous pouvons légitimement poser la question suivante : le développement de ces mouvements nationalitaires (particulièrement dans l'Etat français depuis 1968) ne représente-t-il pas une nouvelle forme historique que revêt la lutte des classes (même si les marxistes, ou du moins ceux qui se proclament comme tels, ne l'avaient

Répondre par l'affirmative revient à envisager, à terme, une refonda-tion du mouvement ouvrier de France à partir de la prise en compte des nationalités populaires de l'État

Poser ainsi le problème revient à questionner au plus profond d'elles-mêmes, à la fois les organisations nationalitaires existantes et les organisations du mouvement ouvrier français.

• Le mouvement nationalitaire prend toute sa dimension en tant que réponse aux nouvelles formes d'exploitation qui agressent, au-delà des lieux de production, des communautés humaines entières : spéculation foncière, destruction l'environnement et des cadres de vie inhérents à ces communautés.

• Notre réflexion ne doit pas se borner aux seules communautés territorialement situées. Il existe sur le territoire de l'Etat français des communautés (juives, tziganes, arméniennes...) qui, sans revendiquer quelque territoire que ce soit, entendent néanmoins être reconnues en tant que telles. Il en est de même pour les nouveaux problèmes posés par l'existence de groupes d'immigrés de plus en plus importants et qui sont victimes d'une politique officielle d'assimilation.

le droit à l'autodétermination

Il s'agit de rompre avec la logique mutilante de la culture bourgeoise qui a étouffé les formes de vie et la créativité populaires. Au contraire, il faut partir du senti de ces peuples (c'est-à-dire du rapport émotionnel que chacun de nous a établi avec l'Histoire et avec son histoire). Il ne s'agit pas d'enlever simplement l'éteignoir (ce qui pourrait conduire



Mais il ne s'agit pas des seuls aspects socio-économiques que revêt la domination capitaliste. En réalité, nous sommes en présence, avec le mouvement nationalitaire, de for-mes spontanées d'une lutte de classe nouvelle : celle qui se mène contre l'oppression née de l'idéologie dominante.

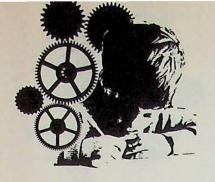
De ce point de vue, la tâche la plus grande n'est pas de se poser en donneurs de leçons ou en déten-teurs d'une vérité révélée à l'extérieur de ce mouvement, mais de se situer résolument à l'intérieur afin d'y agir comme un filtre capable de le purifier de ses aspects les plus

Il ne s'agit pas d'octroyer un simple droit à la différence, mais de participer activement à un mouvement d'histoire réelle dont l'objectif principal est la reconquête de différentes identités nationales.

droit à la peste émotionnelle du nationalisme). Il s'agit d'établir une nouvelle forme de compréhension et de communication permettant, à terme, l'épanouissement de toutes les cultures nationales.

Partant de cet ensemble de considérations, les Etats généraux pour l'autogestion socialiste proclament le droit à l'autodétermination de toutes les minorités nationales et, en ce qui nous concerne, celles qui sont si-tuées sur le territoire de l'Etat français.

La résolution présentée par le carre-four a été élaborée par des représentants du PSU (basque, catalan, occitan, breton) et de Lutte occitane, Volem vieure al pais, Parti socialiste basque (EASH), Eusko Sozialistak d'Euzkadi Sud, Juifs antisionnistes.



socialisme: des saltimbanques aussi...

Ce rapport a été présenté au groupe de travail « culture » des états généraux pour l'autogestion. On y a ajouté des notes complémentaires qui sont le fruit de la discussion qui a suivi.

Bien entendu, on s'est gardé de s'enfoncer dans des problèmes insolubles, comme par exemple la définition du mot culture. On a préféré

regarder la réalité française, concrète, d'aujourd'hui.

Par ailleurs, il va de soi qu'on a serré l'objectif sur les thèmes de l'action culturelle en omettant de parler de l'éducation nationale ou des problèmes des femmes par exemple. Mais, bien entendu, il faut replacer notre réflexion dans un ensemble plus global. Pas d'action culturelle sans révolution à l'éducation nationale, c'est une évidence. De même, il aurait fallu parler des gardes d'enfants, des horaires, des transports en commun, toutes choses qui conditionnent l'activité culturelle.

Et puis, lier l'action culturelle à la vie de l'entreprise ; et puis... et puis...

il y a encore beaucoup à fouiller.

J.B.

L'animation culturelle est une vitrine du libéralisme. On construit une maison des jeunes car c'est une preuve en dur « qu'on fait quelque chose ». C'est aussi une manière de montrer qu'on n'en est plus à gérer la pénurie, mais qu'on est arrivé à un stade de civilisation suffisamment avancée pour qu'on puisse s'occuper du superflu. La réalisation culturelle est à l'adduction d'eau ou à la voirie ce que le pousse-café est au riz à l'eau.

L'animation est un moyen objectif de récupération de la force de travail. C'est aussi un moyen de canaliser les vitalités. Ces deux définitions s'appliquent à l'aspect « loisir » de l'animation. On pourrait en dire autant de la radio, du cinéma ou du

Mais il se trouve que depuis des années, les animateurs (et les gens animés) se sont livrés à une sorte de détournement de l'animation culturelle. Ils l'ont détournée vers l'émancipation, l'apprentissage des responsabilités etc. D'où une crise : le pouvoir s'aperçoit que cet outil peut se retourner contre lui. De la contradiction interne au phénomène de l'action culturelle naissent la lutte et la répression.

D'où la volonté du pouvoir de remplacer l'action culturelle subventionnée par une série d'organismes de loisirs à capitaux privés (Club Méditerrannée et tous les clubs de vacances, centres culturels subventionnés par les grandes surfaces).

Par ailleurs, il y a corrélation entre la naissance des produits audiovisuels (cassettes, câbles télévision, etc.) et l'arrivée d'une catégorie d'âge représentant un marché pour ces techniques nouvelles de diffusion de loisir.

lutte ouverte

L'ensemble de ces phénomènes conduit à une lutte ouverte. L'avan-

cée de l'action culturelle depuis 1936 (Auberge de jeunesse, MJC, MC, FJT, etc.) a été bloquée en 1968 date à partir de laquelle les contradictions sont apparues au grand jour. La répression — ou la récession depuis lors ininterrompue.

L'attaque se fait aussi en direction des artistes. On veut les briser en tant que travailleurs pour laisser place à une catégorie peu nombreuse de super-cracks « apoliti-

Par ailleurs, les nouveaux moyens audio-visuels de diffusion artistique ne se conçoivent pas — dans l'optique capitaliste — avec une grande masse de professionnels. Il s'agit de baisser les coûts de production pour « être rentable » donc on diminue les temps de travail et donc le volume d'emploi (exemple : la radio et la télévision).

D'où une politique de gros coups, de festivals, d'actions prestigieuses, contraire à celle de l'action culturelle

Quoique l'action culturelle rassemble en France des dizaines de milliers de travailleurs se situant généralement dans la mouvance de la gauche et de l'extrême gauche, les partis politiques et les syndicats ne font preuve d'aucune combativité dans ce domaine.

A cause de l'origine ouvrière des militants, des partis et des syndicats, il y a alors méconnaissance de la fonction émancipatrice de l'action culturelle: quand on participe à l'AC on voit bien ce qu'on y gagne. Quand on n'y participe pas, on ne voit pas ce qu'on y perd.

A cause de l'origine de la culture universitaire-bourgeoise des édiles de la gauche (et d'extrême gauche), journalistes, théoriciens, chercheurs, responsables, privilégient les formes culturelles bourgeoises ou traditionnelles aux formes d'origine populaire ou plus novatrices.

Parce que le pouvoir, quand il ré-

prime, présente toujours un produit de remplacement. Il ne ferme pas la MC, il la remplace par autre chose. Il ne supprime pas l'ORTF, il la remplace. Il n'y a donc jamais situation de manque. D'où la difficulté d'une mobilisation.

Dans l'extrême gauche enfin, la confusion entre le très long terme et le court terme ainsi qu'une mau-vaise compréhension des thèmes marxistes sur la division du travail, conduit à refuser de considérer que l'action culturelle est utile et que les professions artistiques et d'animateurs (professions de médiateurs)

sont des professions.

Bien entendu, l'extrême gauche organise de plus en plus de galas, de spectacles, de fêtes, de meetings, de manifestations qu'il faut bien encadrer et qu'on encadre en effet, dieu merci, avec de plus en plus d'application professionnelle. Contradicmême période), car ces professios sont nécessaires.

La multiplication des fêtes et des galas « de soutien » favorise la rencontre entre les artistes et les classes populaires. Mais, outre qu'elles laissent souvent injustement de côté les artistes « non engagés », ces activités présentent un défaut grave : les artistes auxquels ,on fait appel ne sont pas suffisamment rétribués et souvent ne bénéficient pas des protections sociales (S.S., congés payés, etc.). Par ailleurs, le manque de formation des militants fait que les artistes travaillent en général dans de très mauvaises conditions techniques. Le public se décourage progressivement.

La discussion sur le rapport qui précède a permis d'y ajouter les no-

tes qui suivent :

Il est faux de dire que les travailleurs sociaux ne font qu'encadrer la population pour « la faire se tenir



BEN MOI, QUAND J'ENTENDS LE MOT REVOLVER, TE SORS MA CULTURE ...

Ainsi beaucoup de militants ou sympathisants d'extrême gauche sont-ils rangés objectivement sur les positions de l'adversaire. Le résultat de tous ces phénomènes est que lorsque le pouvoir brade l'ORTF, on ne peut lui répondre que par quelques cris. De même pour la SOFI-RAD, l'Opéra ou les MJC.

Par ailleurs, le syndicat, l'association de consommateurs ou l'association de locataires ne prennent en compte qu'une fraction de l'activité de l'individu. Le centre culturel seul peut jouer le rôle de local de l'autogestion (on pourrait l'appeler maison du peuple, par exemple)

la joie: fonction sociale

Il est donc primordial de développer les structures et les équipements socio-éducatifs comme il l'est de défendre les professions de l'action culturelle. Il faut sensibiliser le public à la politique du gouvernement français qui est de favoriser l'implantation du secteur privé (multinationales de l'audio-visuel) dans le culturel. La rapidité avec laquelle cette implantation s'effectue doit être relevée. Dans quelques années

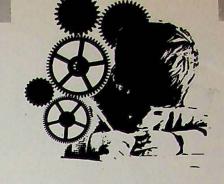
il sera trop tard. Il faut également défendre les professions artistiques (30 % de comédiens en moins en 6 ans, 50 % d'artistes de variétés en moins, 40 % de choristes lyriques en moins dans la tranquille ». Les faits — et la répression — montrent que cette idée de la soupape de sécurité ne correspond ou plus — à la réalité.

 Le jongleur est un homme hautement spécialisé qui a pour fonction sociale de donner du plaisir. L'exemple du jongleur est bon : il faudra toujours des jongleurs. Dans une société socialiste, la joie est à l'ordre du jour.

 La culture étant souvent une marchandise, il ne s'agit pas d'élargir le marché en favorisant l'action culturelle. Mais par le biais de celleci, d'encourager à la création, à la responsabilité, à l'expression.

Dans les milieux progressistes, une remise en question de « l'auteur » conduit à promouvoir une forme d'art s'apparentant aux sciences humaines. Il semble qu'on aille un peu loin dans ce domaine. La création artistique individuelle ou collective demeure un irremplaçable moyen de connaissances et de communication.

En matière de radio-télévision, il ne faut pas confondre socialisation et étatisation. Le monopole n'est pas techniquement un barrage aux radios-télés étrangères. La défense du monopole peut apparaître comme l'expression d'une peur devant un outil qu'on connaît mal. Le monopole en particulier n'est pas la panacée pour ce qui est de l'encou-ragement de la créativité à la base... De même qu'il ne favorise guère la diversité des prises de parole.



du côté de la presse

L'ensemble de la presse a accordé une place non négligeable aux états généraux, du *Monde* à *Rouge*, en passant par *le Figaro*. Si les commentaires, on s'en douterait, sont divers, tous soulignent le succès de la rencontre et la richesse des discussions.

Pour Bernard Brigouleix dans le

La variété et l'intérêt des débats, de même que l'affluence, relativement importante pour une pareille date, autorisent sans doute les organisateurs de la rencontre à considérer celle-ci comme un succès.

... Le PSU cherchait, tout en se défendant de tout « impérialisme de parti », une occasion de s'affirmer au sein du courant autogestionnaire. Non pas seulement comme son avant-garde, mais aussi vis-à-vis de nombreuses petites organisations que l'autogestion intéresse, comme celui par qui la vérité arrive : en pratiquant avec ces mouvements, non directement politiques, une sorte de maïeutique qui les conduise à découvrir dans l'autogestion la solution des problèmes auxquels ils se sont attachés.

Le PSU peut ainsi espérer que son importance propre se trouve augmentée de celle, parfois très réelle, dont disposent dans leux milieux respectifs ces différentes organisations, lorsque celles-ci auront trouvé en lui l'expression politique de leur sympathie pour l'autogestion — que cette sympathie soit ancienne ou toute récente. Si les socialistes unifiés parvenaient à exercer une sorte de magistère moral sur cette nébuleuse (même tempérée par le goût de la contestation qui y règne), leur poids spécifique en serait sans doute augmenté dans les prochains débats de la gauche.

prochains débats de la gauche. Même tonalité dans la Croix, où Dominique Gerbaud écrit :

De toute évidence, le plus important de ces « Etats généraux de l'autogestion socialiste », ce n'est pas ce qui en est sorti mais c'est bien qu'ils aient pu avoir lieu. Pour la première fois, la CFDT avait officiellement mandaté un sécrétaire confédéral et le PS un membre du comité directeur pour participer à ces travaux.

C'est dire que le courant autogestionnaire qui se situe pour l'ensemble sur la gauche du PS (au PSU ou dans des mouvements non politiques) est soucieux de préparer, dès maintenant, de nouveaux rapports avec la gauche classique, et cela avant l'élection de 1978. Sous le titre « La veillée d'armes »

Sous le titre « La veillée d'armes » le Figaro souligne l'importance et la diversité des participations :

« Nous venons de gagner, tous ensemble, la première étape. » Pour Michel Mousel, secrétaire national du PSU, le bilan des « états généraux pour l'autogestion socialiste », qui se sont tenus samedi et dimanche, à Malakoff, est positif. Il s'agissait de renouer le dialogue entre tous ceux qui, utilisant ou non le terme d'autogestion, sont à la recherche, à travers leurs luttes quotidiennes, d'un socialisme qui s'identifie au pouvoir populaire. Près de cinq cents participants, représentant une quarantaine d'organisations (Syndicat de la magistrature, CFDT, Information pour les droits du soldat, les groupes d'action munici-pale, le PS, etc.), se sont ainsi inter-rogés pendant deux jours sur la « pratique autogestionnaire ».

Les Echos, peu habitué à commenter les activités de notre parti, résume dans ces termes la réunion :

résume dans ces termes la réunion :
L'autogestion de base. Le PSU
veut demeurer le principal chantre
de l'autogestion. Au sein de la gauche, il sait qu'il est concurrencé par
une frange importante du PS et de la
CFDT. Aussi va-t-il s'appliquer à rassembler d'ici à 1978 les petits mouvements qui sont proches du courant autogestionnaire (les groupes
d'action municipale, les comités de
défense des appelés, les jeunesses
ouvrières chrétiennes). Le PSU espère ainsi occuper le plus de terrain
possible dans la perspective d'une
victoire de la gauche aux élections
législatives. L'objectif étant alors
d'imposer à l'opposition victorieuse
« l'autogestion de base ».

Pour le Quotidien de Paris la question de l'unité populaire était au centre des débats :

... Une des questions essentielles, dit-il, soulevées au cours des débats a été de savoir « dans quelle mesure l'union de la gauche est susceptible de fournir un débouché politique aux luttes sociales, et si la perspective d'une victoire électorale de la gauche n'est pas utilisée par certains pour freiner le développement des luttes »

Pierre Julien dans Rouge, s'il tend à réduire les débats à un dialogue entre la Ligue et le PSU, et se plaint comme on pouvait s'y attendre des exclusives lancées par la CFDT à son égard pour l'un des forums (et non des états généraux comme il a été dit et écrit par erreur) décrit comme suit la journée de samedi consacrée aux carrefours :

Samedi après-midi, seize carrefours avaient pour but, autour d'un thème précis, de préciser les mots d'ordre et les formes d'action dans la lutte. Sur l'« emploi », par exemple, les participants ont longuement discuté de l'expérience des « Lip » et, notamment, de la fameuse coordi-nation des luttes récemment condamnée par le bureau national de la CFDT. Ils ont également échangé leurs points de vue sur le mot d'ordre de « nationalisation sous contrôle ouvrier », un accord semblant presque total, à condition d'en rendre plus concret le contenu. Sur l'« école », tout le monde témoi-gnait des difficultés à faire apparaître des objectifs intermédiaires, à la fois contradictoires avec la réforme Haby et alternatifs au projet réformiste de « démocratisation de l'enseignement ». Sur le « Mouvement des femmes », encore un constat a dû être fait de l'éclatement actuel du mouvement, et la nécessité de l'étendre et de l'ancrer socialement, à partir d'une réflexion approfondie sur le travail des femmes qui touche, en réalité, toutes les dimensions de la vie d'une femme.

Libération, quant à lui (mais comme aucun journaliste de Libé n'était présent, on se demande sur quelles bases il écrit) tire cette conclusion :

Dans cette manifestation, le PSU' a, semble-t-il, atteint ses objectifs: mettre fin à son isolement par rapport aux organisations politiques et syndicales plus puissantes, à savoir le PS et la CFDT; tenter de donner une cohérence aux organisations d'extrême gauche, se réclamant de l'autogestion; enfin, préparer la campagne sur le thème qu'il entend lancer à la rentrée.

Sans aller jusqu'à l'établissement d'un contre-pouvoir, les dirigeants du PSU entendent néanmoins déborder le cadre de l'entreprise dans lequel s'exerce le projet autogestionnaire.

Hervé Hamon, enfin, dans *Politique Hebdo*, dit d'abord le succès de

A Malakoff, ce week-end, nous avons assisté à une performance militante hors du commun. Que plus de cinq cents délégués, répartis en seize carrefours et quatre forums, engagent une réflexion collective et parfois contradictoire sur (entre autres) la production, les problèmes urbains, les rapports partissyndicats ou le double pouvoir, voilà qui retient déjà l'attention. Mais qu'ils le fassent dans des sous-sols surchauffés, sans que le ruissellement de la sueur ne tarisse la passion des échanges, cela montre que les limites de la résistance révolutionnaire peuvent toujours être reculées...

Résumer une pléthore de confrontations dont la richesse, et peut-être l'excessif éclatement, rendaient par avance la synthèse fatalement artificielle, relèverait de la gageure. Mais il serait non moins sommaire de réduire ces journées à une pluie d'instantanés épars, une collection figée d'initiatives parallèles...

d'initiatives parallèles...
Puis il s'interroge sur les inévitables imprécisions et contradictions
— à ce stade de la relance du débat
— pour conclure :

Le dénominateur commun aux participants — l'autogestion — ne recouvre-t-il pas des démarches singulièrement contradictoires ? N'est-ce pas en son nom que Michel Rocard, dans le Nouvel Observateur réfute « comme aussi idéalistes les utopies réformistes sur la généralisation progressive « d'îlots de socialisme » que les mythes révolutionnaires sur la destruction de l'Etat ? » Avouant éprouver un frisson rétros-pectif, Michel Moussel a énergiquement fustigé cette interprétation, la déclarant carrément nulle et non avenue. Reste qu'il serait opportun de mener bataille pour une lecture révolutionnaire de l'autogestion, sous peine de voir une méta-physique du pouvoir évacuer peu à peu la lutte des classes,

En fait, le succès des états généraux s'est sans doute nourri de cette imprécision même. La variété des carrefours et des participants a suscité une profusion de controverses et d'analyses. Mais ce qui a été gagné en extension s'est, d'une certaine manière, compensé par une insuffisante compréhension : la stratégie des révolutionnaires en 1978 et au-delà est restée un point d'interrogation.

stupeur à Malakoff

Il existe beaucoup de militants et électeurs communistes à Malakoff, ville que le Parti communiste dirige depuis de longues années, et dont le député-maire est Léo Figueres. Municipalité qui nous a parfaitement accueillis le dimanche 4 juillet, jour de marché, et que nous tenons à remercier. Ces militants ont pu voir aller et venir les nombreux délégués réunis au Théâtre 71.

Sachant que leur journal l'Humanité, ne manque pas d'informer tous les jours sur tout ce qui se passe au sein du mouvement ouvrier, ils savaient que le lendemain ils liraient un article sur l'événement qui se déroulait sous leurs yeux. Quelle fut leur stupeur en parcourant dans tous les sens leur journal le lundi. Pas une ligne, pas un mot!

Les communistes de La Courneuve qui avaient vu des dizaines de milliers de personnes à la Fête du PSU un mois avant, savaient, eux, à quoi s'en tenir; pour l'Humanité le silence sur le PSU, c'est naturel.

où va la france?

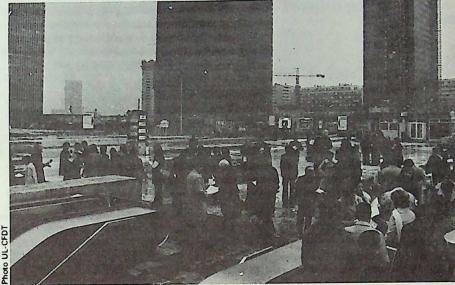
commune par commune un contrat municipal

Il faut le reconnaître honnêtement, bien peu s'attendaient à ce qu'un accord sorte, aussi rapidement, du dernier comité de liaison de la gauche pour la préparation des municipales. En donnant le feu vert à l'engagement de négociations départementales et locales, pour la constitution de listes d'union de la gauche dès le premier tour, les partis en cause entendent manifestement mettre à profit la période des vacances pour préparer des arbitrages ultérieurs.

Il ne saurait être question pour les militants du PSU de se précipiter pour quémander des « strapontins » et jouer les honnêtes figurants. D'autant qu'ils ne pourront s'engager avant que le Conseil national d'octobre ait tranché. Mais il n'est pas question d'exclure l'éventualité de discussions exploratoires dont l'ouverture, à tous les niveaux, a été envisagée au terme d'une récente rencontre avec le Parti communiste français (1).

un vaste débat public

L'essentiel, pour l'immédiat, c'est que se noue un vaste débat public sur le contenu de la plate-forme municipale susceptible d'être conclue entre l'ensemble des forces populaires. L'accord du 28 juin se borne à expliquer que, dans chaque commune, il faut parvenir à « un contrat municipal s'inspirant des orientations du Programme commun ». On connaît notre position à l'égard de ce document. Mais nous en connaissons parfaitement les dispositions. Concernant les institutions communales, on y propose effectivement certaines réformes qu'un gouver-



nement de gauche pourrait apporter à leur organisation et à leur fonc-tionnement. Quelques-unes sont d'ailleurs intégrées parmi de nombreuses autres, dans la partie de notre charte qui concerne « les réformes à exiger d'un gouvernement de gauche ». Mais il faut bien se faire une raison, il y a de fortes chances pour que les municipalités de gauche continuent après 1977 à travailler (quelques mois au moins...) sous un gouvernement de droite. Pour toute cette période, décisive pour la préparation d'une échéance politique majeure, le rôle des municipalités de gauche sera loin d'être négli-geable. La définition de la plate-forme communale à mettre en œuvre dès le lendemain de l'élection d'une municipalité de gauche est donc un enjeu fondamental des discussions qui vont s'engager un peu partout en France.

Force est de constater que les orientations du Programme commun susceptibles de guider cette élaboration sont extrêmement incertaines et vagues.

Au surplus, les différentes propositions avancées pour l'instant ne sont guère plus éclairantes. Le projet de manifeste municipal du Parti socialiste n'en finit pas de sortir des débats de commission. Certaines moutures comportant, au milieu d'une grande confusion, quelques orientations ambitieuses visant notamment à préparer « l'autogestion du cadre de vie » et à établir de « nouveaux rapports sociaux dans la

commune », et quelques propositions intéressantes concernant la nécessité de déléguer des attributions communales aux comités de quartiers, le soutien des activités des associations locales et des organisations syndicales et politiques, « l'insertion dans la commune de travailleurs migrants à égalité de droits et de pouvoirs avec les citoyens fran-

Quant au manifeste municipal du Parti radical il n'hésite pas à se placer sous le patronage du « Programme de Belleville » rédigé par Gambetta à partir des « cahiers de doléance » établis par les électeurs

à Paris au mois d'août (et même fin juillet !)

De nouveau, cette année la Fédération de la Région parisienne organise des rencontres militantes d'été. Elles auront lieu chaque mercredi, à partir du 21 juillet, à 20 h 30, 9 rue Borromée, tant pour approfondir la discussion politique dans le partique pour permettre aux camarades présents à Paris de maintenir la liaison avec la Fédération. Les deux premières rencontres porteront sur des questions internationales : l'Italie (21 juillet), le Liban et le Moyen-Orient (28 juillet). Les autres séances auront lieu les 4, 11, 18 et 25 août, et on pourra y discuter, parmi d'autres sujets possibles, de 1936, du problème de l'Etat, de l'évolution récente du mouvement ouvrier, de la situation en Espagne, etc. Venez nombreux!

de la première circonscription de Paris. C'était en 1869, un an avant la Commune. En dépit de leur imagination, il faut craindre que 107 ans plus tard les rédacteurs du projet actuel ne paraissent quelque peu timorés aux yeux des membres de la commission gouvernementale présidée par Olivier Guichard (2).

Au risque de mettre à l'épreuve notre modestie, il faut bien admettre que seul le PSU propose, jusqu'ici, et publiquement, un projet de charte cohérent et détaillé. Bien sûr, ça n'est qu'un projet. Mais précisément, nous entendons ouvrir le débat très largement pour faire en sorte que le texte que nous adopterons en octobre ne soit pas un schéma théorique et qu'il tienne compte de l'expérience de tous les mouvements, groupes et associations engagés concrètement dans les luttes pour une transformation socialiste de la société française.

nombréuses réactions

Déjà au niveau national, notre projet de charte a été adressé à des dizaines d'organisations, et certaines réactions et propositions témoignent de l'intérêt qu'il suscite.

Mais il faut aller plus loin. Il faut dès maintenant préparer l'adaptation de la charte à chaque cas particulier. C'est dans ce sens que nous avons élaboré une annexe spéciale pour les petites communes rurales et que nous la soumettrons à toutes les organisations agricoles et paysannes.

Au niveau local, notre charte doit devenir l'expression de tous ceux qui se battent pour l'unité populaire et pour un socialisme autogestionnaire. C'est sur cette base que nous contribuerons à l'élaboration, commune par commune, d'un contrat municipal exprimant l'exigence, fondamentale, du contrôle populaire.

François DALBERT

(1) Voir notamment le communiqué joint publié également dans l'Humanité du 8 juillet

du 8 juillet. (2) Cette commission devait remettre pour le 1et juillet un rapport visant à la rénovation des institutions locales. On prétend que ses propositions révolutionnaires (?) seront annoncées à grand renfort de publicité à la rentrée.

rencontre PCF-PSU

Une délégation du PCF composée de Charles Fiterman et André Lajoignie et une délégation du PSU composée de Michel Mousel et Victor Leduc ont procédé à un échange de vyes sur la préparation des élections municipales. Elles ont décidé de garder le contact.

à propos d'un film... le nôtre

Comme certains ont pu le constater, durant la fête nous avons tourné. Aujourd'hui la pellicule est développée — et nous avons une belle matière première — mais le film ne s'arrêtera pas à la fête : c'est la vie du Parti qu'il doit refléter. Alors nous continuerons à tourner sur les lieux du combat quotidien. Avous de nous informer, à vous de nous envoyer idées et collaborateurs, et aussi des bandes (16 mm) que vous auriez tournées vous-mêmes.

Camarades, vacances ou pas, pensez cinéma! Pensez aussi à envoyer de l'argent. Louez dès aujourd'hui le film 150 F.

Pour tout contact : Pascal Gollet ou Claude Weisz - PSU - 9, rue Borromée, Paris 15°.

briser la chaîne

un circuit pas comme les autres

Oui, n'oubliez pas que Chirac, Ceyrac, Boussac et j'en passe, de leurs châteaux de vacances peuvent mijoter quelques mauvais coups contre les droits les plus élémentaires des travailleurs, notamment contre les alloca-tions de chômage. Ce ne sont pas les vacances pour tout le monde. Où que vous soyez, vous pourrez aller rendre visite à des travailleurs en lutte pour leur emploi ou leur salaire.

On connaît Lip, Griffet, Caron-Ozanne, CIP, Desombre, Dreyfus, Triton, Idéal-Standard qui occupent depuis des mois. Mais partout ailleurs, il y a des milliers de licenciés. Il ne faut pas, comme disent les cama-rades CFDT d'Hacuitex, que « les ar-bres cachent la forêt ». Dans la forêt de la restructuration il y a beaucoup de « pendus », pourrait-on dire pour parodier une chanson de Brassens. 1 300 000 chômeurs, 15 000 entre-prises qui ont fermé leurs portes en 1975, entre 200 et 300 qui sont occupées.

une petite visite

voir entend les laisser « pourrir », les confédérations ne leur donnent pas pour l'instant les moyens de confronter leurs expériences, de se coordonner. Alors, une petite visite leur fera plaisir. Signalons donc à nos camarades quelques « points de chute » qui valent bien les campings surpeuplés ou les auberges pour touristes. Il y a Lip à Besançon bien sûr, où

l'on s'attend au cours du mois d'août à une mise en vente par le syndic. à une mise en vente par le syndic. Pour 895 emplois, les travailleurs occupent toujours et ont décidé de se « rendre insupportables » au pouvoir. Avec des ouvriers de Peugeot, où la direction entend licencier des délégués syndicaux, ils ont fait récemment une petite démonstration aux coureurs, caravaniers et spectateurs du Tour de France. Il y a à Besançon, d'autres menaces sur l'emploi, notamment chez Rhône-Poulenc-Textile, chez Kelton et dans toute l'horlogerie du Haut-Doubs.

toute l'horlogerie du Haut-Doubs. Si vous allez vers le Sud, il y a dans la région lyonnaise, des bradés par paquets: Amtec France qui fabri-quait des machines-outils « largue »

311 salariés à Villeurbanne et Chassieu. Avec la CGT, ils occupent toujours. Mais il y a aussi Rhône-Poulenc-Textile à Péage-de-Roussillon et Vaix où 1 200 licen-ciements sont prévus. 1 200 qui n'attendront pas la nationalisation de 1978. En Haute-Savoie, il y a Gambin : dans une petite vallée au-dessus d'Annecy à Viuz-en-Salloy, 500 salariés devraient partir d'une usine toute belle. Toujours occupée.

entre deux bouillabaisses?

Plus bas, il y a Dreyfus à Barbières dans la Drôme : là, ce sont 140 ouvriers du tissage qui occupent depuis un an. A partir de juillet, ils ne toucheront plus les 90 %. Une aide financière leur sera donc utile... Toujours dans la Drôme, il y a Uni-Nougat à Sauyet où 96 emplois doivent « sauter », mais aussi la Bou-lonnerie calibrée à Valence où 300 salariés se battent encore et occupent pour être tous réembauchés. Plus au sud, toutes les boîtes de moulinage se « dégraissent ».

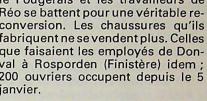
En suivant la Nationale 7, vous arriverez à Marseille et là, il y a les Griffet qui, après 18 mois de conflit ne savent pas encore bien à quelle sauce on va les manger. Entre deux bouillabaisses, allez donc les voir. Leurs 130 camarades de « La Pro-vençale » (chaudronnerie mécanique) à La Seyne (Var) sont dans le

Dans un autre axe si vous partez longer les canaux du Nord, vous traverserez une région où les épaves d'entreprises jonchent « le plat pays ». Citons la CIP à Haisne-la-Bassée, mais aussi Desombre à Lille où les ouvrières occupent ces deux boîtes de confection. Mais des menaces pèsent dans cette région sur d'autres boîtes du textile, notamment celles du groupe (Boussac et du groupe Schlumpf (les 335 sala-riés des Ets Jean Defrennes et Cie à Roubaix, notamment): 8 000 emplois ont déjà été supprimés dans la région.

Vers l'est, dans les Vosges et en Alsace, tout le textile s'effiloche : chez Boussac en particulier, mais aussi aux Ets Gluck et Cie à Mul-house ou aux Filatures de laine peignée de Malmerspach (68). Dans le centre il y a Amisol, il y a aussi la SNIAS à Déols près de Châteauroux (Indre) où 650 employés de l'Etatpatron sont mis à la porte.

Voilà quelques régions de visite, mais il y en a d'autres... En Bretagne,

le Fougerais et les travailleurs de Réo se battent pour une véritable re-conversion. Les chaussures qu'ils fabriquent ne se vendent plus. Celles que faisaient les employés de Donval à Rosporden (Finistère) idem ; 200 ouvriers occupent depuis le 5



bonnes vacances

Mais on ne va pas continuer ainsi ce Tour de France. Vous pouvez le compléter vous-même au cours de vos voyages. Il existe des unions locales CGT et CFDT, ainsi que des unions départementales ; les syndicats d'initiatives ne vous fourni-raient pas ce genre de renseigne-ments, ni vos guides... Les villes « accueillantes » où le tourisme remplace les productions locales et « désertifie » le pays sont légion. Les affiches de lutte couvriront parfois des panneaux indicateurs. Ne soyez pas distraits. Une cour d'usine occupée, un échange de poignée de main, c'est une victoire sur l'asphyxie et la mort lente du chômage. C'est aussi une autre manière de « se coordonner ». N'y manquez pas et bonnes vacances...

Yves SPARFEL

Larzac: empêcher l'isolement...

Inquiets des activités de l'armée sur le plateau, les paysans du Larzac ont décidé le 28 juin dernier d'occuper l'antenne du « Génie-Domaine », à l'intérieur du camp militaire, chargée d'acheter les terres disponibles. Ils découvrent que, parallèlement aux conseils du souspréfet de Millau sur les bases d'une négociation avec l'armée pour une mini-extension, les officiers des domaines intensifient les démarches auprès des propriétaires nonexploitants pour acheter leurs terres à prix d'or (sur les 17 000 ha de prévus, 3 000 appartiennent aux paysans).

L'occupation dure deux heures. Quelques dossiers sont détruits. Vers 15 heures les manifestants sont expulsés et inculpés à Millau au titre de la loi anti-casseur. Le soir même

la riposte s'organise. Une manifestation a lieu devant le Palais de justice. L'audience est reportée au 2 juillet. 16 des manifestants sont emprison-nés à Rodez, 2 à Montpellier, 4 étant relâchés à titre provisoire et pour raisons familiales. Le 2 juillet, ils écopent de 1 à 3 mois de prison ferme assortis de 5 mois avec sursis et de 3 ans de mise à l'épreuve

et de 3 ans de mise à l'épreuve.
Par ce jugement expéditif, le gouvernement cherche l'épreuve de force. Il veut mettre fin, une fois pour toutes aux agissements de ces irréductibles, au moment où la balle est dans le camp du pouvoir (59 des 103 s'étant prononcés pour des négocia-

Les paysans ont répondu dans l'unité. Ils lancent un appel à la solidarité nationale : « Le Larzac ne doit pas être isolé. C'est tous ensemble

que nous vaincrons et garderons le Largac I ».

solidarité militante

Le PSU demande à ses militants Le PSU demande à ses militants paysans et ouvriers agricoles qui peuvent se libérer immédiatement d'aller remplacer les 16 paysans emprisonnés, sur leurs exploitations pour assumer les travaux d'été. Inscription au secrétariat de la CNA qui assure le contact avec le Larzac. Il appelle l'ensemble de ses militants à la vigilance pour une riposte aux attaques éventuelles du pouvoir et de l'armée.

M. MAUGAT - C N A

fnac: « l'esprit fout le camp »

La FNAC : quatre lettres qui résonnent. Des livres en pagaille, des disques, tout l'électroménager « moins cher qu'ailleurs », le règne du discount, un personnel « heureux », conquis comme le client par « l'esprit FNAC »...

Cette image de marque hors de pair, les dirigeants de cet énorme supermarché ont su longtemps l'entretenir sans faille. Pas de mouvement de mauvaise humeur du personnel. Pas de grève. La direction de la FNAC s'auréolait même d'une réputation de gauche. Le PDG de la maison, Essel, n'est-il pas un ancien militant... « révolutionnaire » ! Pardi, ça ne s'invente pas.

Malheureusement pour tout ce joli monde, la machine bien huilée a connu ces derniers temps quelques défaillances. Tout d'abord, en mai l'année dernière puis en décembre. Ces mouvements de grève ont mobilisé une première fois une partie du personnel de la FNAC. Et cette année encore, un nouveau mouvement qui a provoqué de nombreux débrayages dans les magasins a eu lieu au mois de juin. Quelles sont les revendications du personnel de la FNAC? Que se cache-t-il derrière le masque de libéralisme que se donne la direction? Les militants CFDT du magasin Montparnasse ont accepté de répondre à toutes ces ques-

TS : Quel bilan tirez-vous de cette dernière grève ?

R.: Cette dernière lutte a montré qu'il était possible de mobiliser le personnel de la FNAC sur des thèmes revendicatifs précis. Le mouvement a été assez suivi pour obliger la direction de la FNAC à fermer certains magasins et a céder sur une partie des revendications; une prime de 300 F pour les vacances et la promesse d'une réduction des horaires à l'automne.

Mais cette victoire n'est que partielle. La bagarre à propos des salaires passe au premier plan. Un vendeur est embauché à 1 800 F. Mais, en fait, personne ne gagne la même chose car la direction distribue les augmentations à la tête du client. Les vendeurs « sages et compré-hensifs » sont récompensés. Les au-tres, les syndicalistes en particulier, sont cantonnés dans de bas salaires. Ce que nous voulons obtenir, c'est des augmentations régulières et uniformes. La bataille sera dure à gagner parce que cette revendication remet en cause toute la politique de la direction envers le personnel qui vise à entretenir une division entre les vendeurs à « l'esprit FNAC » et les autres. Pour ce faire, la direction n'hésite pas à employer la répression antisyndicale quand elle le juge

TS: Par rapport aux grands magasins, quelles sont vos conditions de travail?

R.: De plus en plus, les conditions de travail de la FNAC se rapprochent de celles des grands magasins. En un mot, cela yeut dire qu'elles se dégradent. En fait, on demande au vendeur beaucoup d'efforts mais on ne lui donne pas les moyens de faire correctement son travail. C'est donc tout logiquement les conditions de travail du personnel qui en pâtis-

sent. Ou encore les services rendus aux clients.

TS: Quels sont vos relations avec ces derniers?

R.: Le client vient à la FNAC, dans un magasin spécialisé, chercher quelque chose de précis. Il pose donc des questions précises et multiples auxquelles les vendeurs ne peuvent souvent pas répondre du fait de leurs conditions de travail. D'où des engueulades répétées avec les clients.

Deux jours par semaine par exemple, le vendeur travaille de 10 heures du matin à 20 heures. Une dizaine d'heures pendant lesquelles il est debout, dans la chaleur, dans le bruit, harcelé de toutes parts. Il faut savoir aussi que plus de la moitié de son travail consiste à faire de la manutention. Entre deux réponses à un client, il faut reconstituer les piles de livres, ranger les disques, approvisionner les rayons. Il est impossible de s'asseoir une minute pour se reposer. Mais ce n'est pas tout : les vendeurs qui travaillent constamment à la lumière artificielle s'abîment les yeux. Au bout de six mois de maison, ils portent quasiment tous des lunettes. La direction en paye même une partie!

Se battre sur les conditions de travail est donc un point essentiel. Une semaine après la dernière grève par exemple, les caissières et les vendeurs ont débrayé pour protester contre la mauvaise climatisation du magasin. Certains jours, il faisait 37°. Nous avons obtenu un repos d'une demi-heure supplémentaire mais c'est loin d'être suffisant. La direction, qui veut pourtant se donner un petit air social, considère que ce n'est pas son problème.

TS: Quels sont vos rapports avec les vigiles de la FNAC?

R.: Il y a deux sortes de vigiles: ceux qui ont un uniforme vert (beige aujourd'hui). Ils sont là pour surveiller les entrées. Ce sont les plus mal payés du magasin. Certains travaillent 48 heures par semaine. Ce sont en fait les plus exploités mais nos rapports avec eux sont très difficiles. Les autres, ce sont les flics en civil qui se promènent dans le magasin pour débusquer le « client voleur » et aussi surveiller le vendeur. Ils sont quatre ou cinq permanents dans

ques, les appareils de photo, les prix sont les mêmes partout.

TS: Les livres sont quand même moins chers?

R.: Bien sûr, parce que dans ce secteur, la FNAC ne s'est pas encore imposée. Mais en fin de compte, à moyen terme, c'est le consommateur qui va être de nouveau piégé, Pour une raison essentielle: la direction de la FNAC oblige les éditeurs à lui faire des remises considérables sur la vente des livres. Les



chaque magasin, plus un certain nombre qui tourne d'un magasin à un autre. La direction s'est déjà servi à plusieurs reprises de tous les vigiles pour accomplir ses basses besognes : briser les grèves, distribuer des tracts antisyndicaux. C'est ça le vrai visage de la direction de la FNAC.

TS : La FNAC garde toutefois une image de marque de défense des consommateurs ?

R.: Ce n'est pas à nous d'en juger. Nous constatons seulement que de plus en plus de magasins pratiquent le discount. En fait, en ce qui concerne l'électroménager, les diséditeurs ne peuvent pas refuser. Mais, pour ne pas perdre de l'argent, ils augmentent le prix unitaire de leurs livres.

C'est donc le consommateur qui paye les bénéfices que fait la FNAC. L'image de marque de défense du consommateur de la FNAC n'est qu'un argument publicitaire. Essel se voudrait un peu le Nader français. En fait, c'est seulement un commerçant qui désire par tous les moyens gagner un maximum d'argent.

Interview de la CFDT-FNAC
Montparnasse
Propos recueillis
par Martin TOUAN

culture : le cynisme

Les 170 millions de francs piteusement octroyés par le secrétaire d'Etat à la Culture, Michel Guy, aux théâtres nationaux ne couvriront même pas l'érosion monétaire. Ces réductions draconiennes des subventions aux compagnies théâtrales sont annoncées sans même attendre le vote de la loi de finances. Voilà où conduit la politique « libérale » de Giscard.

Certes, Michel Guy nous annonce que c'est la « mort dans l'âme » qu'il a dû prendre ces mesures. Il est vrai que même par rapport à ses propres illusions, le grand responsable de la culture a perdu son pari. Ses velléités de changement et ses promesses ont été balayées par la réalité concrète de la politique culturelle du pouvoir qu'il a pour charge d'assumer et qui ne vise que le prestige et

le musellement des créateurs.
Le caractère prétendu provisoire de ces mesures ne doit pas faire illusion. Ce n'est pas un hasard si les théâtres frappés par les restrictions, comme le Théâtre du Soleil, le Théâtre de la Tempête, les Bouffes du Nord, sont justement ceux dont les créations ne s'inscrivent pas dans la droite ligne politique du pouvoir qui dit pudiquement vouloir « restructurer » le secteur. Plus qu'une restriction financière, il s'agit d'une mise au pas. Tous les contacts nécessaires doivent être pris pour organiser la riposte.

Bureau national du PSU

aux éditions Syros

9, rue Borromée, 75015 Paris

18 F — 96 pages



30 F - 299 pages





Pleins feux sur l'actualité

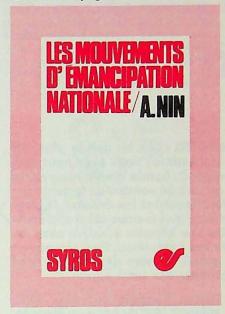
En été, il fait chaud. Mais, aussi sur la France quand les Lip luttent pour l'emploi, quand les médecins remettent en cause l'hypocrite Hippocrate et posent les jalons d'une médecine autre, quand la gauche est au bord du pouvoir et que l'actuel pouvoir d'une droite aux abois tend ses pièges et fourbit les armes qu'elle retournera, demain, contre les travailleurs. Chauds, également, certains coins de la Terre, avec l'Afrique australe dessus sa poudrière.. Aussi, les éditions Syros vont-elles lancer une nouvelle collection, de poche,

Au cœur de l'actualité, face à l'événement : la collection « Points chauds ».

Collection dirigée par Jean-Loup CRAIPEAU.

Dans la collection «-Histoire et Théorie » SYROS a publié :

24 F — 203 pages.



Qui ne connaît pas aujourd'hui Medvedev ou Pliouchtch ces dissidents de gauche qui mènent un combat d'autant plus courageux qu'il est fort difficile d'affirmer sa pensée quand elle diffère du dogme et que la différence vous fait passer pour fou ? Que veulent ces soviétiques ? Ils veulent redonner vie à cet espoir, issu de la révolution d'Octobre, qu'on nomme socialisme en pensant liberté pour que surgisse enfin, après la longue nuit du régime stalinien, un socialisme vrai et à visage humain. Isolés si longtemps, ceux qu'on dit dissidents se tournent vers la gauche occidentale afin que naisse le débat.
Ce livre se veut donc un premier témoignage du dialogue qui s'ouvre, et recouvre les questions que se pose la gauche. L'espoir est né de voir l'opposition soviétique élaborer un programme d'action, collant à la réalité.
Ainsi seulement, la dissidence pourra-t-elle

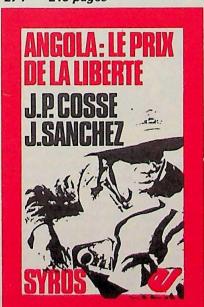
27 F - 248 pages

opérer sa jonction

avec l'ensemble de la gauche mondiale,

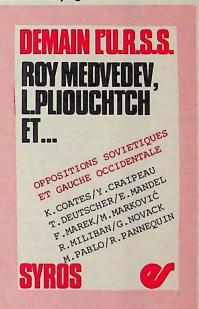
à laquelle il appartient, de son côté, de mieux comprendre l'étrange langage que lui tiennent

ces hommes nés et grandis sous le régime de Staline.



L'Espagne hésite alors : fascisme ou révolution ? L'Espagne ou les Espagnes ? Catalogne, Pays basque et Galice résistent aux tentatives de centralisation et d'assimilation. Nin sent l'importance de la lutte engagée contre l'impérialisme castillan. Il analyse cette question cruciale des minorités nationales à la lumière des écrits de Marx, d'Engels et de Lénine. A la lumière, aussi, de la jeune révolution d'Octobre. En France, pouvons-nous ignorer un tel livre alors que la Bretagne, la Corse, l'Occitanie nous rappellent souvent qu'au « pays » veulent vivre et vivre décemment des hommes qui pour cela rejoignent le combat pour l'émancipation de tous les travailleurs. De père cordonnier et de mère paysanne, Nin fut une remarquable figure du mouvement ouvrier espagnol.
En août 1937, la police politique soviétique l'assassine sur la terre d'Espagne.
« La mort d'Andrès Nin, écrivit Camus en 1954, marqua un virage dans la tragédie du XX^e siècle, qui est le siècle de la révolution trahie.

21 F - 176 pages



Qui savait avant le 25 avril 1974, date du coup d'Etat qui met fin au régime fascite portugais, de quelle étrange maladie mourait Pempire bâti par les premiers navigateurs partis de la pointe de Sagre un demi-millénaire plus tôt ?

Et de quelle ignominieuse mission il s'était rendu coupable cinq siècles durant : trafic d'esclaves, travail forcé, génocide, pillage économique...? Et comment encore expliquer ce paradoxe d'un Portugal colonisateur, lui-même colonisé par les multinationales ? Les peuples ont une vie souterraine. Niés, ils ressuscitent un jour.
Les nationalistes angolais, autour du M.P.L.A.,
pendant quinze années d'une lutte ardente contre
les armes abjectes de l'occupant
(napalm, défoliants, tortures, emprisonnements)
ont recouvré leur indépendance et leur liberté ont recouvré leur indépendance et leur liberté.
Aujourd'hui, l'accession à l'indépendance
de l'Angola, comme du Mozambique, bouleverse l'équilibre des forces dans toute l'Afrique australe. Quel affrontement majeur avec le pouvoir pâle du cône austral autorise aujourd'hui la victoire du peuple angolais?

c'est aussi politique

bd à gogo

Pour paraphraser une publicité célèbre, TS vous en donne plus, TS s'élance dans la BD. Après celle sur les femmes vous avez peut-être remarqué *Contact* (qui finit cette semaine), bande dessinée avec un graphisme tellement révolutionnaire qu'un bon nombre de lecteurs n'y « pigent que couic ». Faut pas s'affoler. Regardez les dessins, la nouvelle BD, ça s'apprécie pas à pas. Peut-être avons-nous été trop avantgardistes ? Non, l'erreur a été de faire une histoire à suivre avec un graphisme qui se prête plus aux histoires complètes. Excusez-nous! Tout ceci nous a fait penser qu'un grand nombre de lecteurs sont amateurs de BD. On a essayé de débroussailler cette jungle.

La BD a un rôle idéologique énorme. Plus que la littérature et la radio, elle est le véhicule de toute une formation morale et intellectuelle. Que lisent les mômes ? De la BD. Des tas de gens en sortant du boulot, dans le métro, lisent Kiwi, Tartine, des petits « comics » à deux-trois francs. Aux USA, le phénomène est massif. En France, sa présence dans France-Soir, Le Parisien libéré montre que la droite a depuis longtemps compris son impact. Méprisée par la gauche (intellectuelle ?), pour être un genre mineur, une sous-culture au même titre que le roman policier (sauf par le PC: Vaillant, Pif gadget, Pifou, etc.), la BD reprend le droit de cité. Donnons un coup de chapeau à Bernier et Cavanna (Charlie, Hara Kiri) qui depuis 1958 se sont battus pour permettre une nouvelle forme d'expression caustique, quotidienne, branchée sur l'actualité. Nombreux sont ceux qui ont dessiné dans Hara Kiri et qu'on retrouve dans l'Echo des Savanes, Pilote et de nombreu-ses innovations actuelles. De la nouvelle BD disons qu'elle parle beaucoup plus de notre quotidien, qu'elle se veut non seulement critique politique mais aussi critique des attitu-des sociales et mentales.

Crumb, Shelton, Cobb, ont été les dessinateurs de la contestation et de la contre-culture américaine. Ils ont fait beaucoup pour radicaliser la jeunesse et critiquer le mode de vie bourgeois. Depuis 68, la nouvelle BD est l'un des signes de la rupture de l'hégémonie idéologique. Blanche Epiphanie et Dracurella parues dans France-Soir ont été des tentatives de récupération. Cela n'empêche pas une floraison de petits magazines de poursuivre leur travail de sape.

petit guide de la BD

Editions Dupuis. Paul Foran, les Tuniques Bleues: séries aventureuses classiques avec les mythes de l'aventure et du mystère. Tif et Tondu: un peu plus d'humour mais aussi conformiste. Eviter Buck

Danny, Histoires de l'oncle Paul, apologie réac du héros, et Natacha hôtesse de l'air, à peine phallocratique. Il vaut mieux lire les bandes marrantes dont l'absurde contient une critique implicite de la modernité (Gaston Lagaffe) ou d'un monde déshumanisé et trop « adulte » (Benoît Brise-fer, Boule et Bill, Johan et Pirlouit, Spirou, les Schtroumpfs.)

Editions Dargaud. C'est le trust!

Dracurella parue dans France-Soir
profite de la vague de fantastique



pour faire une apologie de la femme au foyer, belle, bête et bonne ménagère, genre Moulinex, consommatrice d'appareils qui font marcher l'industrie de pointe et les profits. Julie Wood, héroïne de 16 ans, passionnée de moto. Bande débile et phallocratique qui succède à Michel Vaillant ou l'apologie du bravegarçon-pilote-de-courses toujours-plus-forts et de the-super-nana-quiréussira grâce-à-sa-persévérance. Lucky Luke, héros solitaire qui incarne une notion de justice proche



extrait de « Rumeurs sur le Rouergue »

de la chevalerie. Dernier album paru : l'Empereur Smith, critique drôlatique de la volonté de puissance. Toujours seul, Lucky Luke. Trouvera-t-il une compagne? On s'interroge sur l'absence de femme et de sexualité dans cette BD. Le dernier Astérix c'est **Obélix et Cie.** Satire du monde du commerce et de la technocratie. Goscinny démonte le mécanisme du profit et l'absurde de l'expansion commerciale au dé-triment de la vie collective et des loisirs. (Petute parenthèse : qu'il fait chaud à travailler à TS!). A noter que dans Astérix, les femmes représentées sont soit des mégères, soit des fofolles s'intéressant à leurs robes. Bizarre, bizarre ! Philémon à l'heure du second T. Très belle bande ima-ginaire style Alice aux pays des merveilles. Merveilleuses couleurs. Un peu kafkaïen. Une critique du pouvoir et de l'ordre dans un style science fiction comme le monde technologique qui se prépare. Achille Talon et le Mystère de l'homme à deux têtes. Un peu trop français moyen, ce Talon. Au-delà de cette image d'Epinal un peu réac, un humour absurde mais un peu trop « gaulois ».

Vous voyez ce que je veux dire : Marius, le Hérisson, Banco, l'humour bien de chez nous ! Ça ne vaut pas Gaston Lagaffe qu'ils cherchent à concurrencer sans avoir son ingéniosité et sa tendresse. Chick Bill : ces merveilleux fous... Deux héros sympas. Le petit indien et le cowboy, redresseurs de torts, justice et gentillesse, la simplicité triomphe.

Un peu naïf.

du côté de la nouvelle BD

Là, ce n'est ni le sexe, ni l'humour noir qui manquent. Le graphisme s'éclate. Gros plan, critique de la police, organe sexuel à toutes les pages, les nouveaux dessinateurs ne connaissent plus les tabous bourgeois. Toute la vie quotidienne, les fantasmes intimistes passent sous le vitriol de leur crayon. Lisez Charlie, l'Echo des Savanes (double numéro pour les vacances, très représentatif d'une tendance déjà bien installée).

L'Echo des Savanes pour beaucoup de dessinateurs c'est une étape après Pilote. C'est la libre expression personnelle. Au lieu de plancher sur tel sujet, ils expriment leurs fantasmes, leurs angoisses : notes au vitriol, dessins bourrés de remarques où l'on se reconnaît bien volontiers. C'est bien notre imagination, nos rêves, nos problèmes. Du rire sur la vie de tous les jours ça ne fait pas de mal Trois albums sont parus aux Editions du Fromage, (45 % de matière grise) qui est la raison sociale de l'Echo (comme le Port Salut). Petil-lon et ses histoires étranges ; Masse et le monde inquiétant de la banalité ; Mandryka et ses jolies bandes débridées, érotiques et pleines de jeu de mots.

Dans les albums, toujours celui de Cabu: Mon Beauf, aux Editions du

Square, portrait violent de la France pétainiste et gueularde. Au Club Méditerranée et avec ses enfants, le Beauf' se conduit comme Pinochet au Chili. Mieux que toutes les enquê-



tes sociologiques, la visualisation d'un monde que nous ne voulons pas et auquel Cabu préfère le *Grand Duduche*, non-violent, tendre et écologique. Toujours dans les kiosques on peut trouver **Fluide glacial** animé par *Gotlib* dont les dessins psychanalitiques nous renvoient notre image. *Gotlib* par ailleurs délire dans **Gai-Luron n° 3** et dans **Rhââ lovely** l



un album à ne pas manquer sur l'insensibilité du monde adulte face à l'enfance. Surprise est animé par Willem, genre de fanzine plein de sexe et de bizarreries. Metal Hurlant se déchaîne sur la science-fiction avec une ambiguité ésotérique et astrologique qui transparaît au-delà de très beaux et dénonciateurs récits de science-fiction. Surtout évitez Pilote dont le conformisme est à la BD ce que le Nouvel Observateur est aux hebdos politiques.

Du côté des marginaux il y a Activité Sexuelle Normale qui fait suite à Bazooka et qui est le plus audacieux dans les recherches graphiques. Les bandes choqueront certainement. Il est des tabous et des recoins intimes bien solides. La même équipe et toujours aux Editions Almonde publie le n° 1 de Bulletin périodique de l'amateur de plein air qui est ce qui est de plus neuf à mon avis, surréaliste et ricanant, un voyage du côté des obsessions et des agressions de tout les jours. Imagine publie des bandes





fantastiques et des interviews bien loin des problèmes sociaux mais pleines de préoccupations existentielles. Chez Kesserling, Fume c'est du Volny du dessinateur anarchiste marseillais. Une rare bande avec des préoccupations d'action collective de masse, et Fume c'est du Ber-trand, le dessinateur de PH et la Gueule Ouverte, très planant et bucolique. Une critique impitoyable de la jungle proliférante des villes et de l'industrie (on pense au peintre surréaliste Picabia), une tendresse pour les fleurs et les enfants.

Une histoire complète qu'il faut lire absolument, c'est Rumeur sur le Rouergue de Poussin et Tardi (chez Futoropolis). Une BD régionaliste pleine d'esprit anti-hiérarchique qui conte l'histoire d'une révolte populaire pour sauver un coin de tradition sans lequel notre avenir ne serait qu'un monstre froid. Toujours chez Futoropolis, des albums sur des dessinateurs américains qui ont participé au mouvement underground : Vaugn Bode dont le héros-lézard, tel Hamlet médite sur le sexe, la vie et la mort, **Jeff Jones** d'inspiration néonéanderthalienne, l'homme des cavernes et la nature, une réflexion écologiste quoi ! Tardi quant à lui a quitté ses préoccupations directement politiques pour conter chez Castermann: Les aventures d'Adèle Blanc sec. Deux titres: Adèle et la Bête et le Démon de la tour Eiffel, où à travers un scénario rocambolesque qui se passe en 1911, il retrace la corruption administrativo-policiero-mondaine. Son dessin nostalgique croque des détails d'un Paris qui nous est détruit chaque jour, ses kiosques, ses places, ses devantures, ses fontaines Wallace... Passons sur le dernier Tintin qui est allé chez les Picaros aider des

tretiens avec les créateurs montrent la nécessaire relecture qu'il faut en faire. Il y en a des significations psychanalitiques derrière Blanche-Neige, dessinée par Gotlib. C'est tout l'américan way of life que démontre Crumb, toute une révolution qu'il préconise. Quant au petit chien de Schulz il évoque les traumatis-mes et l'inadaptation de l'Americain moyen dans la vie quotidienne. Reiser on le sait est un épingleur féroce. Ce qu'on sait moins, c'est qu'il est un grand spécialiste de l'énergie solaire et l'on découvre que la pédagogie de ses dessins vaut mieux que bien des manuels.

Marx en bandes dessinées

Marx comment qu'il a vécu ? Matérialisme quésako? Pour répondre à ces passionnantes interrogations et pour guider le militant sur les rails de l'action, un petit livre très très bien fait, sur la pensée du barbu. Marx vous connaissez, bande dessinée aux Editions Seghers. (24 F).

Rius, autodidacte italien, illustre avec des dessins très marrants et de style différent la pensée de Karl. L'intérêt du livre réside dans trois choses. 1) Le matérialisme historique et dialectique est replacé dans l'histoire de la philosophie. Des montages et des collages explicitent le matérialisme et l'idéalisme des Pharaons au Siècle des Lumières, en passant par Pythagore, Héraclite, Socrate, Platon, Aristote (le footballeur bien connu), etc. 2) Des crobards campent la vie du jeune Marx, ses amours avec Jenny, et... (suite censurée). 3) La plus-value, l'aliénation, les problèmes de l'action politique, la mécanique marchande, sont clairement expliqués. Un petit lexique clôt l'ouvrage. A lire absolument, c'est l'initiation la plus simple, la plus vivante aux méandres de la philosophie et de la pensée ma-



rxiste. Le surréaliste Marx Ernst n'aurait pas désavoué l'ingéniosité du graphisme. Regardez les petits détails, des dessins, ils sont bourrés d'allusions humoristiques.

Michel ACIDANT

Marx comme s'il vous racontait sa vie

On connaît tous un petit bout de matérialisme. On emploie le mot dialectique à tort et à travers et nombreux sont les camarades qui font de la stratégie à coups de « masses, capital, plus-value, paupérisation croissante », etc. En fait bien peu sont ceux qui ont lu Le Capital, et pour cause, c'est très ardu. Pourtant la pensée de Marx et d'Engels a nourri le mouvement ouvrier, nous a influencés sans que nous la connaissions. Funeste erreur! On devient vite dogmatique quand on saisit au vol toute une terminologie qui traîne dans les meetings et qu'on digère trop vite des concepts simplifiés. En outre, sur cette pensée traîne tout un tas de débats : le vrai Marx

c'est le jeune Marx. Mais non, c'est celui de la maturité! Pas du tout, regardez les manuscrits de 1844, les Grundrisses. Eh oui, tout ça pour dire qu'il ne faut pas figer la pensée marxiste. Une bonne manière d'entrer dans leurs recherches et en même temps de relier les réflexions des deux barbus à leur environnement historique et personnel, c'est de lire leurs correspondances.

A ce jour cinq tomes sont parus aux Editions Sociales (1). La lecture en est savoureuse. Les lettres, très intimistes, parlent de la vie quoti-dienne, des ennuis de santé de Karlo, des problèmes affectifs. Marx raconte comment, couvert de dettes, il attend de l'argent de son pote Engels pour se payer des bons cigares. Les deux philosophes nous apparaissent en chair et en os, hauts en couleurs. On est frappé par la multiplicité de leurs centres d'intérêt, par la vivacité de leurs polémiques. Pas à pas on assiste à une pensée se faisant. Ça donne une bonne idée de la dialectique. La vie du mouvement ouvrier se déroule sous nos yeux avec tous ces débats. On la voit, non pas comme une histoire décantée, mais comme une actualité vivante, comme si elle se déroulait en 1976. Des petits faits, des concepts d'apparence anodine prennent tout leur sens dans un véritable traitement de l'information.

Cette correspondance est intégrale, c'est-à-dire que toutes les lettres sont publiées, celles que les deux compères écrivirent à leur famille, à leurs amis, à leurs créanciers. Les premières lettres du tome I nous font assister au conflit entre Karl et son père. Dans celles du tome V Marx exulte sur les prodromes de la crise de 1847 : « Bien que je sois moi-même dans une grande détresse financière, je ne me suis ja-mais senti aussi bien depuis 49, qu'au milieu de cette explosion ». Selon lui la « crise » va relancer le mouvement révolutionnaire. « Alors le prolétariat tape mieux et avec plus d'ensemble, et puis il n'existe plus de nouvelle Californie comme bouée de sauvetage. » C'était en

(1) Editions Sociales, Tome | 1835-1848 : 40 F; T || 1849-1851 ; T || 1852 - juin 53 ; T || V juillet 53 - juin 57 ; T V juillet 57 -

M. A.

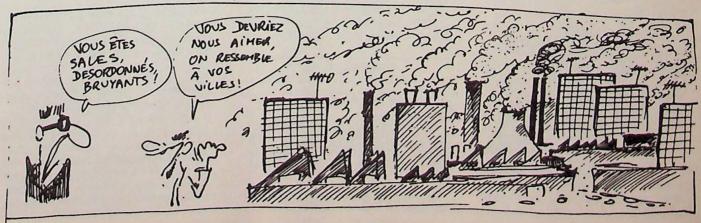
1857 !...





guerilleros curieusement financés par une multinationale. Toujours aussi réac Tintin. L'histoire est uniquement d'aventure. Deux images (mauvaise conscience ?) au début et à la fin campent la réalité sociale d'Amérique latine. C'est là qu'il aurait fallu développer...

Enfin pour terminer, si vous voulez connaître les pourquoi-comment les dessinateurs dessinent, et bien il y a chez Albin Michel une très intéressante collection : Graffiti. Quatre titres, études parues sur : Reiser, Gotlib, Crumb, Schulz. On a trop tendance à regarder la BD comme une distraction. Les études et les en-



fouillons dans les livres de poche

Le livre de poche c'est la culture à portée de toutes les bourses. Nombreux sont ceux (j'en suis) qui se sont cultivés grâce à eux et aux bouquinistes. De plus en plus paraissent des romans et essais non seulement fondamentaux mais récents. Ainsi « la Cuisinière et le Mangeur d'hommes », paru l'année dernière est sorti en poche comme La Dentelière, prix Goncourt 1975 (heureux choix pour une fois). C'est pourquoi nous faisons un petit guide de lecture.

A la rentrée nous tiendrons une chronique régulière, un moyen de se forger les armes de la critique. En attendant, voyons ce qui est paru.

au Seuil

Collection politique

La Cuisinière et le Mangeur d'hommes, d'André Glucksman. En reprenant la dénonciation de Soljenitsyne sur les goulags (camps de concentration) en URSS, il s'interroge sur les rapports entre eux et le marxisme, la théorie de l'Etat. En 1930, on faisait déjà silence autour des critiques d'André Breton ou de Gide. En 1976, trop nombreux sont ceux qui soit récusent les faits cités par Soljenitsyne, soit refusent d'en tirer les conclusions. Rappelonsnous le procès de Prague, de Moscou, les illusions sur la Chine. Comment avons-nous fait (cf. le bouquin de Daix : le Socialisme du silence) pour rejeter des relents soi-disant petits bourgeois et humanistes, pour voir l'intérêt supérieur du

La cuisinière et le mangeur d'hommes
Essai sur l'Etat, le marxisme, les camps de concentration

Parti ? Une étude biologique : les germes du stalinisme.

Sur la France, de Stanley Hoffman. Hoffman est un libéral américain comme Raymond Aron du Figaro l'est en France. Il n'empêche qu'il a du recul et d'outre-Atlantique jette un regard perspicace sur l'hexagone. Trois interrogations: 1) La communauté politique française; Il en cherche les racines. 2) La nation: pourquoi, comment existe-telle? Une manière de voir à quoi correspondait de Gaulle. 3) L'Etat: à l'heure des révoltes décentralisées (Corse, Midi viticole, Bretagne), il est bon de voir à quoi correspond l'Etat dans la tête des gens.

L'Age de l'autogestion, de Pierre Rosanvallon (rédacteur en chef de la revue *CFDT aujourd'hui*).

L'électronucléaire en France, par le syndicat CFDT de l'Energie atomique.

Pour ceux qui sont allés à Creys-Malville, comme pour ceux qui ont installé « le tout électrique » chez eux, il faut savoir que l'électricité est une structure parallèle à un type d'économie industrielle. Une centrale, une combustion, un rayonnement, comment ça marche ? Quelles sont les conditions de travail, les risques d'accidents ?

Les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui, de Nicos Poulantzas.

Ça commence par l'internationalisation du capital. Ça se poursuit par l'analyse de la bourgeoisie et des contradictions dans leurs rapports à l'Etat. On passe par le capital monopoliste. Après ces développements un peu trop mécanistes (ah! quel travers que l'économiste des marxistes qui ont trop lu le Capital et pas assez gambergé sur l'aliénation et le fétichisme), après donc, on passe à la petite bourgeoisie traditionnelle et nouvelle. C'est plus intéressant. On aurait aimé qu'il parle plus des rapports de production.

collection Point

Discours aux Américains, de Solienitsyne.

Comment une juste dénonciation du goulag dérape dans le mystisisme. Comment une pensée idéaliste tombe dans un discours préfasciste.

Le rapport Khrouchtchev et son histoire, de Branko Lazitch.

Toujours dans le cadre de notre refus du stalinisme une histoire de la production de ce rapport. Comment la bureaucratie, les aparatchiks (permanents du parti) se sont situés par rapport au vide laissé par Staline. Pour combler ce vide deux stratégies semblent avoir joué. Une tentative pour occuper la place en en dénonçant les bavures (Khrouchtchev), et une volonté de la remplacer par un jeu de pouvoir plus ramifié.

Le Mouvement paysan chinois

(1840 - 1949), de Jean Chesneaux.
Bouquin très érudit pour réfuter
les idées familialistes sur la paysannerie (cf. Pearl Buck et ses romans).
Chesneaux débroussaille le fond de
contre-culture populaire, le mépris
de la norme officielle, les résistances
au confucianisme, les traditions de
fête comme bases du mouvement
chinois.

Gallimard

Chez Folio quelques petits romans sont sortis que vous pourrez lire pour l'été.

Maxime Gorki, Enfance. Son itiné-

Gorki Enfance
Préface d'Hubert Juin



raire politique l'a balancé entre la participation enthousiaste à la révolution d'Octobre, la sympathie pour les compagnons de route plutôt que pour ceux du parti. Elu président de l'Union des écrivains en 34, il incarnait l'alibi humaniste de la littérature stalinienne.

Dans le genre déguisement et reportage, un témoignage curieux sur la réalité du racisme : pour savoir, il faut se mettre à la place de l'autre. C'est ce qu'a fait *J.-M. Griffin* qui, à l'aide d'un médecin, a mené la vie d'un Noir. Des observations humanistes : **Dans la peau d'un Noir.**

Les tenants de la révolution sexuelle et les passionnés du rôle philosophique de la critique de la morale bourgeoise par l'étude des mœurs et la provocation érotique peuvent être contents. La Philosophie dans le boudoir du divin Marquis de Sade est parue.

Pour les amateurs de dépaysement comme pour les enfants, les rêveurs et les amoureux des paraboles sur notre société : Les Voyages de Gulliver de Swift.

Du contemporain avec Marguerite Yourcenar: L'Œuvre au noir. A travers Zenon médecin, philosophe, alchimiste donc marginal et rejetté par l'ordre établi comme dirait Michel Foucault, à travers Zenon c'est le Moyen Age qui est dépeint, vu non du côté pouvoir, mais de celui de la vie des gens, de la route, de l'officine, du cloître, de la taverne et finalement de la prison. Un beau tableau des systèmes des pouvoirs et d'inquisition.

Wolinski On ne connaît pas notre bonheur

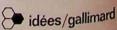


Wolinski voit ses petits dessins publiés sous le titre On ne connaît pas son bonheur.

Si vous allez en Bretagne, en Corse ou dans le Midi viticole, c'est le moment de réfléchir sur les problèmes autonomistes. Deux bouquins de Robert Lafont, militant de la culture occitane, dans la collection Idées: Autonomie de la région à l'autogestion. Partie prenante de no-

robert lafont **autonomie**de la région à l'autogestion





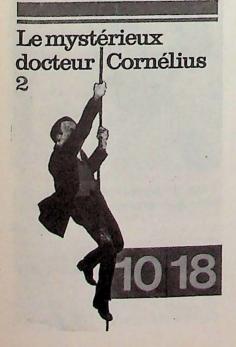
tre combat, Robert Lafont poursuit sa proposition autogestionnaire pour résoudre le malaise régional face au pouvoir central. Du côté de nos ancêtres, il y a l'exemple de la révolte des Camisards. Deux ans de guerre ouverte dans la province contre le pouvoir du grand roi. Une révolte avec toute sa complexité, la recherche d'une communauté, vivre sa culture. La parole d'en bas exhumée des bibliothèques. Cela justifie le titre de la collection: Archives: Les Camisards par Philippe Joulard.

10/18

Maison d'arrêt de Lisieux, c'est la révolte. Depuis celle de Toul, les prisonniers n'acceptent plus les conditions inhumaines de détention. Les quartiers de Haute sécurité ne servent qu'à briser les fortes têtes. Ca, c'est l'actualité du 7 juillet 1976. Mais les faits ne sont pas nouveaux : Le Vagabond des étoiles, de Jack London, deux tomes sont un document social, une attaque implacable contre la prison, la peine de mort. Enfermé, le héros s'échappe de cette camisole physique par le délire. Symbole de la liberté de l'esprit contre la contrainte des corps qu'exercent la torture et les prisons, ce livre est aussi prétexte à la libération des phantasmes personnels de

Même force d'évocation mais dans le domaine imaginaire qui plaît tant à l'enfance, 10/18 publie Stevenson. Tout le monde a lu l'Ile au trésor, eh bien continuez à faire galoper vos pensées au-delà des flots bleus de l'océan de vos vacances. Lisez Les aventures de David Balfour (2 tomes). Jeune orphelin, comme dans tous les mélodrames, c'est-àdire libre de toute attache, comme nous rêvons de l'être, David part à l'aventure. Menacé de mort, sequestré par des pirates, pourchassé par une armée, errant dans l'Ecosse du XVIII° siècle, David trouve l'amitié et... la fortune. Le roman d'aventure

Gustave Le Rouge



tourne en roman de mœurs. Il refuse son rôle social... Liberté, fantastique, on les trouve aussi à toutes les pages du Cas étrange du Dr Jekyll et Mr Hyde: mystères, l'étrange entre les personnalités et dans les consciences. A lire un jour de pleine lune...

Puisque l'imagination a pris le pouvoir dans cette colonne, parlons du Mystérieux Dr Cornelius, cinq volumes à vous couper le souffle de Gustave Le Rouge qui, selon Blaise Cendrars, était l'écrivain dont les images et les inventions avaient la plus grande force poétique. Comme Fantômas, le Dr Cornelius fourmille en rebondissements. Lettres empoisonnées, marais pestilentiels, fous, acrobates, un homme-chat qui se balade, vous vous laissez emporter dans un domaine très bizarre. Le Rouge est un explorateur des cellules grises qui rejoint les vagabondages, les jeux des consciences enfantines, des comptines anciennes une souris verte, qui courait dans l'herbe... »

Rancière (qui anime la revue Les Révoltes logiques), fait tout un travail



de compilation. Ce qu'il cherche c'est la parole d'en bas. Ras-le-boldu discours des philosophes. Que disaient les ouvriers en 1830? Y-avait-il des grèves sauvages? Quelles étaient leurs revendications? C'est ce qu'il recueille dans un précieux travail d'historien. Des matériaux tout neufs: La Parole ouvrière, 1830-1851.

La parole d'en bas c'est le contrôle populaire contre l'avant-gardisme politique. Ça repose le problème de la bureaucratie. Argument, un recueil de textes sur ce problème, aborde (avec Edgar Morin, Pierre Naville, Lefort) toute une problématique que ces anciens du Parti communiste ou de Socialisme et Barbarie connaissent bien pour l'avoir vécue, combattue.

livre de poche

Là aussi il y a pas mal de livres à se mettre sous la dent en évitant les marécages de la production sentimentalo-lamentablo-réactionnaire. L'évasion d'accord, mais si ça fait fonctionner nos petites cellules grises. Dans le genre policier, signalons Leslie Chasteris : Le Saint à Miami, Mickey Spillane : Le Nou-veau Caïd, John Le Carré : La Taupe. Des policiers classiques avec le héros galant et phallocrate de service. De l'aventure pour les mêmes en veux-tu, en voilà. Gaston Leroux trouve une machine à assassiner avec la Poupée sanglante. De Zevaco, l'auteur de cape et d'épée de Pardaillan, il y a Don Juan. Léo Mallet quant à lui poursuit son voyage à travers les Mystères de Paris. Il connaît bien les verrues et les grains de beauté de la capitale. Cette fois c'est dans le deuxième arrondissement que se déroule l'énigme Des kilomètres de linceul. De l'humour mais plutôt noir, c'est les Gros Chiens de Chaval. Plutôt noir... Chaval s'est suicidé. Si vous voulez vous fendre la pêche, il y a deux rigolos qui ont publié leurs mémoires. L'Ardeur du malheureux Chaban-Delmas qui vise à justifier son image d'homme social de la nouvelle société. Ça vaut le coup de le lire tellement il est à côté de ses pompes. On y voit comment vivent ces ministres qui nous gouvernent. Un autre mi-nistre au rebut, c'est Jobert le jobard qui ose publier des Mémoires d'Avenir. Alors qu'il n'en a aucun! C'est un bon exemple des petits rejetons du gaullisme auquel le PC, comme le PS, font la cour. Du côté du centre humaniste un peu de droite, un peu progressiste, il y a les deux bouquins de Jules Roy, Les Chevaux du Soleil, cycle historique qui commence en 1830 sur la vie et la guerre algérienne. Roy est un fils d'instituteur, exemple typique (on pense au Rouge et le Noir de Sten-



dhal) de l'accession de la petite bourgeoisie par le métier des armes. Pour les mômes, toujours Jack London avec Croc-Blanc, histoire d'un chien, de la liberté, décor sauvage, et critique de la civilisation. Dans le domaine de l'amour pleureur et des regrets éternels, vous pouvez lire le rétro-sophistico livre 1930 de Zelda Fitzerald: Accordez-moi cette valse. De Alain Jaubert, un journaliste scientifique dont l'enquête très documentée remonte les filières et les compromissions politiques des trafics: D... comme Drogue. Du sexe avec le divin Marquis. Aline et Val-cour de Sade, un roman baroque où vous verrez que le libertinage, critique des mœurs bourgeoises, a été l'une des bases idéologiques du bouillonnement de la Révolution française.

M. ACIDANT

pub-

la politique du corps mai-juin 1976

corps, sport et politique collectif « quel corps ? » : 1976, année olympique . Michel Field: corps et pouvoir; Franco, du pardo au frigo . travail = souffrance? les conditions de travail : un problème politique, un entretien avec Alain Wisner ... Antoine de Gaudemar : usine, corps, médecine du travail .. corps de femmes Martine de Gaudemar : corps de femmes, puissance brisée, disciplinée Evelyne Le Garrec : prostitution et féminisme souffrance et pouvoir méxxx: pourquoi cette soufCCP 30.316.70 La Source

Politique Aujourd'hui - 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris

l'autre, le drogué, l'immigré

La production théorique récente s'attache à l'analyse du pouvoir au niveau du quotidien. La théorie marxiste s'est surtout attachée (manque de temps de Marx!) à étudier ses fondements économiques. Mais le matérialisme dialectique n'est pas un économisme, et les concepts d'aliénation et de fétichisme sont centraux chez Marx. Depuis les expériences des pays de l'Est, on sait que la prise de pouvoir, les nationalisations, le changement dans le domaine économique ne suffisent pas. En effet, ce que nous recherchons dans le combat autogestionnaire c'est la naissance de rapports nouveaux, « l'homme nouveau » dont parlait Marx. Concrètement, au niveau des luttes cela veut dire que le combat des femmes, des homosexuels, les luttes anti-hiérarchiques sont aussi importantes que celles qui portent sur l'entreprise, le système mar-

En France, Michel Foucault avec l'Histoire de la folie, l'Histoire du discours, Surveiller et Punir a clairement démontré que la société autoritaire exerce son contrôle par de multiples moyens. Qui s'agenouille à l'église ou chez lui devant une image obéira au roi ou au patron. Ce que débusque Foucault, c'est tout un système de contraintes qui s'appliquent à la vie quotidienne : la politesse, l'usage, les rites de la prière, les rangs à l'école, le salut à l'armée, la pointeuse à l'usine, le mépris de la sorcière. Voilà autant de signes et de moyens qui visent à réglementer, régimenter la vie personnelle de chacun.

dépénaliser « l'autre »

Ainsi les idées qui courent, les pré-jugés envers les déviants (le fou, la putain, le drogué, le paresseux) sont autant de procédés pour faire régner l'ordre. Quand on n'ose pas être en dehors de la norme, quand on res-pecte la morale publique et la loi, on est une « honnête femme » ou un « bon citoyen ». Le tour est joué. Le gendarme est dans nos têtes. Ainsi en est-il de l'attitude envers les dro-gués. L'opprobe sociale, très populaire, s'abat sur eux. Pour la loi bourgeoise, comme pour les ouvriers et les paysans, un drogué est un dé-viant, un malade, sûrement un cri-minel en puissance. Pourtant tout le monde fume du tabac. Qui ne boit du vin? Qui ne se soigne pas? Les tranquillisants, les antibiotiques agissent aussi sur le corps. Ce sont des drogues. Oui, mais des drogues prescrites par les médecins, *légali-*sées. Dans le combat pour démolir ces idées reçues s'inscrit l'œuvre de Thomas Szasz. Après Fabriquer la folie paraît également chez Payot,Le Rituel de la drogue. Szasz est un psychanaliste améri-

cain qui critique les mécanismes de

contrôle institutionnels. La santé, la justice, l'asile et la psychiatrie sont démontés par lui comme des techniques de contrôle de l'individu, techniques utilisées au nom de la science et pour le pouvoir d'Etat, comme l'Inquisition au Moyen Age persécutait les sorcières, les vagabonds, les mystiques au nom de la religion pour le pouvoir de l'Eglise. Regardez l'Histoire : Galilée, Coper-

nic, combien de savants ont été torturés, persécutés. Exemples qui nous parviennent, mais silence sur la répression ordinaire, celle qui donnait le pouvoir dans le village de montrer du doigt, de chasser ceux qui n'étaient pas comme les autres. L'Autre, c'est une forme de racisme.

le manifeste du 18 joint

L'attitude envers la drogue est révélatrice. Récemment Libération a publié le « manifeste du 18 joint » pour légaliser la consommation et la possession de marijuana, dépénaliser l'usage de drogues douces ; il en va de la liberté de chacun de jouir comme il l'entend. La marijuana est un plaisir reconnu par ceux qui fument. Nos corps nous appartiennent ; ce n'est pas à l'Etat de légifé-

Dans son ouvrage, Szasz démontre comment la société trouve des boucs émissaires, véritable sacrifice moderne qu'on jette en pâture à l'opinion publique, mystification dramatisée qui sert à faire accepter la réalité de l'oppression. Les notions de Juif, de fou, de drogué, sont aussi arbitraires que celles de Bien et Mal. Il faut se demander ce que cela cache, à qui cela profite. La raison d'Etat classe arbitrairement la drogue, rejetant ainsi des communautés qui en usent traditionnellement (Noirs, Orientaux etc.). L'interdiction internationale, sous la pression US. de la culture de l'opium ou du cannabis n'est qu'une nouvelle méthode impérialiste, l'ingérence américano-centriste d'une culture occidentale dans un autre mode de vie. Celle-ci a ses propres valeurs. C'est d'abord à elle de décider. « Dans le cas de la santé, il faudrait donc garantir la tolérance... C'està-dire l'exercice d'un contrôle non pas sur le croyant mais sur ceux qui auraient tendance à régenter les croyances individuelles, ceux qui possèdent un droit de contrôle (po-lice, justice, morale, NDLR) sur la façon dont l'utilisateur prend des drogues... Nous devons donc apprendre à pratiquer et à démontrer un réel respect pour le concept santé-vie, afin qu'il apparaisse clairement que les hommes et les femmes qui ont la possibilité de fabriquer la vie et de la détruire, n'ont pas de devoir plus élevé que d'en prendre soin. Comment y arriver ? Peut-être tout simplement en réexaminant et en renonçant à cette conviction têtue (qui motive le comportement de tout un chacun) que l'amour de l'autre justifie la contrainte, et la contrainte est la preuve capitale de cet amour du genre humain. »

Thomas Szasz. Le Rituel de la drogue, Fabriquer la folie. Editions Payot.

que brûlent les châteaux

que brûlent les châteaux (*)

« Retrouver des gens qui ont suffisamment souffert pour être des hommes véritables et non des tas d'écus apeurés ». Voilà ce que répond Laurent, le « héros » de ce livre à Etienne Marcel avant d'aller rejoindre les « jacques » qui, pendant quelques semaines, vont se révolter, brûler des dizaines de châteaux et tuer des centaines de chevaliers. Ces paysans ont connu la misère noire, la peste, les conséquences effroyables de la guerre contre les Anglais.

Tableau, fresque historique de la plus grande, de la plus tragique manifestation de haine de classe du Moyen Age, tel est ce livre. L'année 1354 est décrite : un roi Jean « Le Bon » est prisonnier des Anglais après sa défaite à Poitiers. Nos livres d'école nous parlaient d'un roi héroïque, d'un gentil paysan (le grand Ferré) qui se battait avec sa hache contre de méchants Anglais. Luc Willette rétablit l'histoire : des bourgeois, riches marchands, Etienne Marcel à leur tête, réclament la libre circulation des marchandises et des droits. Des paysans affamés, aidés par un ex-chevalier de Malte, un excroisé, se révoltent dans le Beauvai-

sis. La jacquerie et la révolte bourgeoise ne se joindront pas à eux pour abattre la royauté. Nos livres d'histoire oublient souvent ces événements pour nous parler des voix qu'entendait Jeanne d'Arc. Un roman vient là, nous rappeler à la réalité sociale. Luc Willette, comme dans son autre livre : « Et la montagne refleurira » le fait avec talent. A lire pendant vos vacances. Rappelons aussi d'autres livres sur les révoltes paysannes au Moyen Age : La Jacquerie de M. Dommanget ; Le peuple français : Dossier « Les paysans »; Soulèvements populaires au Moyen Age de G. Fourquier.

« dis, tu préfères les filles ou les garçons ? »

Ce petit livre d'images (*) d'un humour des plus véridique expose surtout une première confronta-tion : découverte de la différence sexuelle, première approche du plaisir, revendication spontanée par-delà l'appartenance sexuelle d'une autonomie psychologique et existentielle qui, à la fois, dépasse et reproduit encore les valeurs et modèles parentaux et sociaux.

A faire déguster aux enfants, aux puritains des deux sexes, aux pédagogues, psychologues, sexologues, aux antiféministes, aux féministes bornées, anti-mâles.



Merci Agnès Rosenstiehl pour cette œuvre de salubrité par le rire

(*) « Willette (Luc), « Que brûlent les châteaux ». Paris, Denoël, 1976, 287 p., 39 F

(*) Agnès Rosenstiehl, « Les Filles », På ris, édit. des Femmes, 1976, 48 p., 12 f.

les exclus de l'intérieur

un banquet pour les vieux?

Georges Fournier, trésorier du syndicat CGT des retraités de l' Union locale d'Arras et militant du PSU depuis sa fondation, nous adresse, suite à l'article paru dans TS N° 706 sous le titre « les Vieux, ça peut encore servir », les réflexions amères sur les problèmes de la mort lente et silencieuse, du paternalisme outrancier à l'égard de gens du « 3° âge ».

Dénonçant la politique d'abandon des vieux travailleurs, il stigmatisait déjà en 1968, dans le journal du PSU « Le Pavé », les ghettos pour vieux que sont les « maisons de retraites » dont les « séjours » varient de 800 à 900 francs par mois, alors que les pensions commencent à 270 F. Aujourd'hui encore, à travers ce même organe, il réclame la reconnaissance du vieux travailleur comme citoyen à part entière, et le bénéfice de droits réels et non de « petits dons humanitaires ».

Enfin, nous avons un président, un président pas comme les autres : déjà, pendant la campagne électorale, je m'étais rendu compte à la télé que nous étions en présence d'un grand magicien, ayant le don de jongler avec les chiffres, de les escamoter selon les circonstances, de tricher avec des adversaires trop embêtants par leurs questions. Il nous a sorti l'épouvantail de la peur, le danger communiste; mais le clou du spectacle fut certainement celui concernant les personnes âgées. Il fallait le voir, chaque soir, s'api-toyant sur la misère, sur la détresse, sur le sort désespéré des plus défavorisés, promettant que s'il était président de la République, il ferait adopter par son gouvernement, dans les délais les plus courts, le réajustement de la pension de 20 F par jour. Seulement, voilà, la promesse est échelonnée sur la première année de son mandat. Et comme son mandat est à cheval sur 2 ans, on a coupé la poire en deux. On vous en a donné une partie que vous avez tou-chée à la fin du 3° trimestre 74, l'autre partie, vous l'aurez fin juillet 75. C'est là que l'on découvre toute la ruse du magicien. Il vous a donné beaucoup d'illusions. Par contre, il a obtenu, en échange, votre bulletin de vote. Comment peut-on exploiter la détresse et la misère des personnes âgées à des fins politiques ?

Car s'il est élu aujourd'hui, il le doit, en grande partie, à ces pauvres gens qu'il a trompés et pour lesquels il manifeste un total mépris.

Nous, retraités, nous nous élevons contre cette surenchère électorale. Nous ne sommes pas du bétail, nous ne sommes pas 'des mendiants, nous ne demandons pas l'aumône. Nous sommes des hommes et tenons à notre dignité et au respect de la personne.

Nous réclamons des retraites décentes pour tous, permettant à chacun de vivre une vieillesse heureuse, à l'abri du besoin et sans avoir recours aux marchands de soupe et d'illusions.

Amis retraités, on cherche à vous faire croire que, par suite de votre mise à la retraite, vous êtes devenus improductifs, que vous êtes à la charge des collectivités, que vous n'êtes plus aptes à vous occuper de la vie sociale et politique. On a créé à votre intention, un peu partout en France, des associations, des clubs du 3e âge de façon à vous détourner de vos vrais problèmes en offrant jeux, voyages, goûters. Ce n'est pas par des parties de cartes que vous arriverez à résoudre vos difficultés. C'est en luttant contre le paternalisme outrancier qui cherche à vous enlever tous les moyens d'informations, de réflexions, de contesta-tions, afin que vous deveniez les instruments dociles de leur politique.

A vous de réfléchir et de lutter pour l'amélioration de vos conditions de vie. Prenez donc vos problèmes en main. Ils sont nombreux : — sur le plan social, sur la fiscalité, le logement, les transports, sur les maisons de retraite, sur la hiérarchie des retraites, encore plus scandaleuse que celle des salaires...

— autant de problèmes que vous avez à résoudre... Comment ?

En intervenant dans vos associations, dans les maisons de retraites, dans les assemblées, auprès de vos élus. A vous de prendre vos responsabilités et de lutter pour une vieillesse heureuse dans une société plus juste et plus fraternelle.

A Monsieur le Président...

Pendant votre campagne électorale, vous avez mis l'accent sur les difficultés rencontrées par les personnes âgées les plus défavorisées pour survivre. Il serait grand temps d'y penser autrement que par des promesses à long terme dont ils ne verront jamais la réalisation. Vous venez de prendre des mesures d'augmentation de la taxe sur la télé; c'est-à-dire que les retraités à faible revenu et ne payant pas d'impôt sur les revenus seront redevables de la même façon que les Boussac, Daussault et Cie. La voilà bien votre justice sociale! Justement,

parlons-en de votre justice sociale... Exemple, un ouvrier ayant pris sa retraite le 1er janvier 74 et ayant une retraite à la limite de l'impôt se verra imposable quelques années plus tard par suite des revalorisations de sa retraite, alors que pour lui sa situation se dégrade chaque année et que son pouvoir d'achat diminue malgré les revalorisations. En 1974, 14 % de revalorisation et nous sommes arrivés à la fin de l'année avec une augmentation de 18 % des prix.

Votre augmentation se traduit pour nous par une diminution de de notre pouvoir d'achat, et comme le plafond des impositions ne change pas, un nombre important de retraités rentre chaque année dans le cercle des personnes imposables. La voilà votre justice fiscale : faire payer les pauvres pour prêter aux riches.

Nous, retraités, nous payons déjà plus d'impôts qu'un ouvrier en activité car nous n'avons plus droit à l'abattement de 10 % pour frais professionnels; par contre nous avons plus de frais pharmaceutiques et nous voyons le médecin plus souvent par suite de maladies chroniques. Et nous sommes parfois dans l'obligation d'attendre des semaines pour toucher nos prestations à la Sécurité sociale. Ce retard met en difficultés un grand nombre de retraités. Le gouvernement devrait intervenir pour accorder le ticket modérateur afin d'éviter à un grand nombre de personnes déjà handicapées toutes ces démarches administratives et toutes ces attentes parfois très pénibles.

Tous ces déplacements occasionnent des frais de transport, et là aussi le gouvernement devrait intervenir auprès des municipalités des grands centres urbains pour accorder la gratuité des transports à toutes les personnes âgées ne payant pas d'impôts sur les revenus. Certes, il y a des maisons de retraite mais le prix est trop élevé pour les revenus très modestes. Pour une personne seule 1 200 F par mois, 2 400 F pour

un couple. Il y a encore, en ce moment, des ouvriers ne gagnant pas cette somme par mois. Donc, vous reconnaissez que, pour une personne seule, il faut un minimum de 1 200 F par mois pour vivre.

Alors, qu'attendez-vous, Monsieur le Président, pour accorder le minimum retraite à 1 200 F! C'est impossible, vous allez me dire.

Mais, réfléchissez, Monsieur le Président... 40 F par jour n'est même pas suffisant pour acheter un kilo de viande comme celle que vous mangez. Je suis sûr, vous qui avez mani-festé tant de bienveillance et d'affection au 3º âge, que vous seriez scandalisé de savoir que des personnes âgées ne mangent que des bas morceaux et aussi des abats. Demandez à votre ministre de l'Intérieur combien coûte l'entretien d'un chien policier dans la gendarmerie afin de faire la comparaison avec ce que touche un économiquement faible. Toutes ces personnes ont cru en vos déclarations électorales. Elles ont espéré des conditions de vie meilleures. Qu'elles ne se fassent pas d'illusions, les élections sont terminées, les promesses aussi.

Retraités, attendrez-vous les prochaines élections et d'être l'enjeu des enchères électorales? Les maigres avantages que vous avez obtenus sont déjà dépassés. Les prix augmentent de jour en jour sur les produits de première nécessité: alimentation, loyer, chauffage, gaz, électricité, transport, télé, timbres et j'en passe...

Pour combattre cette inflation, le gouvernement prendra des dispositions d'austérité et de sacrifices. Mais c'est encore vous qui en ferez les frais.

Retraités, réagissez... ne vous laissez plus tromper, prenez conscience de votre force et de la classe que vous représentez...

A vous de prendre vos responsabilités...

Apportez votre concours à ceux qui luttent pour une société meilleure et plus fraternelle.



MJC pas mortes...

Il suffit de lire le calendrier politique de certaines villes pour découvrir l'importance que peut revêtir une MJC. Maison pour tous, une MJC peut être un lieu de rencontre, d'échange, véritable poumon au sein des quartiers « HLMisés » ; avec une union locale syndicale, c'est souvent le lieu où se rencontre « ce qui bouge, ce qui réfléchit ». Il faut comprendre que dans bien des villes où le cinéma de service passe westerns et films pornos, la MJC permet un réel regroupement de ceux qui n'acceptent pas la « France de Guy Lux ». Le pouvoir a fort bien compris cela et depuis plusieurs années, il fait tout pour museler, anéantir les MJC. Pour réussir, il y a deux moyens : l'argent, car sans crédit aucune association ne peut survivre longtemps, et l'encerclement politique, la fermeture pure et simple de maisons récalcitrantes. Il faut dire que, face au pouvoir, les MJC ne sont guère coordonnées entre elles. Il existe une Fédération française des MJC. Le texte qui suit conteste cette Fédération et son inefficacité, et appelle à une rencontre de tous ceux qui, ici ou là, se démènent pour que la culture ne reste pas le privilège de quelques-uns, pour que les travailleurs puissent progressivement réinventer, créer leur propre culture.

Il y a un peu plus d'un an (les 17 et 18 mai 1975), se tenaient à Metz, les états généraux du 30e anniversaire de la Fédération française des Maisons des Jeunes et de la Culture. Le conseil d'administration national et l'ensemble de l'institution attendaient beaucoup de ce grand rassemblement : la déception fut quasiment générale! Ces états généraux auront tout de même permis de mettre en évidence quelques points importants:

L'incapacité de la direction nationale à mettre sur pied une véritable riposte aux attaques du pouvoir contre les associations d'éducation populaire en général, et contre les MJC en particulier : 30 ans de pratiques salonardes, de « dialogue » avec le pouvoir n'ont guère aiguisé la combativité et le dynamisme des représentants nationaux de la FFMJC !

l'auberge espagnole

L'incapacité de la même direction nationale à impulser l'élaboration d'un véritable projet pédagogique et politique des MJC. Le texte préparatoire au congrès (le texte le plus important depuis 30 ans, soi-disant ! La solution à tous nos maux !) avait, malgré des éléments positifs, une singulière allure d'auberge espagnole, de fourre-tout idéologique, où beaucoup de choses et leur contraire cohabitaient dans un flou qui n'avait qu'un mérite : celui de ne faire de peine à personne, et un gros défaut : celui de noyer le poisson, de brouiller les cartes. Si bien qu'à la fin de ces Etats généraux, on en était toujours au même point, sinon que s'était affirmée, dans les débats en commissions d'abord, puis, avec beaucoup de difficultés de la part de la direction nationale, en assemblée plénière :

L'existence, à l'intérieur de la Fédération, d'un courant plus radical. Ce courant, peu représenté dans l'appareil (sauf peut-être en ce qui concerne les fédérations de Champagne et de la Région parisienne), regroupant aussi bien des adhérents que des permanents (surtout CFDT), apparaît par les questions qu'il pose, par les critiques qu'il adresse à la direction nationale, par la pratique en rupture qu'il veut promouvoir dans les MJC, comme porteur des aspirations qui traversent actuellement la gauche révolutionnaire et autogestionnaire française.

un choix stratégique

Approfondissons cela. Il faut, dans l'analyse de l'immobilisme de la FFMJC, tenir compte de deux facteurs importants; d'une part, l'existence d'un grand nombre « d'apolitiques » ou si l'on préfère d'une droite « molle », amorphe (la droite dure, militante ayant créé, après une rupture en 1969, sa propre Fédération de MJC) qui constitue un poids mort dans la FFMJC; d'autre part, il faut considérer la forte implantation du PCF dans l'ensemble de la Fédération française (au niveau du CA national: président P. Jargot, sénateur communiste de l'Isère; au niveau des Fédérations régionales et départementales, au niveau des MJC et dans le personnel). Cette forte re-présentation du PCF n'est pas sans influence sur la politique de la Fédération. Plutôt que d'incapacité de la direction, ne faut-il pas voir dans toutes les carences de l'institution le résultat d'une certaine conception du pouvoir et de l'organisation, le fruit d'un choix stratégique ? Pas de projet clair, précis : pour ne pas se dévoiler ; pas d'actions, de ripostes « dures »: parce qu'on s'inscrit dans une stratégie, à court et à moyen terme, de type électoraliste...

A court terme : freiner, au besoin s'opposer en les désavouant, tous les mouvements de la base (les MJC

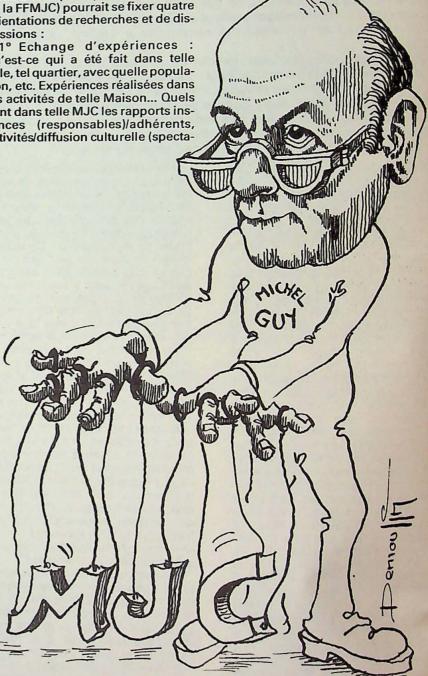
« en lutte » de la Région parisienne sont appelées par la direction nationale : MJC « en difficultés » ! Deux langages, deux visions des choses! Il s'agit de n'effrayer personne, d'apparaître comme des gens responsables, des interlocuteurs sé-rieux, de faire figure, dans le domaine de la culture comme dans les autres domaines, de solution de re-change. Résultat de cette politique : de nombreuses MJC disparaissent, victimes du pouvoir actuel, sans que rien, ou presque, n'ait été entrepris pour les sauver.

Un tel rassemblement (de l'opposition à cette politique de la direction de la FFMJC) pourrait se fixer quatre orientations de recherches et de dis-

1° Echange d'expériences : qu'est-ce qui a été fait dans telle ville, tel quartier, avec quelle population, etc. Expériences réalisées dans les activités de telle Maison... Quels sont dans telle MJC les rapports instances (responsables)/adhérents, activités/diffusion culturelle (specta

moyens d'action pour faire échec à la politique du pouvoir à l'égard des MJC et des Associations d'éducation populaire.

Cette proposition est une initiative de membres minoritaires de la MJC — Centre culturel de Châtellerault (86) ; l'idée d'un tel rassemblement à séduit ceux que nous avons ren-contré l'an dernier à Metz, cette année lors de l'Assemblée générale de notre Fédération régionale Poitou-Charentes. Pratiquement, comment faire? Nous suggérons à tous ceux que cette idée intéresse d'écrre ra-



cles, débats...), MJC/population, etc.

2º Mise en place d'un réseau inter-MJC permettant de faire circuler des films, des spectacles, des débats, des expositions, etc.

3° Reflexion pour un projet pédagogique et politique des MJC qui pourrait servir de base d'intervention lors du prochain rassemblement national, mais aussi au niveau des Fédérations régionales et dépar-tementales et dans les Maisons.

4º Propositions de véritables

pidement à : Alain Loguillard, 7, rue Emile-Georget, 86100 Chatellerault ou à Philippe Soufflet, 60, bd d'Es-trées 26100 trées, 86100 Châtellerault, en proposant un lieu de rencontre, des dates possibles, des idées pour l'organisation pratique (hébergement, nourriture...), etc. Prière de joindre un timbre pour la réponse. Si nous recueillons suffisamment d'échos favorables à notre proposition, ce rassemblement aura lieu!

> Alain LOGUILLARD Philippe SOUFFLET

victoire à la Pyrrhus

A l'issue de la conférence de Berlin-Est : Division aggravée du mouvement communiste européen.

Après un an et demi de tergiversations et d'âpres controverses, la conférence des 29 partis communistes européens s'est tenue à Berlin-Est les 29 et 30 juin 1976. Cette rencontre des partis au pouvoir en Europe de l'Est et des partis d'opposition en Europe de l'Ouest a marqué la distance accrue entre les partis occidentaux, en pleine évolution politique et doctrinale, et les partis dominant à l'Est, figés dans leur conservatisme et leur immobilité.

Elle devait, selon le projet initial du PC est-allemand, élaborer une stratégie commune. Ce projet a été battu en brèche par la Ligue yougoslave et le PC italien, rejoints par le PC français qui, à la surprise géné-rale, est passé des positions prosoviétiques quasi inconditionnelles à la critique publique de certains aspects du régime en URSS.

Peu à peu, un front uni s'est formé entre les principaux partis communistes occidentaux, notamment espagnol, italien et français, et deux partis au pouvoir, yougoslave et roumain. Les réserves des uns ont été confortées par les inquiétudes des autres. D'où la difficulté de rédiger une déclaration commune et le nombre d'obstacles qu'il a fallu surmonter pour y parvenir.

La déclaration n'a aucun caractère contraignant, elle n'engage pas les partis à des actions communes. Elle se limite à conseiller aux différents partis d'élaborer une politique qui permettrait de faire converger leurs actions

Quant au contenu, on est frappé par sa largeur de vue, par son aspiration à intégrer les partis communistes dans un vaste processus d'unification des forces démocratiques et progressistes. Jamais le rôle dirigeant du parti communiste et de la classe ouvrière n'a été mis en avant.

Bien au contraire, c'est sur le même plan qu'ont été mis les « pays socialistes », les « pays non ali-gnés », ainsi que la classe ouvrière et « d'autres larges forces sociales et politiques » des pays capitalistes, dans leur lutte pour la paix, la détente et la coopération internationale.

le droit à la différence admis

Les tabous sur lesquels reposait la spécificité du mouvement communiste mondial sont tombés les uns après les autres. Le rôle dirigeant du parti est abandonné, du moins dans la déclaration. Chaque fois qu'on parle de ce parti, on ajoute, en les mettant sur un pied d'égalité, d'autres forces politiques et sociales, en particulier les partis socialistes et social-démocrates.

L'activité indépendante des syndicats est explicitement reconnue et leur aspiration à l'unité, encouragée. Si on est loin de la courroie de transmission des partis communistes, la subordination des syndicats demeure, dans les pays de l'Est. Mais elle est de fait, et non plus de

Les autres organisations de masse, démocratiques, pacifiques, anti-fascistes, anti-impérialistes, progressistes, sont considérées comme des interlocuteurs valables, à part entière. On ne demande pas d'être d'accord avec les communistes. On admet leur droit à la différence, voire à la critique. On se borne à leur demander de ne pas participer à des campagnes contre «les partis communistes, les pays socialistes à commencer par l'Union soviétique, contre les forces du socialisme et du progrès »

Il n'est plus question de la défense inconditionnelle de l'URSS. La lutte contre l'anticommunisme remplace lutte contre l'antisoviétisme. Celui-ci « est du reste l'instrument dont se servent les impérialistes et les réactionnaires non seulement contre les communistes mais aussi contre d'autres démocrates ». Avec le rôle dirigeant du parti disparaît du texte la dictature du prolétariat. L'accent est mis sur l'alliance dans la lutte contre l'impérialisme et pour les transformations démocratiques,

de tous les travailleurs quelles que soient leurs convictions politiques ou religieuses.

Les mises en garde contre la social-démocratisation des communistes occidentaux, si fréquentes dans la presse de Moscou, celle no-tamment de Souslov, pape de l'orthodoxie, n'ont servi à rien et n'ont trouvé aucun écho à la conférence. Pour obtenir sa réunion, il a bien fallu à Breinev et à son entourage s'incliner devant l'inévitable.

Rome n'est plus dans Rome!

C'est avec beaucoup de franchise et un peu d'agressivité que Santiago Carillo, secrétaire général du PC espagnol a déclaré que « Rome n'est plus dans Rome », ajoutant que, devenus adultes, les partis communistes fixeront librement leur doctrine et leur politique. Enrico Berlinguer a proclamé à son tour qu'il « ne peut pas y avoir un parti guide ni un état guide », qu'il faut « abandonner des méthodes périmées » et que les modèles de « société socialiste existant en Europe de l'Est ne répondent pas aux conditions et orientations des masses populaires des pays occidentaux ».

A son tour, Georges Marchais a affirmé que « le socialisme est inséparable de la liberté » et que, vu les médiocres résultats de cette conférence, il n'envisageait pas de la renouveler. Certes, des rencontres plus restreintes et réservées à des sujets précis restent probables, mais une conférence mondiale visant à isoler les Chinois paraît désormais impossible dans un avenir prévisi-

Au lieu de resserrer les liens entre les partis communistes, c'est à s'intégrer dans un vaste mouvement populaire, en gommant autant que possible leur spécificité, qu'aspi-raient les euro-communistes qui avouaient sans gêne ni vergogne qu'ils maintiendraient leurs pays dans le pacte atlantique, dans l'hypothèse de leur participation au gouvernement. « L'internationa-lisme prolétarien », cette formule lithurgique recouvrant la solidarité inconditionnelle avec l'URSS a été, lui aussi, rayé du vocabulaire. « La solidarité internationaliste », dans le respect absolu de l'indépendance et de la souveraineté de chaque parti, y a été substituée. On a essayé à Moscou de remplacer le vocable ancien par celui de « l'internationalisme socialiste ». Il a été aussitôt rejeté par les communistes occidentaux comme une tentative de théoriser la domination soviétique en Europe de

Brejnev a eu « sa » conférence de Berlin-Est, comme il a eu « sa » conférence d'Helsinki. La seconde complète la première. Elle n'en dépasse pas les limites.

L'URSS a obtenu à Berlin-Est l'adhésion des partis communistes occidentaux à ses objectifs stratégiques, tels que l'évacuation des forces étrangères stationnées en Europe, la dénucléairisation de l'Europe centrale, l'arrêt des expériences atomiques, la réduction des armements, etc.

une division aggravée

Toutefois, la rédaction du document, tout en donnant satisfaction à Brejnev, laisse ouverte la perspec-tive d'une évacuation de toutes les forces étrangères stationnées sur le territoire d'autres Etats. Dans l'immédiat sont visées les troupes américaines en Allemagne fédérale, de-main peuvent être concernées les unités soviétiques en Allemagne occidentale, en Pologne et en Tché-

La même ambiguïté existe à propos de la neutralisation de la Méditerranée. Elle touche dans l'immédiat la VIe flotte des Etats-Unis; elle peut concerner demain la présence des unités de la marine militaire soviétique.

Malgré toutes les tentatives de camouflage, la division s'est encore aggravée au sein du mouvement mondial. Il est vrai que les partis occidentaux évoluent vers le néoréformisme. Une telle évolution semble nécessaire pour qu'ils s'affranchissent de la tutelle soviétique. Après le schisme chinois qui menace l'influence de l'URSS dans le tiers-monde, le schisme ouesteuropéen risque de la couper des pays capitalistes développés. Les partis communistes occiden-

taux ont répudié le modèle soviétique. Ils n'ont pas hésité à critiquer l'absence de démocratie en URSS et dans les pays satellites. S'ils ont passé sous silence la révolte des ouvriers polonais contre la hausse des prix et le recul de Gierek à la veille de la conférence, ils se sont contenté de lever la lourde hypothèque soviéti-

Ils seront amenés demain à aborder le problème crucial du caractère des régimes en Europe de l'Est, des rapports de classe qui y existent, des contradictions qui s'y font jour, des solutions qui s'y imposent.

Brejnev: « ce qu'il nous faut c'est du muscle ».



Victor FAY ■

les armes de la critique

ma vie pour des colifichets

Etre ouvrier dans un pays de l'Est par-delà les proclamations officielles

Nous avons, nous Occidentaux, le triste privilège de pouvoir lire ce livre! Triste, parce qu'il n'est partagé que d'une vingtaine d'intellectuels hongrois. Pourtant, ce chiffre parut suffisamment élevé aux dirigeants de ce pays pour intenter un procès à l'auteur en l'accusant d'avoir tapé en neuf exemplaires et d'avoir ainsi voulu diffuser illégalement « ce pamphlet calomniateur qui incite à la subversion et provoque la haine contre l'Etat » (et cela, bien que ce livre fût commandité par une maison d'édition, puis accepté à la publication par une revue sociologique).

Salaire aux pièces est subversif. Haraszti, poète et sociologue, embauché dans une usine de machines agricoles, s'efforce de vivre, physiquement et psychologiquement, la condition de fraiseur. Gageure presque dans la mesure où, dans le même temps, il s'efforce de conserver sa « tête de sociologue ». Son livre ? Décrire avec une minutie extrême le moindre de ses gestes quotidiens, les pièces à fabriquer, les rapports avec ses collègues, ses contremaîtres, le régleur, le contrô-leur. Au fil du quotidien, l'exploitation du salarié aux pièces se démasque, monstrueuse. Pour l'auteur, pour nous-mêmes. Non pour les au-

tres ouvriers de l'atelier.

Le procès de Miklos Haraszti eut lieu l'hiver 1973. C'est la première fois depuis 56 que l'intelligentsia contestataire hongroise prit ouvertement position. Plusieurs écrivains, cinéastes et sociologues de renom ont soutenu Haraszti, par solidarité, mais aussi parce que son procès avait pour enjeu cette étroite marge de critique concédée aux artistes et aux chercheurs. Haraszti n'est condamné, le 11 janvier 1974, qu'à huit mois de prison avec sursis. Mais une répression ouverte s'abat sur ses défenseurs. Le sociologue Istvén Szelényi et le poète Tamas Szentjoby sont contraints à l'émigration, l'écrivain György Konrād ne peut plus publier qu'à l'étranger (ses deux romans traduits en français, "Le Visiteur » et « Les Fondateurs » ont paru aux éditions du Seuil).

Et l'intérêt primordial du livre de

Haraszti c'est que justement il nous fait comprendre pourquoi les rouages de leur propre exploitation restent insondables aux ouvriers hongrois.

au péril de son intégrité

Le premier écran qui masque l'exploitation est dans la nature même du travail salarial au rendement. D'invention et d'essence typiquement capitalistes, il a été vite adopté par les nouveaux maîtres des usines hongroises. S'il ne trompe plus l'ouvrier français, il donne encore l'illusion à l'ouvrier hongrois qu'il y a un rapport contrôlable entre son salaire et son rendement, « qu'il a la possibilité en se dépassant à chaque instant d'arracher un petit peu plus d'argent que ce qu'on lui doit. »

Haraszti lui-même trouvait au début ce système sévère mais juste. Puis il se plonge dans ses « comptes d'apothicaire » (quel salarié aux pièces aurait le temps d'en faire pareil ?) et trouve le résultat suivant : Même s'il fournit un travail ininterrompu pendant 8 heures, et avec un rendement de 100 %, son salaire reste largement inférieur au salaire minimal présenté comme formel. Pourtant, ses collègues gagnent toujours plus que le salaire minimal, d'ailleurs dérisoire (3).

C'est que ses collègues rabiotent! Pour quelques forints de plus et au péril de leur intégrité physique, ils passent outre des prescriptions technologiques et des règlements de sécurité. Ils trichent et ils pensent ainsi rouler l'entreprise. Ils ne roulent qu'eux-mêmes. Si, pour réaliser la norme, l'ouvrier doit ignorer la sécurité, c'est que le rabiotage est inclus dans le plan, le rabiotage est inclus dans les prévisions de salaire.

Cette découverte recoupe parfaitement le résultat de mes propres enquêtes dans divers secteurs de la société hongroise. Force est de constater — ce régime est basé sur l'illégalité. Ce régime est maintenu par l'illégalité. Le médecin vit de pourboires. 80 % de ses revenus proviennent de sources illicites. Ce qui est vrai du médecin, l'est aussi du garçon de café, du pompiste, du contrôleur fiscal, etc.

L'appareil du Parti, non plus, ne peut se soustraire à la corruption générale.

Qui oserait ouvrir la bouche, qui oserait contester, si personne n'a les mains propres ? D'ailleurs, les Don Quichotte solitaires de l'honnêteté sont vite mis hors de circulation.

Face à la solitude des Don Quichotte, la solitude des millions de débrouillards. L'illégalité, même collective, est toujours vécue individuellement.

Ces régimes dits « collectivistes » ont réussi — par une décollectivisation diabolique — à dresser le barrage le plus efficace contre tout changement profond. Dans aucun pays industriel du monde capitaliste

la classe ouvrière n'est aussi atomisée qu'à l'Est.

Les moyens de tuer la conscience de classe chez les ouvriers? Opposer leurs intérêts. Les mettre en dépendance absolue à l'égard de leur chef immédiat. Leur interdire de se regrouper.

« Chacun pour soi, écrit Haraszti, nous menons notre combat quotidien contre la machine et le temps. »

« Le contremaître n'organise pas seulement notre travail, mais aussi avant tout nous-mêmes. Il décide de notre congé, rédige sur nous à la demande de n'importe quel organisme d'Etat des analyses de caractère, des avis, des jugements. Il embauche, il transfère, punit et récompense. »

ignorants de leurs droits

C'est aussi lui qui décide de la composition des brigades et veille à ne jamais mettre ensemble des ouvriers travaillant sur un même type de machines. Ce qui empêche de la façon la plus efficace les membres d'une même brigade de discuter entre eux, et de limiter leur rendement pour se défendre contre le relèvement des normes.

Les ouvriers ne disposent d'aucun moyen de contrôle sur la finalité de leur travail, sur l'organisation de la production et de l'entreprise. Et ils ignorent jusqu'à leurs propres droits. La convention collective où sont inscrits « droits et obligations réciproques » n'a été lue par aucun des ouvriers de l'atelier. Haraszti, bravant les moqueries de ses camarades et muni de l'autorisation préalable du contremaître, la consulte, et n'y trouve que des abréviations illisibles, des numéros d'articles, des paragraphes inextricables. Ses camarades le taquinent : « Joli coup ! La collective, elle est là pour eux, pas

pour toi. »

— « Mais qui ça, eux? » —

« Toute la clique, le syndicat et com-

Le syndicat — disent les ouvriers, c'est l'ennemi payé! Quant à « la clique », ils ne connaissent pas les dirigeants de l'usine. Ils ne rencontrent que les petits chefs dont la par-

ticipation au pouvoir ne signifie guère plus que la possibilité d'humilier les ouvriers.

A ce propos, une anecdote piquante survenue dans l'atelier: « Au sujet d'un jeune manœuvre tzigane, tenu pour un peu cinglé, le fou de l'atelier en quelque sorte, se répandit un jour la nouvelle étonnante qu'il venait de demander son admission au parti. A ceux qui se moquaient de lui pendant la pause du petit déjeuner, il donna cette explication: « Je vais devenir un camarade et cette putain devra me lécher le cul. » (Il voulait parler de la gentille employée dont les penchants tyranniques s'exerçaient sur lui avec prédilection.) « Les autres trouvèrent l'argument tout à fait logique: cette formule brutale renvoyait à une réalité quotidienne. »

La seule réaction possible : la démerde individuelle. Etre plus fort que le copain, plus fort que le petit chef, ramener plus d'argent à la mai-

Mais les conséquences idéologiques de cette résignation leur échappent: que la compétition a remplacé chez eux la conscience de classe, qu'ils ont oublié jusqu'au goût le bonheur du travail bien fait, que l'argent est devenu la seule mesure de leur valeur et surtout qu'ils participent pleinement à leur propre exploitation.

Haraszti, amer, conclut:

« Nous ressemblons aux indigènes qui aux premiers temps de la colonisation livraient aux blancs contre des colifichets sans valeur leurs trésors, leurs terres ellesmêmes, et qui ne s'estimaient volés que lorsqu'ils ne recevaient pas en échange le bric-à-brac habituel. »

Eva NOVEMBER

(1) Miklos Haraszti, Salaire aux pièces, traduit du hongrois, Paris, éd. du Seuil, 1976 (coll. Combats).

(2) Rappelons qu'en Hongrie, en vertu d'un décret récent, il est interdit de se faire embaucher dans une usine, une coopérative agricole, dès lors qu'on détient un diplôme de l'enseignement supérieur.

(3) Le salaire minimal de Haraszti est de 8,50 forints à l'heure. Un kilo de viande coûte 40 forints, une paire de chaussures de 400 à 450 forints.

dictature du prolétariat et autog

Au moment où le concept de dictature du prolétariat est, comme le dit
Althusser, mis à l'ordre du jour par
l'éclatant abandon proclamé par le
XXII° congrès du PCF, la lecture de
ce livre est particulièrement fructueuse. Kazem Radjawi s'est livré à
une étude complète et profonde de
la théorie marxiste de l'Etat et de sa
dictature du prolétariat.

Il y parvient à travers un enquête passionnante sur la formation de la pensée de Marx, et montre que tout converge dans les lignes fondamentales qu'il en dégage, la praxis, la dialectique et la théorie de l'aliénation, vers une critique radicale de l'Etat. C'est parce que la pensée de

Marx est rigoureusement antiétatiste que chez lui le concept de dictature du prolétariat ne peut être que celui d'un pouvoir transitoire et immédiatement dépérissant. On ne



guerre et révolution en Catalogne...

En décembre 1936, Georges Orwell, l'écrivain anglais, aujourd'hui mondialement connu pour son « 1984 » débarque à Barcelone. Il vient soutenir la révolution espagnole et s'engager dans les milices du

C'est le récit de ces quelques mois passés auprès du prolétariat catalan que Gallimard vient de rééditer en livre de poche (coll. Idée).

Catalogne libre, c'est l'expérience de la guerre et de la révolution, de leur imbrication ; c'est aussi l'expérience que l'auteur fait du stalinisme, de sa politique contre-révolutionnaire, de son appareil pode sa politique contrelicier. Une expérience qui lui servira pour décrire dans 1984 le système totalitaire de « Big Brother ».

Barcelone décembre 36

...« C'était bien la première fois dans ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière était en selle. A peu près tous les immeubles de quelque importance avaient été saisis par les ouvriers et sur tous, flottaient des drapeaux rouges ou les drapeaux rouge et noir des anarchistes ; pas un mur, qui ne portât, griffonnés, le marteau et la faucille et les sigles des partis révolutionnaires ; il ne restait de presque toutes les églises que les murs et les images saintes avaient été brûlées... Tout magasin, tout café portait une inscription vous informant de sa collectivisation ; jusqu'aux caisses des cireurs de bottes qui avaient été collectivisées et peintes en rouge et noir !... Les tournures de phrases serviles ou même simplement cérémonieuses avaient pour le moment disparu... Tout le monde se tutoyait... Il n'y avait pas d'automobiles privées... Presque tout le monde portait des vêtements de prolétaires, ou une salopette bleue, ou quelque variante de l'uniforme de la milice. » A peine arrivé, Orwell, est envoyé

à la caserne Lénine pour recevoir une (très) sommaire instruction. Et puis, quelques jours après, c'est le départ pour le front.

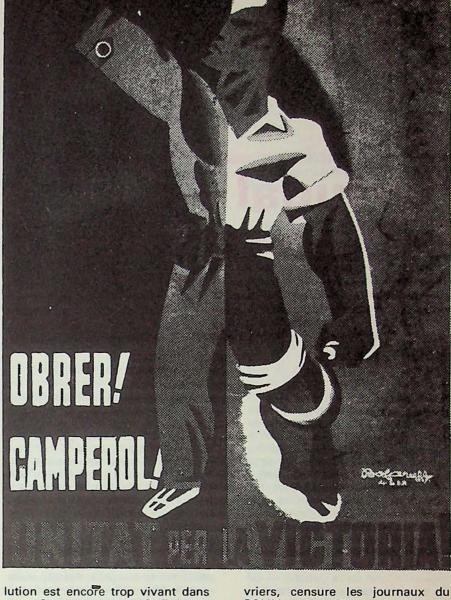
vriers, de jeunes miliciens de 15 ans, c'est la guerre de tranchée. L'attente du combat, le froid, la boue, les poux, les balles perdues. La colonne n'a que de vieux fusils, des bombes artisanales, peu de munitions. Mais Orwell décrit son moral révolutionnaire, son caractère de classe : ici pas de hiérarchie, pas de soldes différentes pour les « officiers » ; ici, on ne se bat pas pour « la démocratie » mais pour « la Révolution » ; ici, la discipline est fondée « sur le loyalisme de classe ».

Barcelone mai 36

Après trois mois et demi de front. c'est de nouveau Barcelone, Mais les choses ont changé. Le Front populaire avec la bourgeoisie républicaine a pour mot d'ordre « la guerre d'abord ». Du coup « l'atmosphère révolutionnaire avait disparu ». Les costumes élégants réapparaissent sur les « ramblas » et le gouvernement remplace les milices par une « Armée populaire » où la hiérarchie et les « beaux officiers » refont surface. Résultat : « la population civile ne s'intéressait plus beaucoup à la

Mais pour la « Generalidad » de Catalogne (le gouvernement provincial) dominée par le parti communiste (PSUC) le spectre de la révo-

En compagnie de paysans, d'ou-



lution est encore trop vivant dans cette Catalogne où la CNT (anarchiste) est majoritaire et où le POUM (communistes oppositionnels et anti-staliniens) organise 30 000 tra-vailleurs. Il faut dissoudre les milices et briser les révolutionnaires.

La police réapparaît, bien armée, elle. Et c'est elle qui va déclencher les fameuses journées de mai 37, cette provocation que le stalinisme présentera comme un « soulèvement armé des trotskistes et anarchistes ». Orwell est à Barcelone et il écrit ce qu'il voit. Il rappelle que « si les membres des syndicats qui se constituèrent en milices et repoussèrent les fascistes jusqu'à Saragosse dans les quelques premières semaines de la guerre s'étaient comportés ainsi, c'était dans une large mesure parce qu'ils croyaient se battre pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière ». Ce fut la tâche du Front populaire de briser cet es-

En attaquant le central téléphonique tenu par la CNT, la police a pour but de rétablir l'ordre bourgeois. Et elle y réussit : on désarme les ou-

POUM et de la CNT, arrête les militants par centaines; c'est « l'atmosphère abominable engendrée par la peur, la haine, les prisons bondées, le soupçon ». Et puis on interdit le POUM, assassine ses dirigeants. L'ordre règne et Orwell peut écrire : « le drapeau de la République flottait partout, c'était la première fois, je crois, que je le voyais ailleurs qu'au dessus d'une tranchée fasciste ».

La révolution écrasée, la guerre sera perdue. Orwell, blessé par une balle perdue (quel symbole!), recherché pour avoir combattu au côté du POUM, passe quasi clandestinement la frontière. La fin de son aventure lui laisse un goût amer dans la bouche. A ce moment-là, à Barcelone, « le plus prudent c'était de pa-

raître le plus bourgeois possible ». Quant au prolétariat « peut-être cela ne ferait-il en fin de compte que très peu de différence que l'un ou l'autre gagnât ».

Un livre vivant, par son style, mais aussi par les réflexions politiques qu'il inspire.

Maurice NAJMAN

stion du prolétariat

saurait assez insister sur la véritable acception du terme « dictature ». Celui-ci recouvre, dans la terminologie marxiste, toute une forme de pouvoir d'Etat en lui donnant crûment son contenu de domination de classe sur l'ensemble de la société. En déchirant le voile qui recouvre la nature de classe des Etats se récla-mant de la démocratie, l'analyse marxiste démystifie le libéralisme. Mais il est une autre mystification qui se développe à partir du concept même de dictature du prolétariat. C'est celle qui en fait la base non du dépérissement, mais du renforcement de l'Etat et de la domination d'un parti sur toute la société.

La recherche de K. Radjawi est aussi précieuse sur ce point que sur la théorie marxiste de l'Etat. Il démonte le mécanisme par lequel, à partir d'une certaine pratique historique, celle du léninisme des années vingt, on en est arrivé à ce détournement. Mais il était déjà en germe dans certains concepts politiques de Que faire ?

K. Radjawi, établit, dans sa conclusion, un rapport étroit entre la conception marxiste de la dictature du prolétariat et le projet autogestionnaire. C'est encore une façon de souligner son caractère profondément anti-étatiste.

Victor LEDUC

Catalogne (juillet 36 - juillet 76)

A l'initiative de notre camarade Maurice Jacquier s'est formé voilà plusieurs mois un comité la commémoration 40° anniversaire de l'insurrection prolétarienne de Catalogne.

50 militants (anciens du POUM et du PSOP, membres du PSU, anarchistes...) ont donc organisé, malgré le peu de moyens à leur disposition, une série de manifestations.

La plus importante aura lieu le 17 juillet à la salle municipale de Pélissanne (rue Carnot) dans les Bouches-du-Rhône.

Débats, projections de films, documents, panneaux pendant 10 heures permettront aux militants de mieux connaître cette expérience historique que beau-coup ont enterrée. A l'heure du réveil du prolétariat et des peuples d'Espagne, cette initiative vient à point rappeler et consoli-der la solidarité qui nous unit aux travailleurs de ce pays.

On peut se procurer des invitations en écrivant à Maurice Jacquier, Les Oustalets 36, 13330 Pélissanne

Portugal: un bilan officieux

Livre important à un double titre. D'abord parce qu'il constitue un reportage précis et complet sur la réalité portugaise au cours de la cruciale année 75 ; ensuite et en même temps parce qu'il représente la seule analyse globale, « officieuse », de la révolution portugaise par le PCF...

Le ton d'abord : l'auteur veut régler son compte à ceux qui se sont indignés, en 75, de la « menace totalitaire » qu'aurait fait peser le PCP sur le Portugal, alors qu'ils n'avaient, pendant 48 ans, rien dit ni rien fait contre la dictature fasciste... Et de ce point de vue, les différentes campagnes anticommunistes menées à ce moment-là en France avaient effectivement de quoi soulever le cœur...

Rappelons-nous: juillet-août 1975, l'hystérie anticommuniste, les tergiversations de la gauche — du PS, des radicaux — à condamner la mise à sac des locaux du PCP — mais aussi de la LUAR, du MES, du FSP, de l'UDP. Seul le PSU avait signé avec le PCF un communiqué dénonçant cette hystérie et appelant à la solidarité qui s'était effectivement manifestée.

L'auteur veut défendre le PCP en même temps qu'il défend la révolution portugaise : dialectique ambitieuse...

Toujours est-il que cette défense de la révolution portugaise passe par des constats et des descriptions qui ne peuvent laisser indifférents.

Et puis, de la description à l'analyse politique le pas est insensible-ment et vite franchi. En réalité tout tourne autour de la question du pouvoir et c'est bien normal. Mais précisément la notion de prise de pouvoir s'identifie à celle de contrôle de l'Etat par le parti représentant les travailleurs. C'est bien entendu le contrôle de l'armée qui a été l'enjeu central de la période. La phrase-clé du livre est là (p. 23) : « Le 28 septembre 74, le 11 mars 75, lorsque la réaction a voulu rétablir son pouvoir, c'est l'Armée — une fois de plus - qui, avec l'aide des travailleurs, lui a barré la route ». Refusant de considérer que l'armée en tant que corps professionnel spécialisé, en tant qu'institution répressive de l'état bourgeois doit être brisée, l'auteur pense qu'il faut — et qu'il suffit — de contrôler l'institution dans son ensemble en tant que telle pour passer au socialisme. On se re-- malgré l'évidence des faits à l'idée d'une nécessaire cassure interne de l'armée, liée à une intervention active des travailleurs sur les problèmes militaires, comme

(1) Frémontier (Jacques), Portugal, les points sur les i, Paris, éd. Sociales, 1976, un vol. de 250 p., 30 F.

prélude à la destruction de cet instrument de répression et de guerre civile. Si bien que si l'on comprend bien le 25 novembre, par contre, pour le 28 septembre, le 11 mars, on parle de manière anonyme de la « réaction » qui a voulu rétablir son pouvoir face à l'Armée — avec un grand A — qui lui barre la route. Qu'était-ce cette réaction, sinon le noyau central de l'armée professionnelle derrière Spinola?

Voilà donc le fil directeur de la notion de conquête du pouvoir — qui passe par la conquête des appareils constitutifs de l'Etat par le parti. S'il n'est pas question de nier les vertus politiques de la bataille pour l'épuration et la démocratisation des institutions étatiques bourgeoises, il nous paraît dangereux de faire croire que cette bataille suffit pour garantir le passage au socialisme...

D'ailleurs, la révolution portugaise a échoué... le livre en indique les causes : « absence d'un pouvoir d'Etat fort, multiplication des centres de pouvoir, verbalisme, absence d'un parti ou d'un groupe de partis capable de diriger les luttes ».

C'est vrai qu'il y eut plusieurs pouvoirs concurrents, tant au point du vue militaire que civil, mais en réalité la distorsion réelle entre pouvoir central et pouvoir à la base s'explique fondamentalement par le fait qu'au niveau central, étaient représentés des forces politiques — y compris le PC — qui ont toujours refusé d'encourager le développement des organes de pouvoir populaire et donc de s'appuyer sur eux. A partir de ce moment-là, la méfiance réciproque ne pouvait que croître, ainsi que le refus de tenir compte de l'autre niveau de pouvoir.

En définitive, jamais n'est posé dans le livre le problème central du moment : celui de la dualité de pouvoirs qui s'instaure en période de montée révolutionnaire des masses. Pour le PC l'organe de masse adéquat reste toujours et à tout moment le syndicat : surtout quand on le contrôle.

Parmi les autres causes de l'échec est indiqué le verbalisme. C'est évidemment la phraséologie gauchiste qui est ici en cause et qui a, à l'évidence, existé...

Enfin, dernière cause, intéressante par son énoncé même : « absence d'un parti ou d'un groupe de partis capables de diriger les luttes ». Dans ce morceau de phrase on sent percer à la fois une critique du PCP et une reconnaissance du pluralisme politique dans le mouvement ouvrier. Ce serait à creuser, le livre ne le fait guère, sauf pour reprocher au PCP ses complaisances avec l'extrême gauche non maoïste. De plus, en matière de pluralisme, l'auteur, en décrivant de manière assez percutante d'ailleurs le PS, « oublie » un peu vite que ce parti représente aussi des travailleurs qui lui font plus ou moins confiance...

Intéressante enfin est l'approche du phénomène gauchiste. L'auteur de l'Alliance atlantique — un front de résistance aux interventions politiques de l'Amérique ? »

A notre tour de poser une question à l'auteur : comment, après le 28 septembre 74, après le 11 mars 75, après le 25 novembre 75, parler — à deux reprises — de transition pacifique au socialisme ? Et puis il faudra parler aussi de l'autogestion, « depuis l'utopie la plus débridée jusqu'à l'organisation méthodique du pouvoir des travailleurs » (p. 192).

Berf un livre qui suscite des ques-



paysannes de l'Alentejo.

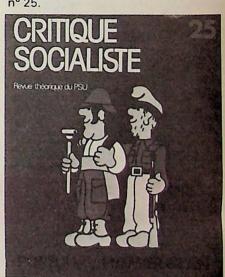
n'a pu l'esquiver, le contourner. Il a donc «vu» des gauchistes, il a même parlé avec eux, et, horreur, ne se défend pas d'une certaine sympathie pour certains d'entre eux, en particulier pour des militants du MES. Le dialogue a donc eu lieu. Il n'a pas empêché certaines « bavures ». L'une d'entre elles concerne Otelo. Parlant de son itinéraire politique pendant le difficile été 75, l'auteur en vient à dire qu'il a « provoqué par ses volte-face et ses palinodies le putsch manqué du 25 novembre 75 où il trouve une fin politique qui lui ressemble. Le Gribouille de la révolution avait réuni autour de lui toute une équipe de jeunes officiers révolutionnaires qui auraient pu - s'il avait adopté une politique d'alliances claire et ne s'était pas laissé aveugler par son anticommu-nisme — empêcher la victoire de la réaction. Ils se sont presque tous retrouvés en prison où ils ont pu réfléchir en paix aux incertitudes du radicalisme petit bourgeois et aux dangers du verbalisme révolutionnaire. » En somme c'est tant mieux pour eux qu'ils soient en prison, ca ne peut que leur faire du bien... Points sur les i ou poing sur la

En conclusion ce livre pose, nous pose, des questions décisives sur lesquelles il faut discuter avec nos camarades qu'ils soient communistes ou socialistes : « Peut-on choisir de marcher au socialisme sans l'accord d'une majorité décisive? Comment lutter pour l'émancipation des hommes tout en refusant catégoriquement l'anarchie? Comment organiser — dans un pays membre

tions, qui en pose, qui irrite, qui ne laisse pas indifférent, qui permet, malgré tout une confrontation concrète sur quelque chose qui nous intéresse ensemble, le socialisme.

Bernard RAVENEL

Vient de paraître : Critique socialiste n° 25.



Portugal: premier bilan. Vie et mort du pouvoir populaire par Bernard Ravenel. Crise économique et stratégie révolutionnaire par Yves Barou. La réforme agraire par M. O. Bosshardt. Les problèmes de la santé par Y. Gosselin. Une justice en transition par D. Charvet. Perspectives du Comité Russel par J.-P. Faye. Les problèmes de l'unité d'action par Victor Fay. Le numéro 12 F—Abonnement — 6 numéros 50 F. Librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

c'est aussi politique

quel sens aux festivals?

Quelle que soit pour chacun d'entre nous la route des vacances, il la trouvera jalonnée de festivals. Manifestations contestées non seulement dans leur fonctionnement et leurs visées, mais dans leur notion même, et pourtant bien vivantes.

Le festival, organisé, a-t-il étouffé la fête, née spontanément d'un mouvement profond du peuple? Imbriqués comme ils sont dans l'économie des villes, mettant leur marque aussi bien sur les alliances politiques que sur le bon équilibre des finances municipales, les festivals se développent constamment en importance et en nombre.

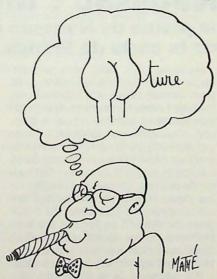
Le plus important en France, le seul vers qui se presse un concours mondial, reste celui d'Avignon; mais d'autres naissent à partir de lui, appuyant leur expérience sur sa réussite et ses échecs. Le dernier en date est le Festival populaire de Mar-

tigues.

sortir des cloisonnements

Le Festival d'Avignon ne trouve plus guère aujourd'hui d'opposants. On a le sentiment qu'à son sujet tout a déjà été dit. Grande foire aux spec-tacles, il est le reflet des rapports qu'une profession (non seulement les gens de théâtre, mais aussi les critiques spécialisés, les acheteurs de spectacles de toute nature, les membres des commissions ministérielles) a ou souhaite avoir avec ces spectacles qui à la fois appartien-nent à la société capitaliste française

gérée par le gouvernement de M. Giscard d'Estaing, et la contestent. Deux choses caractérisent ce public: son nombre croissant, et le fait que, par le développement des spectacles « off » (que le Festival officiel récupère), il accède au choix. Longtemps, la principale objection qu'on pouvait faire au Festival d'Avignon, c'était de développer dans le public un instinct grégaire. Aujourd'hui, le nombre des spectacles proposés dépasse de si loin celui des soirées qu'on peut consacrer au théâtre que le choix est devenu indispensable et qu'il se porte géné-



ralement sur les spectacles les plus interessants, tant sur le plan artistique que sur celui de l'engagement politique.

La tendance du festival d'Avignon est aujourd'hui d'élargir le champ de ses activités, en créant de nouveaux lieux de jeu et en les ouvrant à des forces d'expression de plus en plus nombreuses, au lieu de repenser ce qu'il veut être de façon profonde.

l'exemple de Martigues

A Martigues, au contraire, le festival est le résultat d'une action développée depuis six ans par l'Office municipal socio-culturel quotidiennement en contact avec une population précise. Nous ne sommes pas surpris de trouver ici, présidant à sa conception, Jean-Marie Lamblard. J.-M. Lamblard a fait partie de la compagnie de Benedetto à la meilleure époque (celle des pièces conçues d'après des données fournies par les travailleurs de la SNCF — Le petit train de M. Kamodé — ou par les dockers du Havre — Emballage); puis, agissant dans le Théâtre de la Carriera, il est un de ces hommes pour qui le théâtre et la vie politique d'une région vont de pair. A Martigues, le festival doit être le festival de l'amitié. Nombreux sont les Martégaux qui ne partent pas en vacances l'été et les usines continuent à tourner. Le festival tentera de s'adresser aux diverses communautés qui composent cette population locale, afin que chacun « s'exprime, se reconnaisse et célèbre sa spécificité culturelle ». En août, à Martigues, les cultures que l'on dit minoritaires, mais qui sont l'expression d'une part majoritaire de la population, trouveront voix par les moyens du théâtre, de la musique, de la danse et du chant. Elles forceront sans doute l'audience de tous les migrants de l'été, si nombreux sur les plages. Et ce brassage de population prend alors une extrême importance.

Il est intéressant de noter que les spectacles politiquement les plus riches qui seront présentés à Martigues, l'auront été préalablement en Avianon.

la parole à la région

En effet, pour le Théâtre de la Carriera ou pour le Théâtre de l'Olivier (établis à Aix-en-Provence), il s'agit d'une véritable prise en charge idéologique de la région. Qu'ils évoquent la Révolution de 1789, dans La Li-berté ou la Mort, que la Carriera a préparé avec les équipes d'animation de cinq villes, dont Martigues, ou la liquidation des fabriques de fruits confits et des cerisaies du Vaucluse par une société étrangère, ce qui compte, c'est de faire avancer en même temps l'exposé clair des problèmes et des luttes et l'élaboration des moyens d'expression qui le prend en charge.

Il n'est pas négligeable que tout

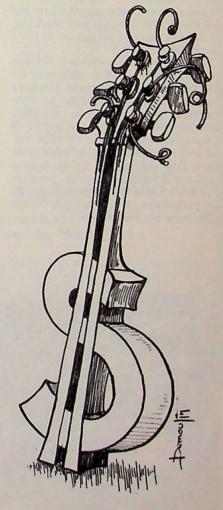
ceci ait lieu dans le chaud de l'été, dans ce temps d'arrêt du travail, mais non pas de la réflexion qui tire leçon de ce qui est montré.

Dominique NORES ■

Festival d'Avignon : du 11 juillet au 8 août.

Renseignements Bureau du Festival, 84000 Avignon. Festival populaire de Martigues : du 12 au 30 août. Renseignements:

Office municipal socio-culturel, 22, cours Aristide-Briand, 13500 Martigues.



riviera 76 festival «

Pour tous les fous de musique, ceux pour qui Woodstock ou l'île de Wight ont une signification culturelle, pour la première fois en France va avoir lieu en France un immense festival de la musique progressive actuelle (jazz-rock). Ça se passera les 24 et 25 juillet au Castellet dans le

Au programme : Pat Martino - Shakti (featuring John McLaughlin) - Gil Scott Heron - Larry Corvell - Tony Williams - Passport -Joe Beck - Ramsey Lewis - Gary Burton - Michael Urbaniak, Ursula Dudziak - Ron Carter - Jean-Luc Ponty - Eddie Palmieri - Al Jarreau -Crusaders - Taj Mahal - Lenny White Stanley Clarke - Al Dimeola - Dave

Liebman - Richard Beirach - Stuff -Magma - Tom Scott - Ray Baretto -Hugh Masakela - Airto Moreira -McCoy Tyner. Sur 350 hectares il y aura de la

place. Vous n'aurez que l'embarras du choix pour planter votre tente. Venez vous éclater dans l'herbe, sous le soleil, au son d'une musique jazz, rock, blues. Il fera sans doute chaud, mais dans deux grands lacs vous pourrez vous baigner à vo-lonté. Artisans en tous genres, vous tous qui fabriquez des productions alternatives, artistes et marginaux, vous êtes invités à participer à ce festival. Tous les créateurs éclatés, théâtreux, saltimbanques et autres animateurs, sont aussi conviés, afin

que Riviera 76, soit aussi une fête de la nouvelle expression.

Renseignements: IMP, 3 rue Christine, 75006 Paris - Billets: 70 F pour les deux jours.

D'aucuns diront que ce n'est pas un festival organisé par la gauche. Ce n'est pas du show-biz non plus. Au-delà du commercial, son intérêt est que la liberté qui y régnera (sans KCP, les organisateurs de la porte de Pantin avec leurs gardes et leurs chiens...) et les musiciens prévus feront que la musique qui s'y jouera correspond à notre mouvement. Contradiction d'y aller? Et Avignon? Et enregistrer chez Barclay? Allez toujours écouter cette musique, elle est nôtre.

de Creys-Malville à Naussac

Depuis le 3 juillet des dizaines de milliers de protestataires se sont rendus à Creys-Malville où est entreprise la construction du surgénérateur Super-Phénix. Les autorités avaient cependant tenté de limiter cette démonstration en installant des barrages de CRS à plusieurs kilomètres à la ronde. Le caractère non-violent de la manifestation n'a pas empêché les forces de répression de faire usage à plusieurs reprises de grenades lacrymogènes. Mais aucun moyen répressif ne peut dissimuler l'avertissement. Le nombre et la tenacité des manifestants devraient faire comprendre au gouvernement que l'opposition au programme électronucléaire, et notamment au surgénérateur, ne peut que se développer.

L'appel récemment publié dans le Monde (1) contre Super-Phénix confirme d'ailleurs cette extension. Des syndicalistes de la CFDT, de la CSCV (2), des scientifiques (GSIEN), les Amis de la Terre et des militants politiques, entre autres du PSU, se sont retrouvés pour condam-

ner la construction du surgénérateur.

Dans les prochaines semaines, la manifestation de Naussac sera une nouvelle preuve de l'élargissement de la bataille. Ainsi, le mouvement contre le programme électronucléaire et les surgénérateurs s'étend et s'unifie. C'est cette voie que propose notre parti dans la déclaration faite par le camarade Michel Fiant à l'occasion de l'occupation de Creys-Malville.

Le PSU est opposé au programme électronucléaire parce qu'il est inutile, cher et dangereux. Or, ces graves inconvénients des précédentes centrales sont multipliés avec le surgénérateur Super-Phénix.

La décision prise par Giscard et d'Ornano, avec les encouragements de quelques hauts fonctionnaires irresponsables, nous paraît d'une extrême gravité dans ses justifications, dans ses conséquences et partant dans ses formes.

Les travailleurs français n'ont nul-lement besoin d'un doublement de la consommation énergétique tous les dix ans. De très importantes économies sont possibles, d'autres sources énergétiques anciennes et nouvelles peuvent être utilisées. Par contre, l'existence d'un tel réseau de centrales nucléaires, qu'en bonne logique il faudrait amortir, pousse-rait à la croissance du gaspillage, de

ce gaspillage caractéristique du ca-pitalisme contemporain.

Or, le développement des centrales nucléaires et a fortiori celles utilicontrôle policier à toutes les étapes de l'usage des produits radio-actifs. Le « tout nucléaire » aboutit inéluctablement au « tout policier », parce qu'il entraîne une centralisation technique, financière et politique accrue. Pour autant d'ailleurs les fuites inévitables de produits radio-actifs ne seront pas empêchées totalement; les accidents resteront possibles avec la menace dans le cas présent d'une « excursion nucléaire » entraînant des dizaines, des centaines de milliers de morts dans des délais relativement courts

Le PSU refuse cette société du nu-

cune hésitation l'occupation des abords de la centrale de Creys-Malville. Nous considérons cette lutte comme marquant une nouvelle étape de la lutte contre le pro-

sant du plutonium, conduirait à un

cléaire, cette société policière. Notre parti soutient donc sans au-

gramme électronucléaire. Une nouvelle étape ouverte par la marche sur La Hague il y a quelques semaines, marquée par la mobilisation spontanée des paysans de Plogoff. Une nouvelle étape, où l'opposition des élus du PS à une extension de la centrale de Gravelines apparaît signifi-

Parce que de nouvelles possibilités s'ouvrent, l'action doit s'élargir et s'unifier. Le PSU appelle les comités, les associations, les syndicats et les partis se réclamant de la classe ouvrière à s'engager dans cette action unie.

Il les appelle à une action commune contre les augmentations des prix de l'EDF, augmentations qui ne sont que la première preuve que le nucléaire est une énergie chère. La généralisation des actions d'autoréductions des factures EDF obligerait le gouvernement à surseoir à ses intentions.

Nous appelons aussi à l'organisation d'un très large débat, dans chaque entreprise, dans chaque commune. Quelle que soit leur position respective sur le programme nucléaire, nous espérons que les syndicats ouvriers et les partis de l'Union de la gauche comprennent l'importance de ce choix, qu'ils entendent les avertissements répétés des ingénieurs et des scientifiques.

Nous espérons donc vivement qu'ils seront d'accord avec nous pour organiser avec les travailleurs un très large débat sur le pro-gramme nucléaire. Et comme le problème posé ici est finalement ce-lui de la démocratie, nous sommes convaincus qu'ils démontreront qu'ils veulent une autre démocratie en organisant avec les comités, avec les associations, avec nous, un tel débat dans la préparation des prochaines élections municipales.

Le chantier de Creys-Malville signale une nouvelle étape de l'escalade électronucléaire. Nous sommes convaincus que les travailleurs des villes et des campagnes, les manuels et les intellectuels vont être alertés par ce nouveau défi gouver-nemental. Une action unie sans précédent est possible contre le programme électronucléaire. Le PSU et ses militants feront tout pour qu'elle se réalise et triomphe.

Michel FIANT

(1) Le Monde du 3 juillet 1976. Adresser signatures et soutien au GSIEN, 2, rue François-Villon, 91400 Orsay. (2) Confédération syndicale du cadre de vie ex-CNAPF.

Naussac: morne plaine la plaine de Naussac rayée par la SOMIVAL de la carte de France.

Naussac: un petit village tranquille au nord-est de la Lozère, avec pour unique ressource l'agriculture. Rien de notable en somme si ce n'est que Naussac, comme la Lozère dans son ensemble, est saignée à blanc par l'exode rural, atteint même le seuil de désertification (moins de 10 habitants au km²). La Lozère fait partie de ces départements sacrifiés où les rares industries existantes ont été proprement liquidées, où les lignes de chemin de fer ont été supprimées, où les complexes touristiques sont plus « juteux » pour certains que l'agriculture traditionnelle.

Par décision de la SOMIVAL (Société de mise en valeur de l'Auver-gne et du Limousin), approuvée par le conseil d'Etat, la plaine de Naus-sac sera noyée. C'est ainsi près de 1 300 ha de riches terres agricoles qui seront englouties, à jamais rayés de la carte, 52 exploitations supprimées, 180 personnes condamnées à chercher refuge ailleurs. C'est que Naussac, comme plus tard Cublaise et Serre-de-la-Farre (Haute-Loire), Villeret (Loire), d'autres sites encore, est le premier de toute une série de barrages visant à régulariser le cours de l'Allier et de la Loire, afin d'assurer le refroidissement des centrales nucléaires du Val de Loire. Mais, là comme ailleurs, les princi-paux intéressés n'ont eu aucun droit de décision.

On imagine aisément d'où viennent les complicités qui ont permis qu'on entérine un tel projet. Certains notables ne cachent pas leur sympathie pour ce dernier. D'autres demeurent plus discrets. Le colonel

Crespin par exemple. Clientèle électorale oblige, n'est-ce-pas ? Conseiller général de Langogne et président du Conseil général de la Lozère, le colonel, quand il « descend » dans son fief électoral, se veut volontiers rassurant : « à partir du moment où la décision est prise, je suis persuadé que nous n'avons pas intérêt à nous dresser les uns contre les autres ». Autre pilier du projet : Quillot, maire socialiste de Clermont-Ferrand. Pour Quillot, critiqué bien légitimement par une partie du PS, l'eau de Naussac sera la bienvenue à Clermont; pour le plus grand bien, sinon des Clermontois, du moins de Michelin, qui, paraît-il, en a grand besoin.

Ce n'est pas l'antienne bien connue vantant les mérites du « tout électrique » qui convaincra les habitants de Naussac et des environs du bien-fondé d'un choix qui les condamne. D'autant qu'ils savent bien que les promesses par ailleurs faites — développement de la région (sic) — aboutissent immanquablement au résultat inverse. Sur place la résistance à un tel pro-

jet trouve des prolongements régionaux : comités Larzac, viticulteurs du Midi, mouvements occitans, organisations de gauche et d'extrême gauche organisent la protestation. C'est le but de la marche sur Naussac des 7 et 8 août prochain (1).

⁽¹⁾ Pour toute correspondance : Comité de défense de la vallée de Naussac, Bri-ges, 48600 Grandrieu.

vous êtes concernés

le centre populaire de formation socialiste

Créé à l'initiative du PSU, le Centre populaire de formation socialiste est ouvert à tous ceux, travailleurs, intellectuels, étudiants, lycéens, militants syndicalistes et militants politiques qui éprouvent le besoin d'une réflexion et d'une formation placées sous le signe du marxisme et orientées vers le combat pour l'autogestion socialiste.

Né il y a un an, le centre dans sa première année a recueilli plus de 400 inscriptions. Il a organisé quatre « cycles » de formation : analyse

marxiste de l'économie, marxisme et philosophie, histoire du mouvement ouvrier, critique des pratiques sociales. Tout n'a certainement pas

calendrier

PREMIERE SERIE

Histoire du mouvement ouvrier (les séances auront lieu : 44, rue de Rennes, Paris-6e)

— Formation de la classe ouvrière et développement du mouvement ouvrier (mardi 5 octobre).

Les internationales ouvrières jusqu'en 1914 (mardi 19 octobre).

Les révolutions et la 3^e internationale (mardi 9 novembre).

 Les grands courants du mouvement ouvrier en France entre les deux guerres (mardi 23 novembre).

Le mouvement ouvrier depuis la 2° guerre mondiale (mardi 7 décembre).

Théorie marxiste (44, rue de Rennes, Paris-6°):

— Les modes de production (mardi 12 et 26 octobre).

La lutte des classes (mardi 30 novembre).

L'Etat (mardi 30 novembre).

L'idéologie (mardi 14 décembre).

L'économie capitaliste (les séances auront lieu : 83, boulevard Arago,

- Capital, travail et plus-value (vendredi 15 octobre).

Division du travail et classes sociales (vendredi 5 et 19 novembre).

Division du travail et classes sociales (vendredi 5 et 19 novembre)
 L'accumulation du capital (3 décembre).
 L'impérialisme (vendredi 17 décembre).
 DEUXIEME SERIE (44, RUE DE Rennes, le mardi):
 L'expérience soviétique (4, 11, 18 et 25 janvier).
 La crise de la société bourgeoise (1, 8, 15 février et 1er mars).
 Les proposes de la transition socialiste (8, 15, 22 et 29 mars).

TOUTES LES SEANCES AURONT LIEU DE 19 H A 21 H.

Toutes les séances auront lieu de 19 h à 21 h.

Bulletin d'adhésion au Centre populaire de formation socialiste

NOM: ADRESSE: PRENOM:

PROFESSION:

Je m'inscris:

A LA PREMIERE SERIE (cocher le(s) cycle(s) correspondents)

HISTOIRE [

ECONOMIE THEORIE

Droit d'inscription : un cycle 15 francs, deux cycles 25 F, trois

cycles 35 F.

- A LA DEUXIEME SERIE □

12 séances - inscription : 35

F).

(inscription: 70 F). - A L'ENSEMBLE DES SEANCES □ Libellez les chèques au nom de Pierre Garrigues CCP 23 412 64 PARIS. Retournez ce bon au Centre populaire de formation socialiste, 9, rue Borromée, Paris-15°.

été parfait, certaines séances ont pu décevoir par rapport à l'attente qu'on en avait, mais le bilan nous semble, au bout d'un an, positif. Ajoutons que le centre a fait un gros effort : celui d'éditer les douze séances de chaque cycle en cassettes. Celles-ci s'écoulent, mais nous insis-tons sur les possibilités qu'elles offrent de formation en petits groupes, de débats, etc. Beaucoup de groupes ont déjà organisé des séances de formation à partir des cassettes du centre : car s'il est difficile d'interrompre un exposé, il est facile d'appuyer sur une touche et de permettre ainsi une discussion vivante et collective. Un rappel : chaque cas-sette dure une heure et demie et est livrée avec un plan de l'exposé et une bibliographie. Un conseil donc, passez vos commandes!

Cycles trop longs, difficulté d'un débat véritable, trop grande inéga-lité des « niveaux » de formation selon les séances, telles ont été les principales remarques que nous avons pu recueillir. Aussi, cette année le Centre vous propose-t-il une nouvelle répartition de ses activités, permettant de répondre aussi bien à la nécessité d'une formation « de base », qu'au besoin d'une formation et de débats plus approfondis. Deux séries de cycles seront donc organisées.

Une première série, de « formation générale », au cours du quatrième trimestre 1976 (voir calendrier prévu à la suite de cet article), composée de trois cycles de cinq séances, chaque séance de chaque cycle ayant lieu toutes les deux semaines comme l'an dernier :

théorie marxiste (un mardi sur deux),

histoire du mouvement ouvrier (un mardi sur deux),

économie capitaliste (un vendredi sur deux).

Comme l'an dernier on peut s'inscrire à un, deux ou trois cycles (cf. bulletin d'inscription plus bas).

Une deuxième série, prévue sous forme de discussions surtout, à partir de courts exposés introductifs, organisée autour de trois thèmes (quatre séances par thèmes, au cours du premier trimestre 1977). Chaque séance ayant lieu tous les mardis)

l'expérience soviétique, la crise de la société bourgeoise,

les problèmes de la transition so-

Chaque thème étant abordé sous différents angles : théorique, éco-nomique, historique, sociologique, culturel, etc. Une assemblée des inscrits à ce cycle en déterminera au cours du premier trimestre les méthodes de travail. L'inscription à cette série de douze séances peut être séparée de celle des cycles précédents. Mais bien sûr on peut s'inscrire à la totalité des séances du Cen-

Un dernier point sur les prix d'inscription: la participation aux frais est de 3 francs par séance au maximum. C'est ce que nous coûteront la location de la salle et les différentes correspondances que nous aurons avec vous... Retournez vite le bulletin ci-dessous, la première séance aura lieu le 5 octobre.

C. BERGER

ABONNEZ-VOUS

Avant l'augmentation des tarifs

Un an: 100 F - Six mois: 60 F avec en prime un livre au choix :

Avec l'abonnement d'un an Servitude et grandeur du P.S.U. (E. Depreux).

Les Mouvements d'émancipation nationale (A. Nin). L'Etat-patron (Ph. Brachet). Critique socialiste n° 23 (la crise) et n° 24 (autogestion). L'Enfer des pompiers (J.-J. Lu-

brina). Avec l'abonnement de 6 mois : Chili 1970-73. Un peuple en lutte (collectif Chili). Chili: Les documents du complot ITT (J. Anderson).

Le mai des Banques (militants CFDT).

IXe congrès du P.S.U. Amiens.

Le Marché commun contre l'Europe. Le Manifeste du P.S.U.

Critique socialiste nº 23 ou 24.

Pour L'Unité Populaire.

Pour le Socialisme autoges-

Bulletin d'abonnement à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

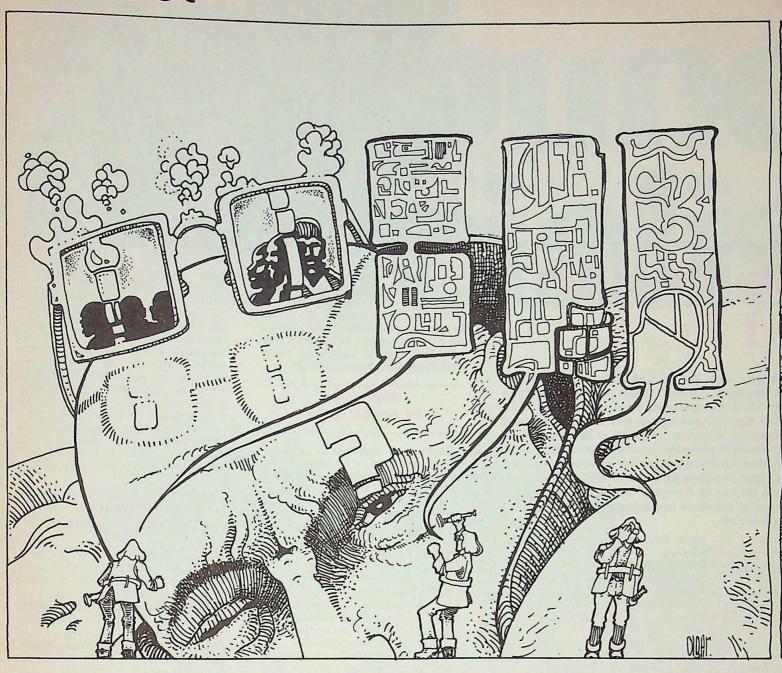
M. Mme MIle	
Adresse	
Code Postal Ville	
S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1). Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris. CB	

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

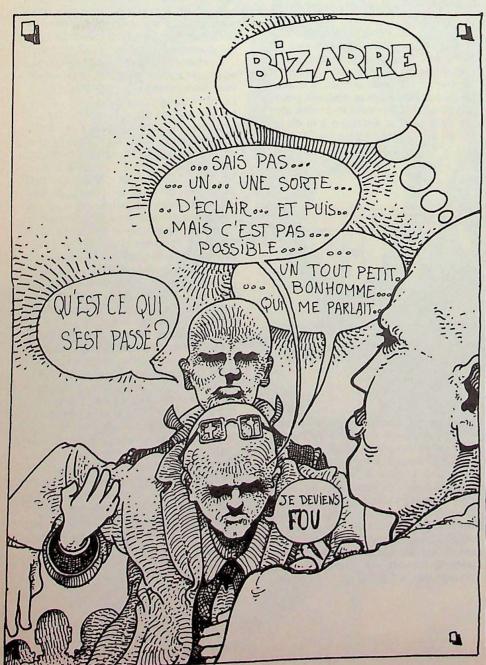
CCP - PSU 14 020 44 Paris	
M. Mme Mile	
Adresse	
Code Postal Ville	
à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.	

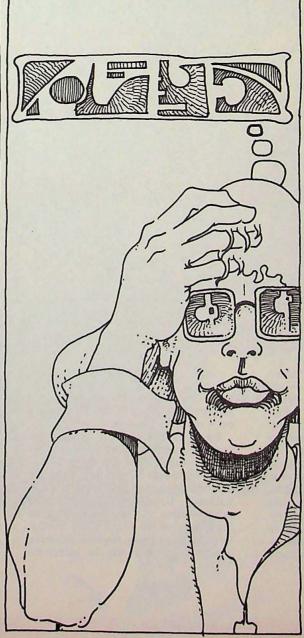
COMICACI J'EN SAU RIEN JE CROIS QUE CA VENAIT D'EN HAUT PIS OLGER E1 Mr. III.

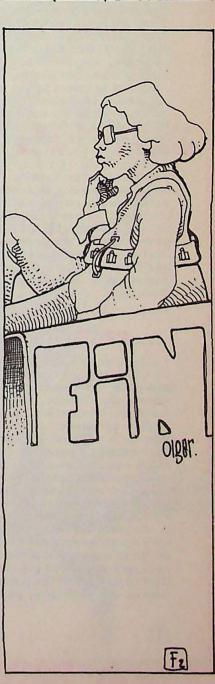
Contact











J.O.: le Québec saigné!

Cinq milliards de francs français : c'est la note que devront payer les six millions de Québécois pour éponger le déficit laissé par les jeux Olympiques de Montréal. Au départ, il y a quelques années, le maire autocrate Jean Drapeau avait fait dire par ses sbires que l'investissement serait « modeste » et ne dépasserait pas un milliard et demi de francs français, compensé par les recettes diverses (entrées, publicité, monnaie, timbres, etc.). En définitive, les installations olympiques — amputées d'ailleurs de la fameuse tour penchée de soixante étages — auront coûté sept milliards et demi de francs français. Une forte taxe sur le tabac, une loterie permettront d'élever le produit des recettes à deux milliards et demi de francs français.

Comment résorber ce déficit?
Une nouvelle loterie olympique
— réservée aux Québécois — va
être mise sur pied. Sans rire, les responsables québécois estiment
qu'elle bouchera le trou en six ou
sept ans. Ainsi, les Québécois savent
ce qui les attend : se serrer la ceinture pendant une décade. Bien entendu, ce sont les salariés les plus
exploités qui paieront relativement
le plus. Une petite minorité de profiteurs s'est remplie les poches depuis
deux ans, de quoi « se laisser vivre »
tranquille, aux Bermudes ou ailleurs, pendant des années.

leurs, pendant des années.

Derrière la colère, pointe aussi la résignation. Le Québec est en effet coutumier de ces tristes aventures. Pillé systématiquement, il est à la fois une réserve économique et une poubelle du puissant continent nord-américain. Celui-ci, dominé par les grandes sociétés nord-américaines, quelques sociétés canadiennes plus ou moins filiales des premières, n'a pas cessé d'imposer son impérialisme. Les vélléités des gouvernements francophones du Québec, rarement appuyées par celui d'Ottawa, gouvernement fédéral, ont fait illusion depuis une quinzaine d'années.

quelle alternative?

L'arme de la francophonie a dévoyé le sens du combat pour l'indépendance réelle de la « belle province » du Québec. Encore aujourd'hui, chaque fois qu'Ottawa néglige cet aspect culturel — ou feint de le négliger — les moyens d'information s'emparent de « l'incident » pour provoquer un consensus nationaliste apte à neutraliser toute contradiction de classes.

Quelle est la place de la bourgeoisie québécoise dans l'économie nord-américaine? Faible, très faible. Il n'y a pratiquement pas d'industrie de transformation. Exploité au niveau de ses matières premières, le Québec consomme des produits fabriqués aux Etats-Unis, plus rare-

ment dans les autres « provinces » (Ontario notamment). Un large secteur tertiaire, plus ou moins parasitaire, est le refuge des capitaux québécois. En définitive, la « bourgeoisie intérieure », comme l'appellent les militants syndicalistes enseignants, est à la remorque de l'impérialisme nord-américain. Elle ne peut pas être l'alternative dont rêvent beaucoup de Québécois.

. Ce rêve indépendantiste est porté à bout de bras par le Parti québécois. Dans ses rangs, on trouve aussi bien des éléments de cette bourgeoisie intérieure que des militants syndicalistes, parmi les plus radicaux. L'ambiguité de l'organisation laisse mal augurer de l'avenir. Selon des sondages plus ou moins officiels, le Parti québécois serait majoritaire dans le pays. Si les prochaines élec-



dépasser le sectarisme

américain dans les années 50.

Cependant, ces petits groupes — trop sectaires — ne peuvent acquérir la dimension d'un véritable outil efficace au service des travailleurs. Néanmoins, beaucoup de leurs militants espèrent que la naissance d'une organisation politique nouvelle pourrait leur permettre de dépasser ce sectarisme.

Il n'est pas prouvé enfin qu'une telle organisation mette en première ligne la lutte pour l'indépendance. Certains voient, dans l'ensemble canadien, toute avancée déterminante vers le socialisme. C'est un débat actuellement très important au Québec. Il peut retarder la création de cette force révolutionnaire dont nombre de syndicalistes proclament la nécessité.

Du côté du Parti québécois, une telle création n'inquiète que peu de monde. La droite et le centre de ce parti pensent en effet qu'il y a tout à gagner à se débarrasser de sa frange de gauche. Le Parti québécois pourrait ainsi s'ouvrir vers le centre (petite bourgeoisie soumise à la dictature de l'impérialisme nord-

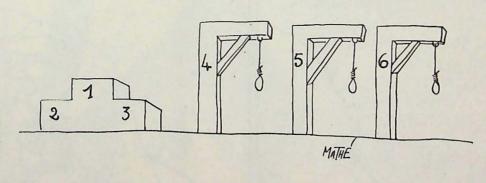
du Québec : l'aménagement de la Baie James (centrales hydroélectriques, gisements miniers); le métro de Montréal ; la voie maritime du Saint-Laurent ; le développement de la Gaspésie, etc. Lorsqu'on regarde les choses de près, on s'aperçoit vite que ces projets ont surtout permis au capitalisme étranger de se sucrer abondamment, au détriment de l'indusirie québécoise. Robert Bourrassa, qui gouverne avec une assemblée totalement à sa botte grâce à un système électoral qui lamine l'opposition, est particulièrement lié à l'affairisme nord-américain et canadien anglophone.



La naissance d'un véritable parti des travailleurs est également liée à l'évolution — aujourd'hui largement amorcée — d'un syndicalisme de salariés longtemps dominés par la défense d'intérêts corporatistes, avec tout ce que cela a pu comporter de corruption, de passe-droit, d'entente avec les patrons sur le dos de la grande masse des travailleurs. Depuis 1970, les luttes à la base font émerger une nouvelle génération de délégués syndicaux défendant une conception de classe et de masse.

Le chantier olympique aura été, lui aussi, un accélérateur de ce point de vue. Son cortège de prévarication, à l'ombre du groupe Drapeau, potentat qui régne sur Montréal depuis près de vingt ans, pousse beaucoup de travailleurs à s'interroger sur leur sort. Avec un chômage endémique de l'ordre de 8 - 9 % (6,5 à 7 % à Montréal) le Québec n'est pas sorti du tunnel de la surexploitation. Les grosses voitures américaines, les buildings, les maisons de campagne ne doivent pas cacher la réalité de la situation économique. Obligé d'em-prunter à New York, ce qui aggrave l'hypothèque qui pèse sur le pays, le gouvernement québécois actuel est mal venu d'emboucher les trompettes de l'indépendance lorsqu'il sent tourner le vent

La situation est identique à Montréal où l'opposition (le Rassemblement des citoyens de Montréal RCM) a le vent en poupe et est sur le point de renverser l'équipe Drapeau (le RCM avait réalisé 44 % lors des élections de 1974) (1). Jean Drapeau compte sur le nationalisme chauvin, la gloriole des jeux Olympiques pour redorer un blason sur lequel beaucoup de gens crachent aujourd'hui. L'armée royale canadienne qui a pris possession de la ville pendant ces Jeux, par le comportement qu'elle observe, risque de lui ôter ses dernières illusions. Michel CAMOUIS



tions confirmaient ces sondages, un référendum serait organisé « pour » ou « contre » l'indépendance.

En attendant cette échéance, les contacts se multiplient entre militants syndicalistes des trois principales centrales syndicales (Centrale des enseignants, Fédération des travailleurs, Confédération syndicale) pour mettre sur pied un véritable parti ouvrier, de classe et de masse. Certes, les groupes révolutionnaires à coloration maoïste et trotskiste

américain et canadien anglophone). L'indépendance resterait le thème central alors que le programme de réforme sociale serait quelque peu édulcoré. Encore que la masse importante des petites et moyennes entreprises souhaiterait finalement la constitution d'un secteur d'Etat fort qui lui offrirait des garanties de stabilité au niveau des commandes etc. C'est ce que beaucoup ont espéré à travers les grands projets chaperonnés par le gouvernement

(1) « Le Dossier olympique », par Nick Auf der Maur, aux éditions Québec-Amérique.